

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016



  
CORREZE  
LE DÉPARTEMENT

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016

## SOMMAIRE

Le mot du Président	3
Le Conseil départemental et son fonctionnement	5
L'assemblée départementale	6
La Commission départementale	8
Les Commissions du Conseil départemental	9

10



COHÉSION  
TERRITORIALE

35



COHÉSION  
SOCIALE

64



ADMINISTRATION

### Conception et réalisation :

Directions des Affaires Générales et Assemblées  
et Communication avec le concours des services  
du Conseil départemental

**Photos :** Communication CD19  
Jean-Luc Kokel

**Impression :** Reprographie CD19

Conseil départemental de la Corrèze  
Direction de la communication  
Juin 2017

### 2016 : la Corrèze prend le tournant décisif du numérique

Chaque année, le rapport d'activité permet de vous présenter l'ensemble des actions mises en œuvre par le Conseil départemental.

Décliné autour des deux grands pôles de compétences de notre collectivité, la cohésion territoriale et la cohésion sociale, ce rapport illustre bien sûr les grandes actions du Département, mais aussi l'activité de ses services.

1 300 agents départementaux, répartis sur tout le territoire, s'investissent chaque jour dans leurs différentes missions, avec le souci constant de la proximité et de la qualité du service rendu aux usagers.

2016 a été une nouvelle année d'action marquée par le lancement de politiques responsables et ambitieuses, dans le respect de nos engagements pris auprès des Corrèziens.

Dans un contexte financier extrêmement tendu pour les collectivités locales, nous avons tenu le cap fixé dès 2015 en poursuivant la baisse de nos dépenses de fonctionnement et le désendettement de la collectivité. Sans augmentation de la fiscalité, ces efforts ont permis de maintenir un niveau d'investissement élevé pour continuer à aménager, développer la Corrèze et soutenir l'économie locale et l'emploi.

Garantir la cohésion territoriale, c'est veiller à l'équilibre entre tous les territoires et à l'égalité d'accès des Corrèziens à tous les services, au premier rang desquels le numérique.

2016 a ainsi marqué un tournant décisif avec l'engagement de notre programme "Corrèze 100 % fibre 2021" qui permettra, en 4 ans, de raccorder au très haut débit l'ensemble des habitations, entreprises et pylônes de téléphonie mobile. Avec ce programme ambitieux, c'est tout un département qui doit relever le défi de la transformation numérique et capitaliser sur cette incroyable opportunité qu'est la fibre pour donner un nouvel élan à la Corrèze.

Garantir la cohésion sociale, c'est assurer le "bien vivre ensemble" et la solidarité entre les Corrèziens.

Pour préserver notre modèle social, nous avons l'obligation de le repenser pour une plus grande justice sociale afin de mieux aider ceux qui en ont le plus besoin.

2016 nous a permis de prendre des mesures courageuses pour sauvegarder notre modèle de maintien à domicile et ainsi garantir l'autonomie des personnes âgées.

Notre politique volontaire et active en faveur de l'insertion et de l'emploi a vu des résultats très satisfaisants sur 2016, avec une diminution de 8 % du nombre des bénéficiaires du RSA en Corrèze, contre seulement 1% au niveau national.

Écoute et concertation restent au cœur de notre action, conformément à notre engagement d'associer les Corrèziens, avec de nouvelles initiatives telles que la consultation participative, lancée en 2016, sur le budget du Département qui a permis de prendre en compte leurs priorités et propositions dans notre plan d'actions et notre budget 2017.

**Pascal Coste**

*Président du Département de la Corrèze*





# LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET SON FONCTIONNEMENT



## Le président du Conseil départemental

- Détermine les grandes orientations de la politique départementale ;
- Prépare et exécute les délibérations du Conseil départemental ;
- Préside les débats de l'Assemblée départementale ;
- Assume la responsabilité des services départementaux et représente le Conseil départemental ;
- Dirige l'ordonnancement des dépenses et prescrit l'exécution des recettes du Conseil départemental ;
- Gère le domaine départemental.

## La Commission permanente

- Délibère sur les affaires déléguées à son attention par le Conseil départemental ;
- Elle comprend, en Corrèze, 30 membres.

## Les Commissions spécialisées

étudient de manière approfondie les rapports relevant de leurs compétences adressés par le président du Conseil départemental. Ces textes font ensuite l'objet d'un examen et d'un vote par l'Assemblée départementale, réunie en séance publique. Les Commissions spécialisées du Conseil départemental de la Corrèze sont au nombre de 3. La répartition des sièges est assurée en fonction des compétences des élus.

**242 454** habitants  
(source INSEE , population légale 2014)

Superficie  
**5 860 km<sup>2</sup>**

Densité  
**41 habitants/km<sup>2</sup>**

Point culminant  
Mont Bessou (**977 m**)

**3** arrondissements

**19** cantons

**285** communes

**160 km** d'autoroutes

**4 700 km** de routes départementales

**10 000 km** de voies communales

**335 km** de voies ferrées

# Les conseillers de l'Asse



**Pascal Coste**  
Président du Conseil départemental  
Canton du Midi Corrèzien



**Christophe Arfeuillère**  
1<sup>er</sup> Vice-président  
Canton d'Ussel



**Frédérique Meunier**  
1<sup>ère</sup> Vice-présidente  
Canton de  
Malemort-sur-Corrèze



**Christophe Petit**  
3<sup>e</sup> Vice-président  
Canton du  
Plateau de Millevaches



**Danielle Coulaud**  
Conseillère déléguée  
Canton de  
Haute-Dordogne



**Najat Deldouli**  
Conseillère déléguée  
Canton de  
Brive-la-Gaillarde 4



**Ghislaine Dubost**  
Conseillère déléguée  
Canton du  
Midi Corrèzien



**Franck Peyret**  
Canton de  
Brive-la-Gaillarde 4



**Annie Queyrel-Peyramaure**  
Canton d'Uzerche



**Nelly Simandoux**  
Canton du  
Plateau de Millevaches



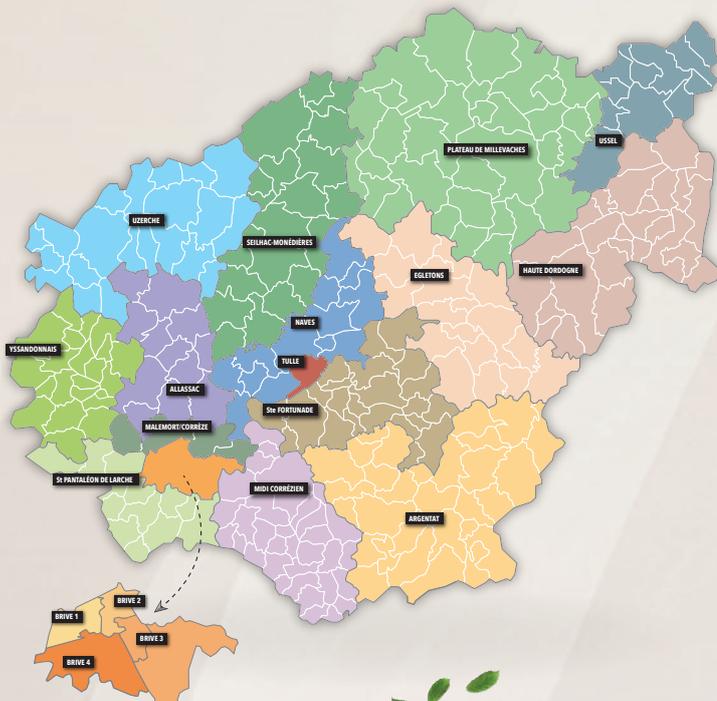
**Michel Da Cunha**  
Canton de  
Brive-la-Gaillarde 1



**Gilbert Fronty**  
Canton d'Allasac



**Jean-Claude Peyramard**  
Canton de Naves



**CORREZE**  
LE DÉPARTEMENT

# Assemblée départementale



**Hélène Rome**  
4<sup>e</sup> Vice-présidente  
Canton de  
Seilhac-Monédières



**Francis Comby**  
5<sup>e</sup> Vice-président  
Canton d'Uzerche



**Lilith Pittman**  
6<sup>e</sup> Vice-présidente  
Canton de  
Brive-la-Gaillarde 2



**Jean-Marie Taguet**  
7<sup>e</sup> Vice-président  
Canton d'Egletons



**Sandrine Maurin**  
8<sup>e</sup> Vice-présidente  
Canton de  
Brive-la-Gaillarde 3



**Agnès Audeguil**  
Conseillère déléguée  
Canton d'Egletons



**Francis Colassin**  
Conseiller délégué  
Canton de  
Brive-la-Gaillarde 2



**Jean-Claude Leygnac**  
Conseiller délégué  
Canton d'Argentat



**Gilbert Rouhaud**  
Conseiller délégué  
Canton de  
Malemort-sur-Corrèze



**Gérard Soler**  
Conseiller délégué  
Canton de  
Brive-la-Gaillarde 3



**Jean-Jacques Delpech**  
Canton de Saint-  
Pantaléon-de-Larche



**Laurence Dumas**  
Canton d'Argentat



**Jean-Jacques Lauga**  
Canton de  
Seilhac-Monédières



**Marilou Padilla-Ratelade**  
Canton d'Ussel



**Jean Stöhr**  
Canton de  
Haute-Dordogne



**Nicole Taurisson**  
Canton de Saint-  
Pantaléon-de-Larche



**Pascale Boissiéras**  
Canton de  
l'Yssandonnais



**Christian Bouzon**  
Canton de  
l'Yssandonnais



**Emilie Boucheteil**  
Canton de Naves



**Roger Chassagnard**  
Canton de  
Sainte-Fortunade



**Bernard Combes**  
Canton de Tulle



**Michèle Reliat**  
Canton d'Allasac



**Hayat Tamimi**  
Canton de  
Brive-la-Gaillarde 1



**Annick Taysse**  
Canton de Tulle



**Stéphanie Vallée**  
Canton de  
Sainte-Fortunade

 Majorité  
 Opposition

# La Commission permanente

## Président

Pascal **Coste**

## Vice-présidents

Christophe <b>Arfeuillère</b>	Développement territorial ; développement et maintien des services publics
Frédérique <b>Meunier</b>	Tout domaine lié aux interventions économiques et notamment commerce et artisanat ; tout domaine lié à l'administration générale de la collectivité
Christophe <b>Petit</b>	Aides aux communes ; fonds européens ; vie associative ; forêt
Hélène <b>Rome</b>	Politique agricole ; Technologies de l'Information et de la Communication et aménagement numérique ; transports et déplacements (dont transports scolaires) ; intermodalité ; prospective et évaluation des politiques publiques
Francis <b>Comby</b>	Affaires financières ; commandes publiques ; préparation, suivi et exécution du budget principal et des budgets annexes de la collectivité ; système d'information et de télécommunication de la collectivité ; traitements de données à caractère personnel mise en service au sein de la collectivité ; logistique et moyens généraux
Lilith <b>Pittman</b>	Dispositifs relevant du champ éducatif ; bourses départementales ; fonctionnement, équipements et travaux dans les collèges ; patrimoine ; opération eCollege19
Jean-Marie <b>Taguet</b>	Infrastructures dont réseau routier départemental ; construction et rénovation des bâtiments départementaux ; domanialité ; environnement et développement durable
Sandrine <b>Maurin</b>	Tout domaine lié à la solidarité ; tout domaine lié à l'autonomie et aux personnes âgées, à la domotique et au handicap ; tout domaine lié à l'enfance, la petite enfance, la protection maternelle et infantile

## Membres avec délégation

Gérard <b>Soler</b>	■ Tout domaine lié à l'action sociale, à la cohésion sociale et à l'insertion
Danielle <b>Coulaud</b>	■ Tout domaine lié à l'Agenda 21
Jean-Claude <b>Leygnac</b>	■ Tout domaine lié au tourisme
Agnès <b>Audeguil</b>	■ Tout domaine lié à l'Economie Sociale et Solidaire
Gilbert <b>Rouhaud</b>	■ Tout domaine lié au sport et à la jeunesse
Najat <b>Deldouli</b>	■ Tout domaine lié au logement et à l'habitat
Francis <b>Colasson</b>	■ Tout domaine lié à la culture et à la santé
Ghislaine <b>Dubost</b>	■ Tout domaine lié aux ressources humaines

## Treize membres

Franck **Peyret**, Jean **Stöhr**, Nelly **Simandoux**, Nicole **Taurisson**, Pascale **Boissières**, Emilie **Boucheteil**, Roger **Chassagnard**, Bernard **Combes**, Michel **Da Cunha**, Gilbert **Fronty**, Michèle **Reliat**, Hayat **Tamimi**, Annick **Taysse**.

# Les Commissions du Conseil départemental

## Commission de la Cohésion Sociale

### Présidente

Marilou **Padilla-Ratelade**

### Vice-Président

Francis **Colasson**

### Membres

Agnès **Audeguil**

Sandrine **Maurin**

Christophe **Petit**

Lilith **Pittman**

Annie **Queyrel-Peyramaure**

Gilbert **Rouhaud**

Gérard **Soler**

Jean **Stöhr**

Pascale **Boissières**

Michel **Da Cunha**

Hayat **Tamimi**

Annick **Taysse**

## Commission des Affaires Générales

### Président

Franck **Peyret**

### Vice-Président

Jean-Jacques **Lauga**

### Membres

Francis **Comby**

Jean-Jacques **Delpech**

Ghislaine **Dubost**

Laurence **Dumas**

Marilou **Padilla-Ratelade**

Annie **Queyrel-Peyramaure**

Nelly **Simandoux**

Nicole **Taurisson**

Christian **Bouzon**

Emilie **Boucheteil**

Bernard **Combes**

Gilbert **Fronty**

## Commission de la Cohésion Territoriale

### Présidente

Laurence **Dumas**

### Vice-Présidente

Nelly **Simandoux**

### Membres

Christophe **Arfeuillère**

Danielle **Coulaud**

Najat **Deldouli**

Jean-Claude **Leygnac**

Frédérique **Meunier**

Christophe **Petit**

Hélène **Rome**

Jean-Marie **Taguet**

Roger **Chassagnard**

Jean-Claude **Peyramard**

Michèle **Reliat**

Stéphanie **Vallée**

# COHÉSION TERRITORIALE



Conférence de Territoires

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction du développement des territoires

### ► Nos missions

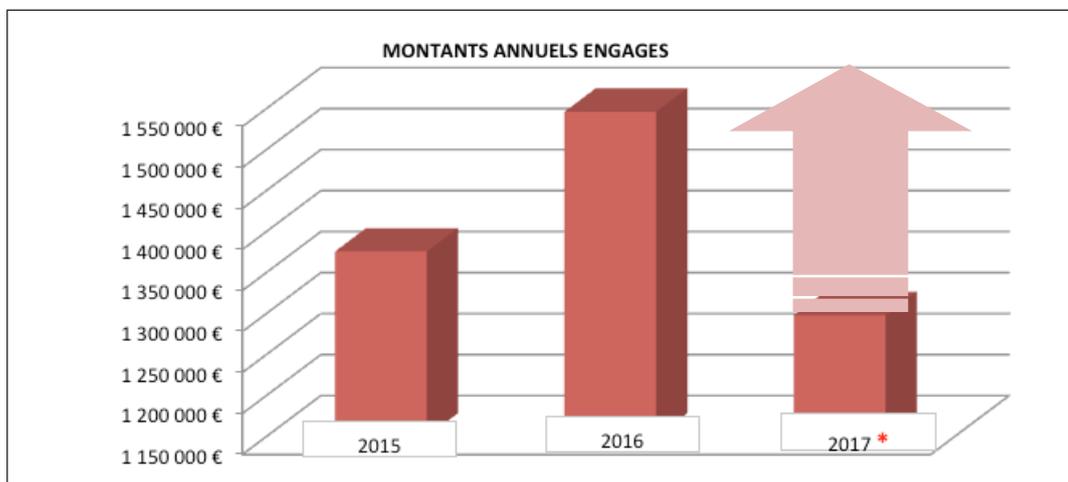
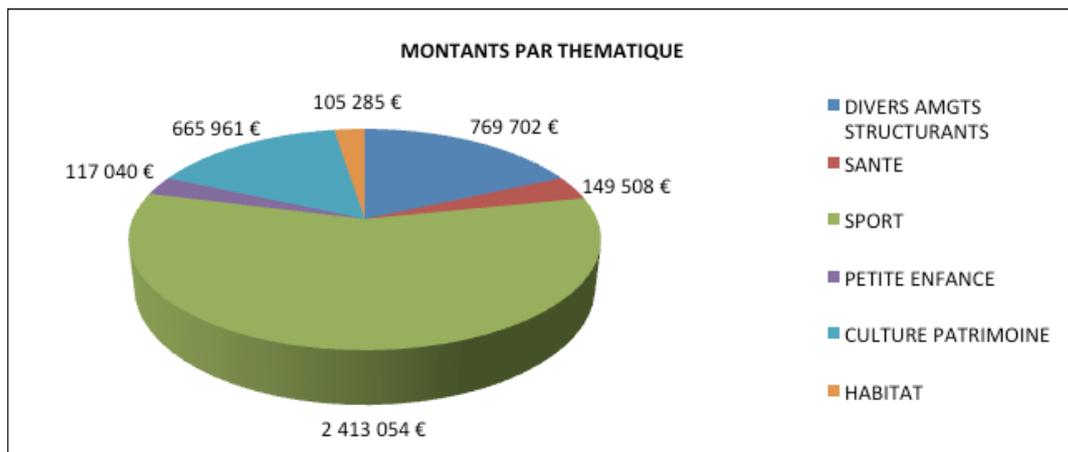
Le Département, tout en maintenant sa participation active au sein des contrats de pays tripartite (CD, État, Région), a, dès 2006, créé sa propre politique contractuelle (CDDL). L'objectif était d'étoffer les possibilités de soutien aux territoires ruraux, notamment sur les thématiques pour lesquelles les autres partenaires n'intervenaient pas. Dans le prolongement des objectifs initiés par ces contrats, le Département a mis en place une seconde génération de contrat nommés les Contrats Territoriaux d'Aménagement (CTA).

Le dernier en date, CTA 2015-2017 : enveloppe dédiée de 9 000 000 € représentant 160 actions.



### ► Les actions & faits marquants 2016

- Arrivée de la Grande Région Nouvelle Aquitaine.
- Contexte économique difficile.
- Nouveaux contrats territoriaux tripartites.



\* En cours /CP du 02.06.2017 / les prévisions flèche un montant équivalent, voire supérieur à 2016

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction du développement des territoires / Service Aides aux Communes

Le Service Aides aux Communes regroupe l'ensemble des interventions départementales en direction des communes et de leurs groupements. L'objectif de ce service centralisateur des aides aux collectivités est de faciliter les démarches des maîtres d'ouvrage publics et de gérer de manière optimale le budget départemental d'investissement indirect.

Par ailleurs, le service apporte en lien avec les chefs de projet, une assistance à maîtrise d'ouvrage financière et administrative aux maîtres d'ouvrage publics pour le montage de leurs dossiers de demandes de subventions. Le Département a ainsi souhaité inscrire sa politique des "aides aux communes" de manière à ce qu'elle soit porteuse d'une plus grande solidarité et cohérence territoriale, incitatrice à un développement économique local et pérenne.



### ► Les actions & faits marquants 2016

- Évolution et simplification des dispositifs d'aides aux communes et EPCI (12 nouvelles fiches d'aides au lieu de 42 fiches des anciens dispositifs).
- Mise en place d'une politique économique organisée autour des 5 territoires de projets et 4 chefs de projets développement, garante de la bonne mise en œuvre et de la concrétisation des projets de territoire via une ingénierie globale et renforcée.
- Une action départementale déterminante en faveur d'investissements stratégiques pour le territoire.

*Les missions qui me sont confiées et qui ont trait à l'instruction des dossiers de demandes de subventions émanant des 285 communes corréziennes et de leurs groupements, ont vocation à améliorer le cadre de vie et le niveau de service offerts aux Corrégiens. Il s'agit d'un travail quotidien de proximité voué à accompagner et conseiller plus particulièrement les territoires ruraux souvent peu dotés en moyens nécessaires à la bonne mise en œuvre de leurs projets.*

**Anne-Myriam TERSOU**  
gestionnaire de dossiers

### EN CHIFFRES

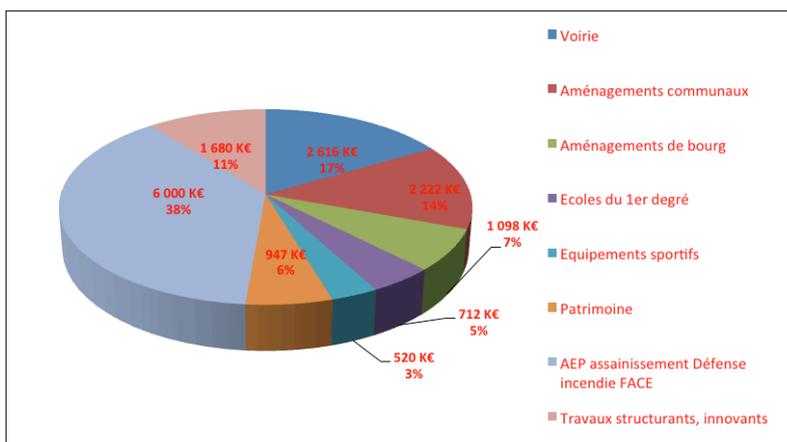
**15,8 M€**  
de subventions

**850**  
opérations subventionnées

**79 M€**  
de travaux subventionnés

### ► Les subventions 2016 & les agents

8 agents contribuent au quotidien à accompagner et conseiller les territoires ruraux pour la mise en œuvre de leurs projets.



# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction du développement des territoires / Service Habitat

Chargé de la mise en œuvre de la politique habitat du Département, le service assure les missions liées :

- au Guichet Habitat : dispositifs d'aides aux propriétaires privés, publics et aux communes notamment pour l'amélioration du bâti, l'accession à la propriété, la construction de logements ...
- au Plan d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées : interventions sociales en faveur du logement, et plus particulièrement gestion des aides du Fonds de Solidarité pour le Logement (aides aux personnes) et du Fonds Commun Logement (aides à l'amélioration des logements).

### ► Les actions & faits marquants 2016

- Poursuite et développement de l'ensemble des actions déjà en place :
- aides à la rénovation de l'habitat, à l'adaptation pour le maintien à domicile des personnes âgées, et à l'accession à la propriété, engagées en 2015,
- gestion des dispositifs sociaux pour le maintien et/ou l'accès dans un logement (aides aux personnes et à l'amélioration des logements).
- Évaluation des aides du Guichet Habitat avec recueil de l'avis des usagers.
- Travaux d'élaboration du nouveau Plan d'actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées.

### ► Les finances et ressources humaines

14 agents soit 13,5 ETP accompagnent et favorisent l'amélioration des conditions de logement des Corrèziens.



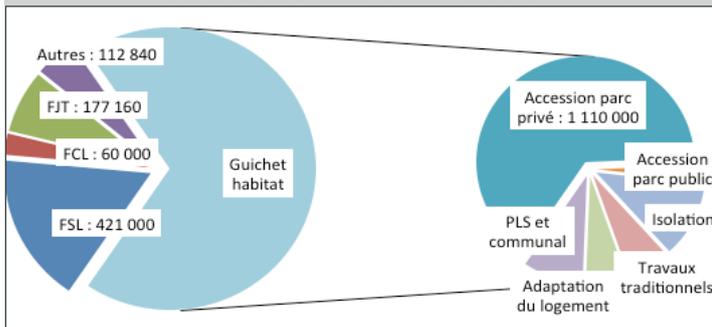
*Je suis gestionnaire de dossiers de demandes au titre du Fonds Solidarité Logement. Ce fonds partenarial sert à aider des personnes défavorisées à payer leur loyer, leurs dépenses de chauffage, d'eau... Mon travail consiste à vérifier si les dossiers sont complets, à réclamer les informations et/ou documents complémentaires, à saisir dans un logiciel toutes les données de ces dossiers, et les inscrire ensuite dans les commissions. De plus, je participe à ces commissions où sont prises les décisions : accord, refus ou ajournement.*

*Au final, je saisis les décisions afin d'établir un procès-verbal et je prépare les courriers de notification aux familles et aux organismes concernés. Puis, j'effectue le classement des dossiers. Je gère également le calendrier des commissions pour l'année. Je suis en contact régulier avec les Maisons de la Solidarité Départementale et les partenaires, avec lesquels j'échange sur les situations des demandeurs d'aides.*

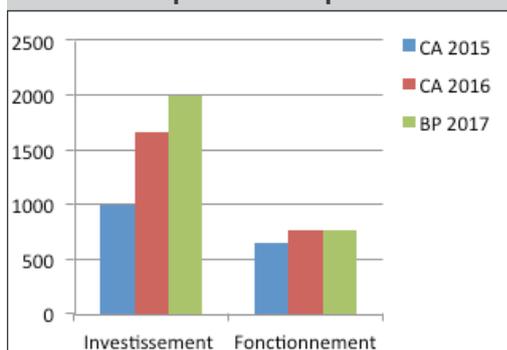
**Catherine DUMOND**  
gestionnaire de dossiers

#### Répartition des engagements financiers :

Investissement "Guichet habitat" 1 711 740 €  
Fonctionnement "Aides sociales" 771 000 €



#### Comparaison des dépenses



#### EN CHIFFRES

##### ➤ GUICHET HABITAT

- Près de **3 000** appels reçus
- Plus de **1 300** demandes
- **530** aides attribuées, représentant :
- **49 521 640 €** de travaux
- et **1 711 741 €** de subventions engagées

##### ➤ FONDS SOLIDARITE LOGEMENT

- **2 800** dossiers reçus
- **2 697** prestations accordées (Accès au logement et dépenses d'énergie essentiellement)
- **798 940 €** engagés

##### ➤ FONDS COMMUN LOGEMENT

- **152** demandes d'aides aux travaux
- **100** dossiers financés
- **165 547 €** engagés

# COHÉSION TERRITORIALE

> Direction du développement des territoires / Service Environnement

## GESTION DE L'EAU

Initiée en 2015, le Département a poursuivi en 2016 sa politique volontariste, prospective et incitative en matière de gestion de l'eau. Cette politique s'appuie sur trois piliers interdépendants que sont l'alimentation en eau potable, l'assainissement des eaux usées et la gestion des milieux aquatiques.

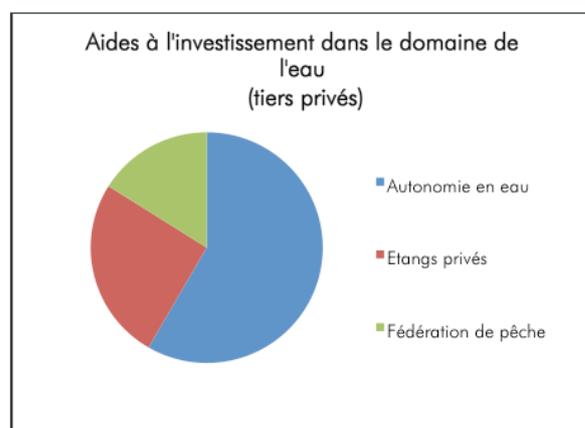
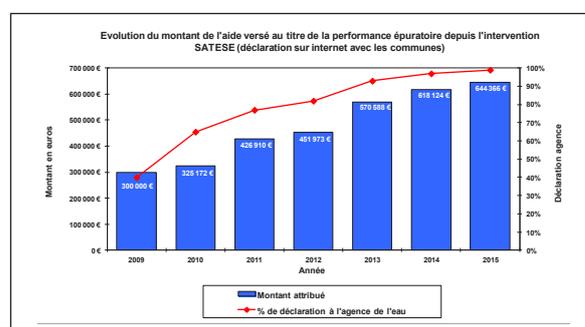


### ► Les faits marquants 2016

- Appui aux collectivités pour l'exploitation des stations d'épuration (SATESE)
- Assistance et conseil des collectivités locales dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement et des milieux aquatiques.
- Animation de la Fédération Départementale des Collectivités de l'Eau.
- Désignation du Département en tant que structure porteuse du SAGE Vézère-Corrèze.
- Intégration du dispositif d'aide "Autonomie en Eau des exploitations agricoles" à la politique gestion de l'eau.
- Assurer un équilibre, un aménagement et un développement des exploitations agricoles durable du territoire
- Accompagner les collectivités vers le transfert de la compétence eau aux nouveaux EPCI

### ► Les actions et ressources Humaines

9 agents œuvrent dans le cadre de l'environnement.



### EN CHIFFRES

**120** collectivités conventionnées avec le SATESE  
Plus d'une quarantaine d'études en cours (eau potable et assainissement)

**62** adhérents (soit 110 000 abonnés) à la Fédération Eau

**50** opérations d'abreuvement et **38** opérations d'irrigation aidées

# COHÉSION TERRITORIALE

> Direction du développement des territoires / Service Environnement

## ENVIRONNEMENT - CADRE DE VIE

Dans le cadre des actions de protection des sites, des paysages, de la faune et de la flore, le Département poursuit l'accompagnement des acteurs contribuant à la protection de l'environnement. Cette politique se traduit par la valorisation de sites naturels remarquables en Corrèze, par le biais d'un conventionnement ou l'accord de subventions avec un ensemble de structures, pour certaines à caractère associatif.

### ► Les faits marquants 2016

- Accompagnement de deux organismes "satellites"  
Le CAUE avec 200 000 € et EPIDOR avec 127 525 €.
- Animation du label des "villes et villages fleuris" (VVF)  
A l'échelle départementale et accompagnement des communes dans le programme de labellisation régional.
- Renforcement des partenariats et conventionnements avec divers organismes  
Conservatoire d'Espaces Naturels du Limousin (CENL), Fédération Départementale des Chasseurs de la Corrèze, Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin.
- Accompagnement des associations à caractère environnemental  
CPIE 19, Corrèze environnement, ATMO, GMHL, FREDON, notre village, le battement d'ailes, manger bio local, Migado, petite fabrique solidaire, lieutenants de l'ovellerie, énergie pour demain, maison eau pêche, syndicat des étangs.
- Opération "Agrilocal"  
Le chiffre d'affaires sur 2016 s'élève à 37 029 € (de septembre à décembre).  
Les principales familles de produits échangés sont :  
- les yaourts et fromages (30 %), la viande de porc (28 %), les fruits à noyaux et pépins (13 %).
- Bio dans les collèges  
Poursuite du programme bio lancé en 2008 dans les 22 unités de restauration des collèges, soit une prise en charge du surcoût des 6 808 repas bio 2015 équivalant à 53 500 € de subvention départementale (environ 8 €/collégien/an).



### EN CHIFFRES

- 35** communes participant au label VVF
- 14** associations ont reçu une aide financière
- 65 800 €** de subventions ont été attribués : montants allant de 500 à 15 000 €

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Laboratoire départemental d'analyses

Le Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA 19) réalise des prélèvements et des analyses en santé animale, en hygiène alimentaire et dans le domaine de l'eau et l'environnement. Le Laboratoire accompagne les industriels, les éleveurs et les collectivités de notre département pour la réalisation des analyses qui incombent à leurs activités, qu'elles soient réglementaires ou qu'elles participent aux contrôles internes des procédés.

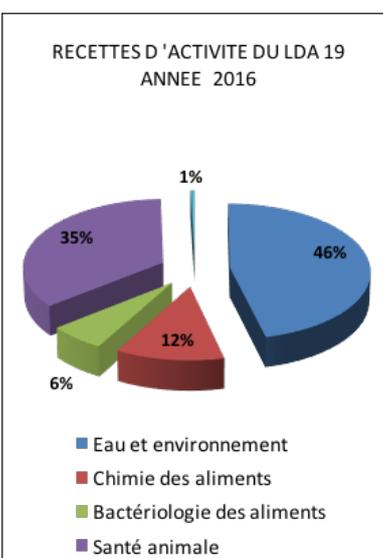
Historiquement le Laboratoire Départemental réalisait des analyses dans le domaine vétérinaire et le contrôle de la qualité microbiologique des aliments. Le LDA 19 a, depuis plus de vingt ans, élargi son panel d'analyses aux matrices de l'eau et de l'environnement et depuis 2 ans près de 50 % de ses recettes d'activités sont réalisées dans ce domaine.

### ► Les actions & faits marquants 2016

- En 2016, le Laboratoire a vu toutes ses accréditations COFRAC renouvelées pour 5 ans. L'accréditation COFRAC, reconnaissance de compétence technique, est indispensable à l'obtention des agréments ministériels qui autorisent les laboratoires à réaliser des analyses.
- Réponse aux marchés des Agences Régionales de Santé. Le LDA 19 réalise depuis de nombreuses années les analyses pour le contrôle sanitaire des eaux de consommation du département de la Corrèze.
- Fort de sa compétence en chimie de l'eau, le LDA 19 répond également aux marchés des départements voisins. En 2016, le LDA 19 a obtenu le renouvellement de 3 de ses marchés et conforte dans ce domaine son activité jusqu'en 2020.

### ► Les finances & ressources humaines

Sur un plan financier, l'année a été plus difficile qu'en 2015 ; malgré cela, le Laboratoire, pour la 16ème année consécutive, a pu maintenir son autonomie financière sans percevoir de subvention d'équilibre du Conseil Départemental.



### EFFECTIF DU LDA

L'effectif du Laboratoire est de 53 agents.

Des renforts saisonniers viennent compléter l'effectif : en hiver pour la réalisation des analyses dans le cadre de la prophylaxie des cheptels corréziens et en été pour la réalisation des prélèvements et analyses des eaux de loisirs (piscines, baignades...).

L'effectif en équivalent temps plein (ETP) était de 52,5 en 2016.

Le chiffre d'affaire d'activité par équivalent temps plein est de 70 000 € HT.



### EN CHIFFRES

**212 000** échantillons en santé animale (immunologie, bactériologie, parasitologie, biologie moléculaire)

**5 300** pour recherche de prion (ESB tremblante)

**2 000** pour la recherche de contaminants de l'élevage et de la chaîne alimentaire (molécules interdites, résidus de métaux lourds, de pesticides ...)

**7 200** en hygiène alimentaire (contrôle de qualité et de salubrité des aliments)

**17 000** échantillons d'eau et de l'environnement (chimie et microbiologie)

*J'ai intégré le Laboratoire Départemental d'Analyses en 2008 dans le cadre d'un renfort saisonnier pour la prophylaxie.*

*Issu d'une formation de technicien de laboratoire, j'exerce la fonction de responsable informatique du Laboratoire depuis 2012 et ceci grâce à la diversité des métiers présents au laboratoire.*

*Avec l'appui Technique du Service Systèmes d'Information, ce poste transversal nécessite une connaissance générale des trois secteurs d'activités du LDA qui sont l'hydrologie, la santé animale et l'hygiène alimentaire.*

**Ludovic LESCURE**

*Responsable informatique*

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction modernisation et moyens

La Direction de la Modernisation et des Moyens a pour mission essentielle d'assurer la gestion efficiente des moyens de la Collectivité.

Elle regroupe trois services : le Service Affaires Juridiques et Achats, le Service Bâtiments et le Service des Systèmes d'Information, et compte 59 agents.

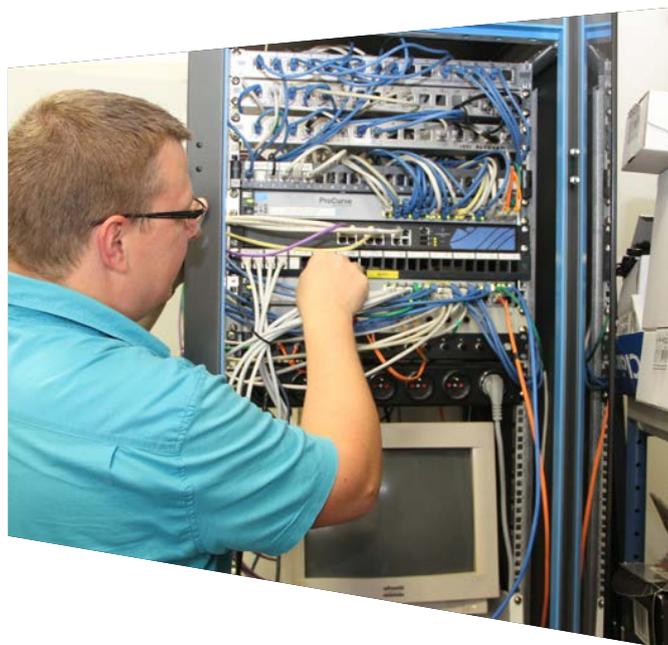
Dans ce cadre, l'année 2016 a été la concrétisation de chantiers organisationnels conséquents comprenant pour :

**Le Service Affaires Juridiques et Achats :** la mise en œuvre de la politique d'achat de la Collectivité traduite dans le Guide des procédures internes des marchés publics.

**Le Service Bâtiments :** le lancement d'une consultation et le choix d'une application de gestion du patrimoine bâti de la Collectivité, permettant la constitution d'un référentiel unique des données patrimoniales, la gestion des interventions, la gestion de la maintenance et de la sécurité des bâtiments et des équipements, la gestion de l'énergie et des fluides ainsi que de la programmation des travaux. Cette application se veut partager avec l'ensemble des acteurs, tant en interne qu'en externe de la Collectivité.

**Le Service Systèmes d'Information :** la mise en œuvre effective d'une nouvelle organisation centrée sur l'ingénierie de projets, la sécurité avec la nomination d'un Correspondant Informatique et Libertés (CIL) et d'un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI), la production et la maintenance intégrant la gestion des collègues.

A cela s'est bien entendu ajouté la gestion des opérations, des affaires et des projets présents au sein de chaque service.



# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction modernisation et moyens / Service Affaires Juriques et Achats

Les motivations qui ont prévalu à la création du Service Affaires Juridiques et Achats sont doubles : centraliser les achats de la Collectivité, d'une part ; sécuriser les actes et procédures, d'autre part.

Le service a ainsi pour missions :

- l'élaboration de la politique d'achat de la Collectivité et la planification de la commande publique,
- la mise en œuvre d'une commande publique responsable par l'insertion de clauses sociales et environnementales dans les marchés de la collectivité et l'accompagnement de maîtres d'ouvrages externes,
- la gestion (administrative et juridique) des procédures d'achats et le suivi des marchés en lien avec les services concernés,
- l'assistance et le conseil juridique auprès de la Direction Générale, des élus et des services,
- la gestion des précontentieux et des contentieux en lien avec les services concernés,
- l'élaboration et la gestion des contrats d'assurances ; la gestion des sinistres.

### ► Les actions & faits marquants 2016

- Élaboration du guide des procédures internes Marchés Publics afin de définir l'organisation des achats au sein de la Collectivité.
- Augmentation du nombre d'heures de travail générées par les clauses d'insertion sociale intégrées aux marchés en vue de favoriser l'emploi des publics rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi (bénéficiaires du rSa notamment).
- Montée en puissance du conseil juridique.
- Mise en place d'une organisation permettant de répondre aux attentes de la Direction Générale, des élus et des services.

### ► Les finances & ressources humaines

10 agents sont affectés au Service Affaires Juridiques et Achats : 7 personnes pour la fonction achats, 2 personnes pour la fonction juridique et 1 Chef de service.



*Mon quotidien varie entre l'apport de réponses juridiques aux questions des services du Conseil Départemental, mais également des territoires (EPCI, communes) ; l'étude de points d'actualité juridique et la défense du Conseil Départemental lors des contentieux.*

*Par ailleurs, en lien avec le Service Insertion, je participe aux Commissions "fraude" organisées par la CAF qui statuent sur des dossiers de bénéficiaires rSa qui éveillent une suspicion de fraude.*

*Mon poste se caractérise ainsi par sa diversité et son évolution incessante. L'intérêt de mon poste réside ainsi dans la pluralité des dossiers et des domaines abordés et la richesse des échanges avec des interlocuteurs très diversifiés.*

**Sophie DURAND**  
juriste

#### EN CHIFFRES

**65** consultations lancées en 2016 qui ont permis de conclure **115** marchés **224** marchés subséquents conclus sur accords cadres

Près de **21 000** heures d'insertion générées par la commande publique (marchés du Conseil départemental et des maîtres d'ouvrage accompagnés)

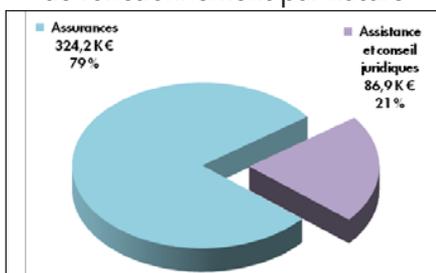
Pour mémoire : 18 500 heures en 2015

**51** dossiers de consultation ont été examinés par la Commission Commande Publique Responsable ; **30** ont intégré des clauses sociales et /ou environnementales

**138** demandes de conseils juridiques

**100** dossiers de sinistre (assurance)

CA 2016 : répartition des dépenses de fonctionnement par nature



Comparaison des dépenses de fonctionnement par année



# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction modernisation et moyens / Service Systèmes d'Information

Au cœur de la dématérialisation et du développement de nouveaux services aux usagers, le Service Systèmes d'Information s'inscrit dans la mise en œuvre de projets innovants destinés à améliorer et à moderniser le fonctionnement de notre Collectivité avec une volonté de performance, de sécurité et d'optimisation des outils existants. Cette volonté de modernisation et d'optimisation des systèmes d'information est définie en adéquation avec la stratégie et les objectifs de la Collectivité dans le cadre d'un budget de fonctionnement maîtrisé et d'un budget d'investissement volontariste, tout en garantissant la continuité et la qualité du service proposé aux utilisateurs.

### ► Les actions & faits marquants 2016

#### ■ Programme 100 % Collèges Corrèziens Connectés

Soucieux de l'excellence éducative et de l'égalité d'accès au numérique, le Département a doté en 2016 les collégiens des classes de 5ème et les enseignants d'équipements mobiles pour un usage pédagogique.

Cette opération baptisée ecollège19 fait partie du programme 100 % Collèges Corrèziens Connectés, au même titre que le raccordement optique des établissements et la mise en œuvre de réseaux WIFI déployés, supervisés et administrés à distance par le Département.

Des tablettes de fabrication française ont été mises à la disposition des 30 collèges du département, régis par une convention cadre entre le Département et le Collège qui définit les conditions de détention et d'utilisation du matériel, les responsabilités et les services associés ainsi que la souscription par le Département d'une assurance, qui couvre les pannes et sinistres et ce uniquement dans le cadre d'un usage au sein du collège.

Ces équipements sont réservés aux usages éducatifs et s'accompagnent de la mise à disposition d'un espace personnel et partagé, pour chaque élève et enseignant, permettant de stocker leurs contenus pédagogiques dans un 'Cloud' accessible 24 H/24.

Les collèges souhaitant conserver les équipements pour un usage exclusif au sein de l'établissement sont dotés d'un chariot mobile pour chaque division, pour recharger et sécuriser les équipements mobiles lorsqu'ils ne sont pas utilisés par les élèves.

#### ■ Dématérialisation des subventions aux associations

Appelé à jouer un rôle important dans le développement des technologies de l'information et de la communication, le département modernise et améliore en particulier l'usage d'internet en tant qu'outil visant à mettre en place un service de meilleure qualité aux usagers en développant les téléservices. C'est ainsi qu'il a décidé de dématérialiser les procédures liées aux demandes de subvention des associations à l'aide d'un site Internet dédié à cet usage.

Des formulaires spécifiques de demandes de subventions culturelles, sportives et classiques ont été mis à disposition des associations pour permettre la saisie dématérialisée de leurs demandes ainsi qu'un programme d'accompagnement pour les aider dans leur démarche.



### EN CHIFFRES

- 103** sites gérés dont 24 collèges
- 3 155** tablettes numériques ecollège19
- 400** bornes WIFI pour les collèges
- 3 000** micro-ordinateurs maintenus
- 6** ETP mobilisés



### EN CHIFFRES

- 800** demandes reçues :
  - 47% pour le Sport
  - 35% pour la Culture
  - 18 % pour les autres domaines



# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction modernisation et moyens / Service Systèmes d'Information

Les élèves de 5ème des collèges d'Allasac ont été dotés fin 2016 de la tablette tactile SQOOL, choisie pour l'opération eCollege19. Certains collèges, à l'image de celui d'Allasac, ont fait le choix d'attribuer une tablette personnelle par élève, qui est donc emmenée à la maison chaque soir par les enfants. Ainsi, tous les manuels sont regroupés sur la tablette sous la forme de manuels numériques pour les niveaux 5ème, 4ème et 3ème. C'est un choix de l'établissement permettant, entre autre, d'alléger le poids des cartables. La capacité de mémoire de la tablette SQOOL permet de stocker l'ensemble des manuels numériques, qui sont des fichiers relativement volumineux.

La tablette contient par défaut une suite d'applications adaptées aux compétences à travailler dans chaque discipline. Les enseignants de chaque matière peuvent demander la mise à disposition sur les tablettes de nouvelles applications qu'ils jugent utiles ou pertinentes. Bref, les possibilités d'utilisation sont modulables suivant les disciplines. Pour tout le monde, le Département a mis en place un Cloud, qui permet à chaque enseignant de déposer du contenu (des cours, des exercices, des activités, des vidéos, etc...), depuis le collège ou depuis son domicile. Les élèves ont le même accès au Cloud depuis leur établissement bien sûr, mais aussi - et c'est tout récent - depuis leur domicile. Il est ainsi possible d'envoyer et d'échanger des documents avec un groupe d'élèves ou avec un élève seul, par exemple pour permettre à un enfant de rattraper une absence.

La tablette SQOOL fonctionne sur un système d'exploitation Android, sur lequel est rajouté une "couche SQOOL", qui contient un générateur de cours, d'exercices et un système permettant à l'enseignant de projeter au tableau, l'écran de la tablette de chaque élève, de bloquer ou libérer les tablettes, d'autoriser ou non l'accès à internet, d'envoyer (ou recevoir) en direct des fichiers vers les tablettes élèves.

Les enseignants utilisent tout ou partie de ces fonctionnalités, suivant leurs besoins pédagogiques.

**Rémi POUMEYROL,**  
Principal du collège d'Allasac



### EN CHIFFRES

- 63** serveurs informatiques physiques
- 256** serveurs virtuels
- 1 390** micro-ordinateurs ou portables gérés
- 10 721** demandes utilisateurs traitées
- 8 158** appels reçus à l'assistance informatique

## ► Les actions & faits marquants 2016

### ■ Modernisation des infrastructures informatiques et téléphoniques

Le renouvellement des équipements informatiques centraux les plus critiques doit être réalisé périodiquement pour assurer la performance, la fiabilité et la continuité des services informatique et téléphonique.

A ce titre, des opérations structurantes importantes de modernisation ont été réalisées telles que :

- Le renouvellement des serveurs centraux de la salle informatique principale,
- La sécurisation des passerelles d'accès à distance Internet pour les agents et élus

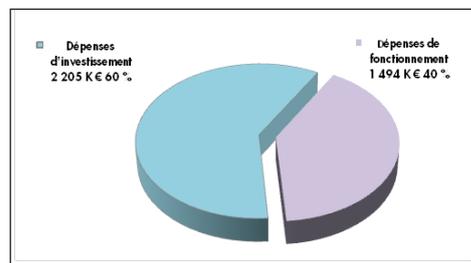
La centralisation de la téléphonie IP sur l'Hôtel du Département Marbot a été poursuivie en 2016.

Un investissement important a été réalisé pour centraliser la téléphonie fixe des sites distants sur Marbot, permettant de réaliser des économies à court terme sur le budget de fonctionnement tout en offrant un meilleur service et de nouvelles fonctionnalités téléphoniques aux agents.

9 sites déportés supplémentaires ont été connectés sur le standard téléphonique de Marbot dont huit Maisons de Solidarité Départementale.

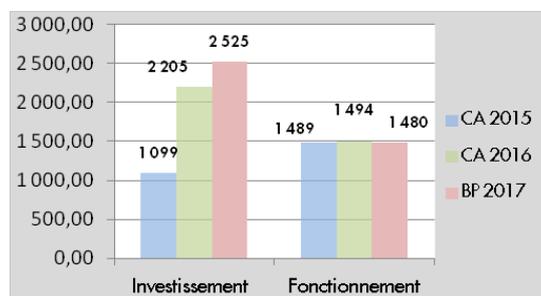
## ► Les finances & ressources humaines

Le Service Systèmes d'Information comprend 31 agents dont 11 chefs de projet études et développement et 4 chefs de projet technique.



CA 2016 : Répartition des dépenses par section

Chiffres en Milliers d'euros



Comparaison des dépenses par section

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction modernisation et moyens / Service Bâtiments

Moderniser notre bâti pour maîtriser nos dépenses de fonctionnement tout en soutenant une économie porteuse d'emplois.

Afin de répondre aux besoins des usagers et des territoires, le service Bâtiments doit poursuivre l'entretien de notre patrimoine à un niveau élevé d'investissement et maintenir les efforts de maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Ses missions principales consistent à :

- assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations d'investissements sur l'ensemble des bâtiments départementaux,
- assurer la gestion technique, administrative et financière de (des) :
  - l'entretien préventif et correctif des bâtiments, de leurs équipements techniques, des espaces verts
  - l'exploitation des installations climatiques,
  - baux, conventions et loyers,
  - marchés de gardiennage et nettoyage,
  - procédures amiables ou précontentieuses sur bâtiments,
- assurer une expertise, un conseil technique auprès des EPDA et autres maîtres d'ouvrage externes, dans le cadre notamment de compétences liées à l'énergie,
- assurer une gestion du patrimoine dynamique à partir d'un outil de gestion et de pilotage patrimonial.

### ► Les actions & faits marquants 2016

Les actions phares mises en œuvre par le service Bâtiments ont principalement porté sur les domaines tels que définis ci-après :

#### Optimisation des surfaces et amélioration énergétique :

- MSD de Meymac - déplacement dans un bâtiment communal (135 K€)
- Collège d'Égletons - déplacement de l'internat à l'externat (510 K€)
- Remplacement des chaudières du Collège Victor Hugo à Tulle (85 K€) et du LDA (89 K€)

#### Réfection clos et couvert

- Espace 1 000 Sources à Bugeat - étanchéité et isolation de la couverture (210 K€)
- Collège Jean Moulin - réfection de l'étanchéité du bâtiment externat (95 K€)

#### Modernisation, aménagement vestiaires sanitaires

- BDP - début des travaux de modernisation des locaux (475 K€)
- Ruines des Cars - construction d'un pavillon d'accueil (75 K€)
- Marbot - réhabilitation de la salle Corrèze (70 K€)
- CERBP de Treignac - début des travaux de modernisation des locaux de vie (340 K€)
- Collège Maurice Rollinat à Brive - réfection des sanitaires du préau (130 K€)
- Collège de Larche - création de vestiaires pour les agents et aménagement d'un préau (75 K€)
- Collège numérique : câblage Wifi d'une dizaine de collèges (150 K€)

#### Respect des normes réglementaires

- Collège Georges Clémenceau à Tulle - début des travaux de réorganisation des espaces vie scolaire et CDI (145K €)



Internat d'Égletons

#### EN CHIFFRES

**82 %** marchés CD19 > 25 K€

**95 %** AAPC CD19

**44 %** affaires soumises à CAO concernent le Service Bâtiments

**100** baux/conventions occupation

**13** marchés de logistique

**12** marchés de maintenance

**36** marchés chauffage, énergie

**626** demandes d'interventions sont gérés par le Service Bâtiments

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction modernisation et moyens / Service Bâtiments

L'année 2016 a été également marquée par le renouvellement de nombreux marchés de maintenance : 17 marchés de chauffage, vérification des ascenseurs, portes automatiques... et le lancement de nouveaux marchés d'exploitation notamment ceux liés à la fourniture de l'énergie.

Enfin, l'acquisition d'un outil de gestion du patrimoine et le début de sa mise en œuvre, restera l'élément moteur de la stratégie patrimoniale engagée par le service bâtiment en 2016.

*En novembre dernier, j'ai intégré le Service Bâtiments afin de mettre en œuvre un logiciel patrimonial en paramétrant la base de données souhaitée. Quelles informations y trouver ? Comment les intégrer ? Dans quel but ? Mon travail se fait en collaboration avec mes collègues du service et le Service Systèmes d'Information qui gère la mise en œuvre technique du logiciel. L'objectif principal de cette démarche est d'avoir une seule et unique base de données patrimoniales fiables pour l'ensemble de la Collectivité. Dans le cadre d'une gestion patrimoniale maîtrisée et optimisée, le second objectif est d'exploiter ces données pour proposer des actions préventives et correctives des 245 000 m<sup>2</sup> que représentent les 118 sites départementaux.*

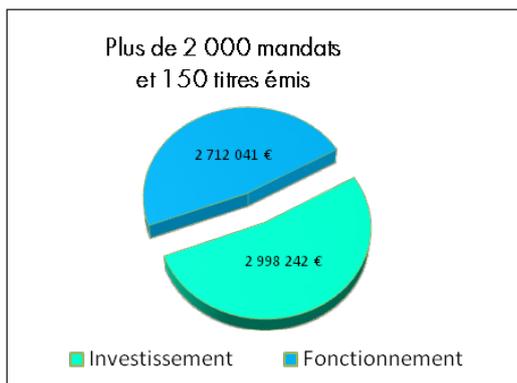
**Céline BLARY**

Gestionnaire du patrimoine

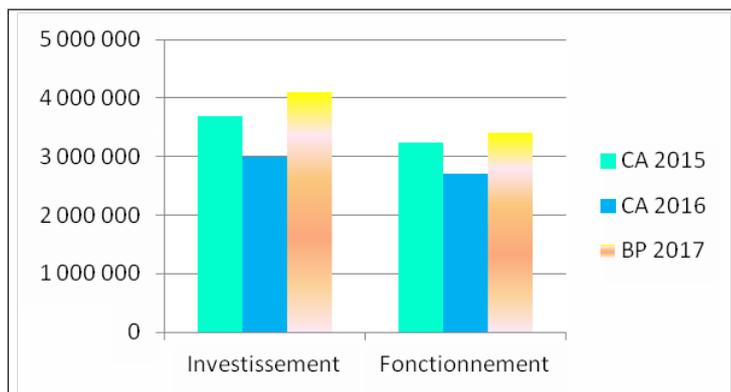


## ► Les finances

Répartition Dépenses réalisées 2016



Évolution Dépenses depuis 2015



Le Service Bâtiments compte 13,5 ETP pour un périmètre d'intervention de 118 sites départementaux soit une Surface Hors d'Œuvre Nette de plus de 245 000 m<sup>2</sup>

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction des routes

La mission principale de la direction des Routes est de faciliter l'utilisation quotidienne des 4 697 km du réseau routier départemental. Pour cela, elle assure les aménagements nécessaires qui vont permettre d'améliorer la sécurité des usagers et d'entretenir les infrastructures dans le but de prolonger leur conservation.

La direction des Routes offre un service qui mobilise en permanence les moyens nécessaires pour favoriser tant la mobilité que l'activité socio-économique du département.

## ► Les actions & faits marquants 2016

- La mise en service du Créneau des Jordes sur la RD 1120
- La poursuite d'opérations structurantes (déviation d'Ussel, contournement de Noailles)
- La modernisation du patrimoine routier maintenue
- La mobilité encouragée : création de 2 aires de covoiturage
- Les déplacements facilités en période hivernale
  - 1 352 T de sel et 515 T de pouzzolane



### EN CHIFFRES

**14 M€** en investissement  
**273 km** de chaussées modernisées  
**22** ouvrages confortés  
+ **59** places (aires de covoiturage)

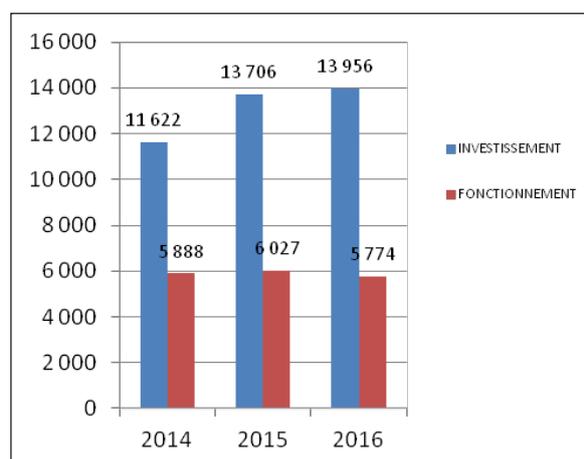
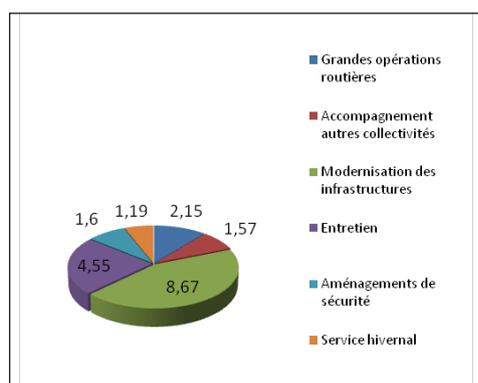
*J'assure le suivi des sollicitations de la Direction des Routes, majoritairement se rapportant à des interrogations liées à la sécurité (vitesse, trafic). Ma mission consiste à coordonner l'instruction pour apporter une réponse qui respecte les réglementations en vigueur, dans les meilleurs délais.*

**Sophie LEVRAT**  
gestionnaire de dossiers

## ► Les finances & ressources humaines

358 agents contribuent à l'entretien des routes départementales.

Montant total des dépenses  
2016 en M€



# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction des routes / Service Ingénierie et Ouvrages d'Art

- Etude et lancement des marchés de travaux pour les opérations d'investissement d'amélioration du réseau routier départemental
- Surveillance du patrimoine Ouvrages d'Art (ponts, tunnels, murs de soutènement et portiques de signalisation)
- Etude et lancement des marchés de travaux pour les opérations de réparation des Ouvrages d'Art
- Gestion (acquisitions, cessions et conventions d'occupation) du patrimoine foncier du Département.

### ► Les actions & faits marquants 2016

- Concertation relative à l'opération de contournement de Noailles
- RD1120 Mise en sécurité du créneau de dépassement des Jordes
- Lancement des travaux de la dernière section de la déviation Nord-Est d'Ussel
- Réalisation des aires de covoiturage de "Cana" et des "Jordes"
- RD14 Dampniat réparation du mur sur la Roanne
- Mise en vente du domaine de Ruffaud, des gendarmeries de Meyssac, Beaulieu, Mercoeur et La Roche-Canillac
- Lancement de la procédure d'acquisition des terrains de la liaison RD921/1089 à MALEMORT.
- Réparation et modernisation de 18 Ouvrages d'Art

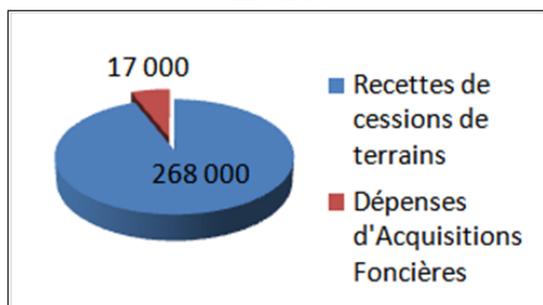


### ► Les finances & ressources humaines

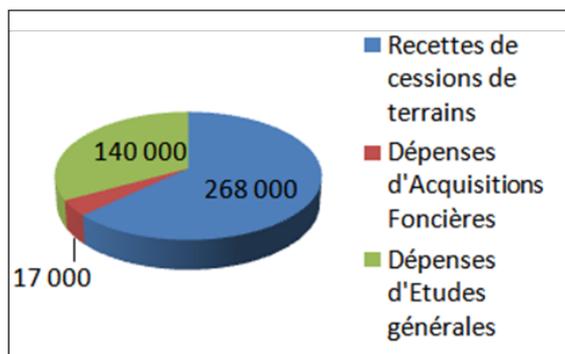
Effectifs du Service Ingénierie et Ouvrages d'Art en 2016 : 10 agents.

#### Affaires foncières

En euros



En euros



L'année 2016 a vu l'étude de nombreux aménagements routiers, et la mise en chantier ou la réalisation effective de nombre d'entre eux. Le projet de mise en sécurité du créneau des Jordes sur la RD1120 à Lagarde-Enval et Ladignac-sur-Rondelle, ainsi que l'aire de covoiturage de Cana à Ussac, ont notamment été achevés, alors que la dernière tranche de la déviation Est d'Ussel a été mise en chantier. L'aboutissement de ces opérations valorise le travail réalisé par le service et en particulier celui de conception auquel j'ai participé.

Jean-Pierre BROUSSOLLE  
Technicien



#### EN CHIFFRES

**441** avis ADS

**125** sollicitations d'urbanisme

Recettes affaires foncières :  
**268 k€** de cessions foncières

Dépenses d'acquisitions foncières :  
**17 k€** d'acquisitions frais inclu

Gestion de :  
**967** ponts (ouverture > 2m)  
**2 000** murs (hauteur > 2m)  
**9** tunnels et **1** tranchée couverte  
**893 000 €** de travaux

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction des routes / Services Gestion de la Route

Le Service Gestion de la Route assure l'exploitation et l'entretien des 4 697 km du réseau routier départemental avec l'appui des 3 Centres Techniques Routes et Bâtiments. Il exerce principalement des missions de maîtrise d'ouvrage en proposant des politiques et en coordonnant les orientations en découlant et validées par l'exécutif, mais aussi de maîtrise d'œuvre à partir des compétences dans les domaines des équipements de la route et des techniques routières (Laboratoire) et enfin des prestations en régie à partir d'un centre spécialisé.

Le principal double objectif du service est d'assurer la sécurité des usagers des routes départementales et de garantir la pérennité du réseau.

Il est articulé en 3 cellules : Sécurité Routière et Exploitation, Section Travaux, Entretien Routier.

### ► Les actions & faits marquants 2016

Le fait marquant transversal de l'année 2016 aura été la contribution à l'élaboration du Cahier des Charges pour l'établissement d'un Système d'Information Routière.

SECURITE ROUTIERE ET EXPLOITATION : (8 agents)

- Ingénierie sur les domaines exploitation et équipements de la route
- Expertise sur signalements liés à la sécurité routière
- Réalisation et exploitation des comptages routiers
- Gestion dégâts causés au Domaine Public
- Arrêtés de circulation
- Gestion et réponses aux sollicitations des élus, usagers ou riverains
- Mesure impactant l'usage de la route (transports exceptionnels, épreuves sportives...)
- Avis sur actes d'urbanisme (PC, CU...).

SECTION TRAVAUX : (26 agents)

- Travaux de chaussée
- Signalisation horizontale
- Glissières de sécurité
- Travaux d'assainissement (fossés, aqueducs...)
- Prestations diverses (maintenance système radio, stations automatisées...).

ENTRETIEN ROUTIER : (7 agents)

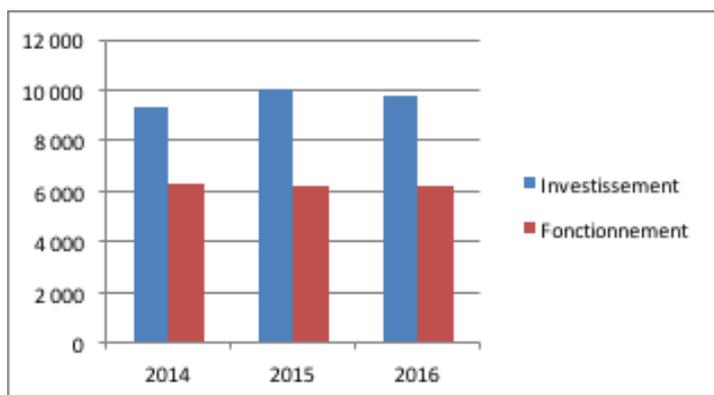
- Planification et coordination de l'entretien routier
- Pilotage, suivi et analyse de l'action régie
- Elaboration de la programmation annexe N + 1
- Gestion des bases de données routières
- Expertise technique du Laboratoire Routier avec certification "Laboroute" (seulement 9 CD en France).

### ► Les finances & ressources humaines

Effectifs : 43 agents dont 2 départs en retraite en 2016.



Synthèse des trois dernières années (en k€)



# COHÉSION TERRITORIALE

> Direction des routes / Services Gestion de la Route



*Quelques mots sur cette cellule, certes petite, mais tellement importante à mes yeux : le Laboratoire Routier Départemental. Dans notre domaine, les expertises qui permettent de préconiser la bonne technique et par conséquent la bonne dépense, au bon endroit et au bon moment sont essentielles. Il n'en est pas moins pour ce qui est du suivi des prestataires réalisant des chantiers sur nos routes, en termes de contrôles des conditions de mise en oeuvre et de respect des préconisations. La certification "Laboroute", renouvelée en 2016 pour trois ans, est le fruit d'une qualité de travail, d'un bon niveau d'équipement, d'une grande rigueur et d'une compétence reconnue et maintenue.*

*Elle permet d'assurer un contrôle indiscutable et indiscuté en évitant les malfaçons ou en permettant d'y remédier. C'est une fierté pour nous d'être parmi les neuf Laboratoires Départementaux certifiés en France et les nombreuses sollicitations d'autres collectivités ou de professionnels, en sont un témoignage de reconnaissance.*

**Cyril ESCURE**

## EN CHIFFRES

Transp. Except. : **191**  
Avis sur PC, CU : **471**  
Comptages routiers : **352**  
Arrêtés : **1 495**  
Dégâts DP : **186** dossiers  
Manif. Sportives : **155**  
Sollicitations : **214**  
Mortalité routière sur RD : **moins 30 % / 2015**

CA : **2,8 M€**  
Enduits : **192 000 m<sup>2</sup>**  
Peinture : **605 km** de route  
Glissières Sécurité : **3 700 ml**  
Fossés : **200 km**  
**165** postes radio

**273 km** de RD revêtus  
**1 M m<sup>2</sup>** d'enduits réalisés  
**4 697 km** de RD évalués  
Gestion de **58** unités de VH  
**1 352 T** de sel ; **515** de pouzzolane  
**6 210 km** fauchés ; **4 350 km** débroussaillés  
Prescriptions sur **220** chantiers  
**973** essais de Laboratoire  
**240** plans produits

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction des routes / Service Maintenance et Matériel

La mission principale est d'assurer des prestations de service en soutien de la compétence dans le domaine des routes dont la collectivité a la responsabilité. Il s'agit de location et de maintenance du matériel nécessaire à l'activité de la régie routière ainsi qu'à d'autres directions de la collectivité ainsi qu'une activité de négoce.

Cela se traduit concrètement par l'entretien, la gestion et la modernisation de la flotte de véhicules.

L'activité de négoce, quant à elle, est gérée par le magasin au travers de l'achat et de la revente de matières premières, fournitures, équipements et outillages divers au bénéfice d'autres directions de la collectivité ou pour des tiers.

### ► Les actions & faits marquants 2016

- En 2016, l'atelier du Service Maintenance et Matériel a traité 2 000 interventions pour l'entretien de la flotte de véhicules.
- La section administration générale a procédé à la liquidation de 6 000 mandats et à l'émission de 1 700 factures dans le cadre de l'activité liée au budget annexe.

*Ma fonction de magasinier a pour but de gérer des demandes de fournitures internes ou externes (devis, commandes, facturations) au Conseil départemental. Mon activité est très variée.*

*Mon objectif est de pouvoir acheter les produits demandés en respectant des règles d'achat bien précises établies par la collectivité.*

*De plus, je gère le stock des équipements de protection individuels et les vêtements de travail de la collectivité. Cela me permet de répondre aux différentes demandes validées par la cellule hygiène et sécurité.*

*Régulièrement je suis en contact avec différents fournisseurs, clients et services de la collectivité.*

*J'assure occasionnellement l'intérim du responsable du magasin lors de son absence.*

**Sébastien CLAUZEIN**  
magasinier



### EN CHIFFRES

Entretien et réparation de **488** véhicules et matériels divers affectés :

- 68 camions équipés en fonction de leur utilisation principale,
- 68 fourgons aménagés,
- 39 tracteurs équipés d'outils de fauchage et chargeurs,
- 109 véhicules de liaison et véhicules utilitaires,
- 81 matériels de travaux publics dédiés à l'entretien du réseau routier,
- 58 saleuses de 4 à 6 m<sup>3</sup>,
- 65 outils de raclage (lames de déneigement, étraves...)

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction des routes / Service Maintenance et Matériel

### ▶ Les finances & ressources humaines

29 agents ont la charge de mettre à disposition des services du Conseil départemental du matériel et des véhicules répondant à toutes les règles de sécurité et conformes à la réglementation.

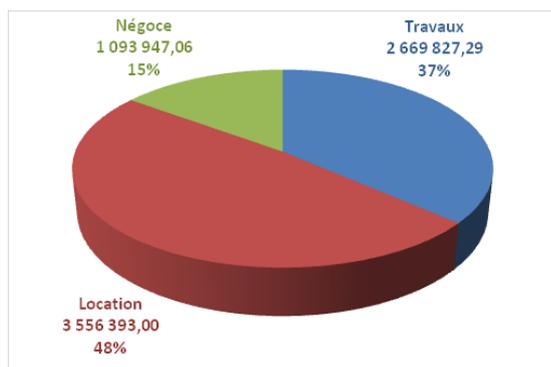
Le service fonctionne avec un budget annexe dont les recettes proviennent de la location de matériel, du négoce et des chantiers réalisés par la section travaux du service Gestion de la Route (24 agents).

Les dépenses sont constituées par les charges à caractère général (achats de fournitures, pièces détachées, outillage, matières premières, dépenses liées au fonctionnement des bâtiments, assurances, impôts et taxes, frais de mission, sous-traitance) et les charges de personnel.

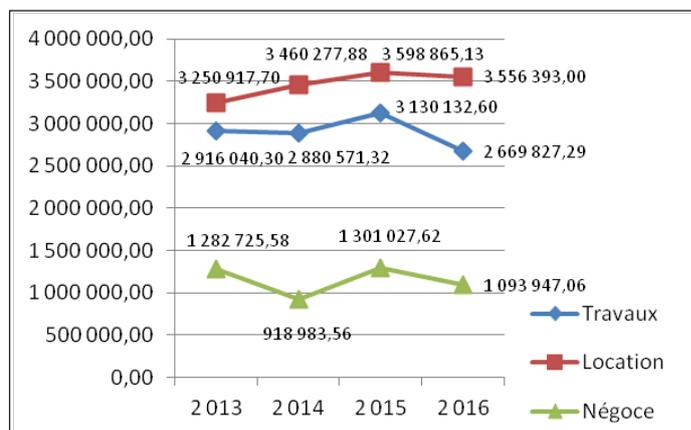
#### Répartition des recettes par activité

CA 2016 : montant des recettes par activité

Total = 7 320 167, 35 €

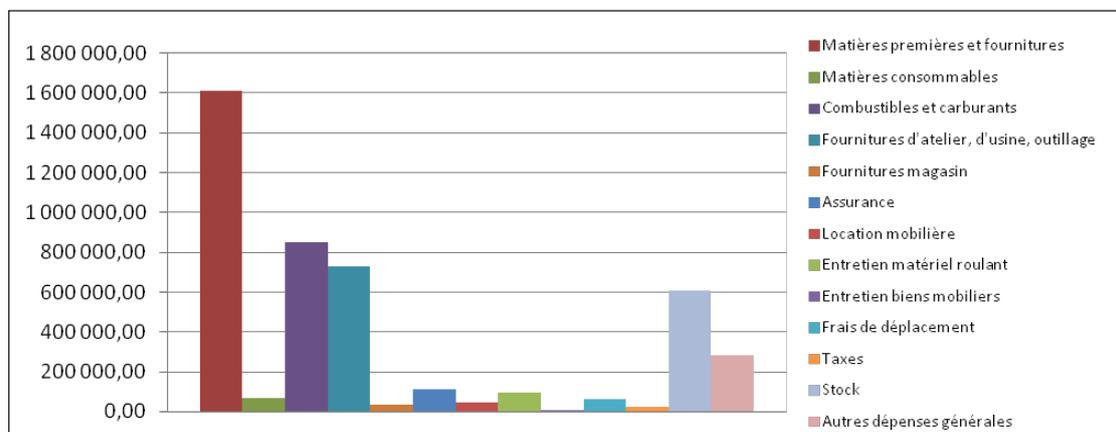


#### Évolution des recettes depuis 2013



#### Répartition des dépenses de charges à caractère général

CA 2016 : montant total des charges à caractère général = 4 530 218,99 €



# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction des routes / Centre Technique Routes et Bâtiments de Brive

Le Centre Technique Routes et Bâtiments (CTRB) de Brive comprend 8 sites et gère un patrimoine routier de 1 588 km. Il met en œuvre les politiques définies par le Conseil Départemental dans les domaines des chaussées (réparations, actions préventives et études, pour sécurisation et amélioration du patrimoine), du traitement des dépendances (fauchage, débroussaillage, fossés et aqueducs, élagage, espaces verts), de la gestion du domaine public départemental (autorisations de voirie, arrêtés de circulation, avis pour manifestations et épreuves sportives, avis sur itinéraires pour transports), des missions de service (viabilité hivernale, interventions sur incidents et accidents, astreintes).

Il apporte également conseil et assistance aux communes et syndicats dans le cadre de leurs aménagements communaux, des travaux d'entretien de la voirie communale, de la gestion du domaine public communal, des zones d'activités à travers l'assistance auprès du SYMA Portes de Corrèze.

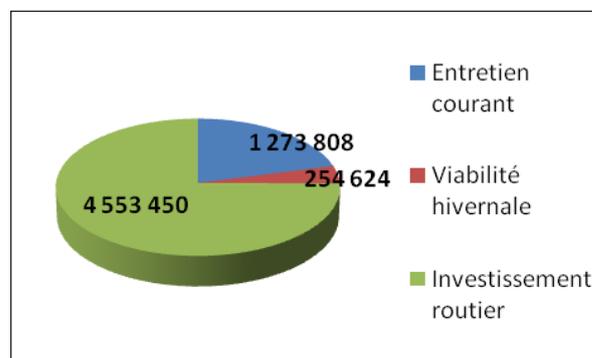
### ► Les actions & faits marquants 2016

- Entretien courant et Viabilité Hivernale des Routes
  - Travaux d'entretien de la voirie, enduits, ...
  - Entretien des espaces verts, élagage, fossés,
  - Sécurité des usagers en période estivale ou hivernale
- Les procédures et contrôles du CTRB
  - Permissions de voirie
  - Traitement des articles 2- II et 3
  - Arrêtés de circulation
  - Avis sur épreuves sportives et manifestations
  - Avis sur itinéraires dérogatoires transbois
  - Contrôles des lignes de transports scolaires
- Travaux d'investissement pour la maintenance du réseau
  - Grosses réparations de voirie
  - Aménagements de sécurité
  - Aménagements routiers de Bourg
  - Réparation d'ouvrages d'art
  - Régie pour enduits partiels

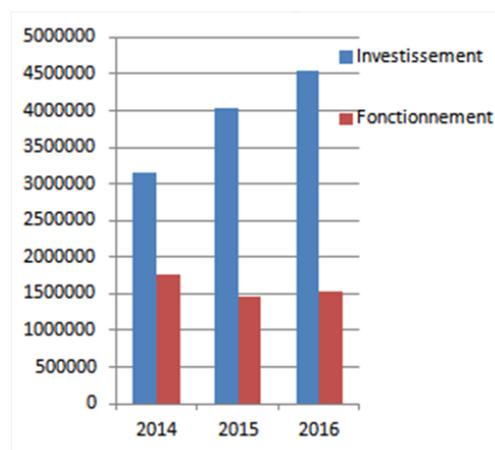
### ► Les finances & ressources humaines

Effectif du CTRB de Brive : 93 agents

Dépenses routes sur territoire CTRB Brive



Synthèse des trois dernières années



*J'assure la gestion et l'administration du Centre d'Entretien Routes et Bâtiments Principal de Beynat, dont l'activité couvre le territoire du canton du Midi Corrèzien. Avec 11 agents sur le centre d'Entretien de Beaulieu et 8 sur celui de Beynat, nous assurons l'entretien du patrimoine public, et plus particulièrement des chaussées, des ouvrages d'art ou d'assainissement. Dans le cadre de ces missions, j'organise la planification et le suivi de nombreuses tâches dont les opérations de fauchage et débroussaillage ou les interventions de salage et déneigement des routes départementales. Étant positionné au cœur du territoire sur lequel j'exerce, je suis souvent le premier interlocuteur des élus ou des usagers. J'interviens en tant que conseiller technique, je les oriente pour des démarches administratives ou pour faire le lien avec mes supérieurs ou élus du Département.*

**Fabrice CHEYSSIAL**  
Technicien Entretien Routier

**EN CHIFFRES**

Entretien voirie : **1 273 808 €**  
Viabilité hivernale : **254 624 €**  
Coût total : **1 528 432 €**

#### Instructions :

Autorisations de voiries : **552**  
Arrêtés de circulation : **602**  
Avis pour manifestations : **87**  
Avis transport : **129**  
Contrôle lignes bus : **138**

Grosses réparations chaussées : **3 251 700 €**  
Aménagements de Bourg : **565 200 €**  
Ouvrages d'Art : **126 200 €**  
Enduits partiels en régie : **278 850 €**  
Travaux suite à intempéries : **331 500 €**  
Coût total : **4 553 450 €**

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction des routes / Centre Technique Routes et Bâtiments de Tulle

Le Centre Technique met en œuvre les politiques définies par le Conseil Départemental dans les domaines :

- Entretien et exploitation des 1 700 km de routes départementale en régie ou à l'entreprise
- Amélioration des routes, études et suivis des travaux
- Gestion et préservation du Domaine Public Routier Départemental.

Le CTRB met en œuvre la viabilité hivernale sur son territoire.

Il favorise l'implantation des entreprises :

- Assistant du maître d'ouvrage (SYMA) ou maître d'œuvre (hors champ concurrentiel)
- Pilotage des travaux et études suivant les attentes des Présidents des SYMA.

Il apporte conseil et assistance aux élus :

- Aménagement et développement local
- Aide à la réalisation des études (PAB, Traverse...)
- Gestion du Domaine Public.



*J'ai assuré le suivi technique et financier des travaux d'aménagement de la RD 1120 "LES JORDES" conformément aux conditions définies dans le marché. La préparation des travaux, la réalisation des terrassements, de l'assainissement, des chaussées ainsi que la relation avec les différents interlocuteurs et acteurs internes ou externes m'ont offert un enseignement, une expérience et une maîtrise riches en qualité professionnelle et humaine durant l'année 2016.*

**Alexandre ARSIVAL,**  
Technicien Investissement

## ► Les actions & faits marquants 2016

### • Entretien courant des RD et Viabilité Hivernale

- Travaux d'entretien de la voirie, enduits, point à temps...
- Entretien des espaces verts, élagage, fossés,
- Sécurité des usagers en période hivernale

### • Les procédures et contrôles du CTRB

- Permissions de voirie
- Traitement des articles 2- II et 3
- DICT
- Arrêtés de circulation
- Contrôles des lignes de transports scolaires
- Avis sur itinéraires dérogatoires transbois et épreuves sportives

### • Travaux d'investissement pour la maintenance du réseau

- Grosses réparations de voirie
- Environnement de la route (aménagement paysager)
- Aménagements Routiers Cantonaux
- Réparation d'ouvrages d'art
- Peintures axiales et rives
- Aménagement de sécurité

### • Point phare de l'année 2016 :

- L'aménagement de sécurisation "Les Jordes" - RD 1120
- Allongement du créneau de dépassement des Jordes
  - Création d'une aire de covoiturage
  - Aménagement du carrefour du RD 10 y compris arrêt de bus

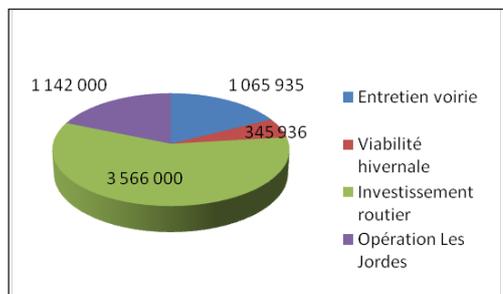
# COHÉSION TERRITORIALE

> Direction des routes / Centre Technique Routes et Bâtiments de Tulle

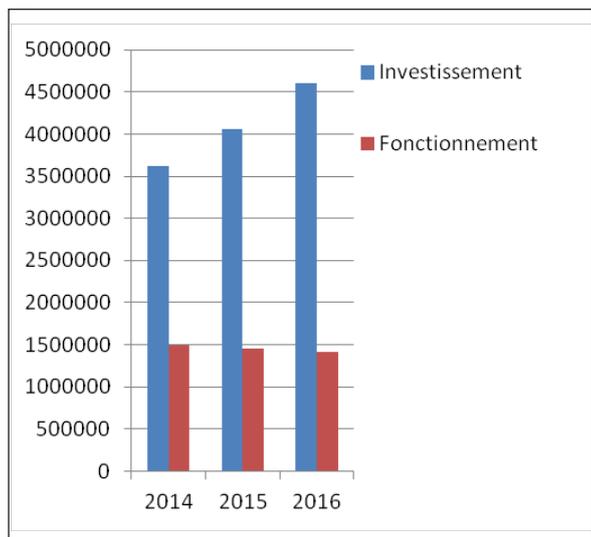
## ► Les finances & ressources humaines

Effectif du CTRB de Tulle : 92 agents

### Finances routes secteur Tulle



### Synthèse des trois dernières années



## EN CHIFFRES

Entretien voirie : **1 010 439 €**

Espaces Verts : **55 496 €**

Viabilité hivernale : **345 936 €**

Coût total : **1 411 871 €**

Permissions voiries-DICT : **837**

Arrêtés : **414**

Lignes de transports scolaires

contrôlées : **187**

Avis transport bois : **291**

Grosses réparations, sécurité, aménagements routiers et paysagers : **2 521 000 €**

Ouvrages d'Art : **324 000 €**

Travaux d'investissement réalisés en régie : **621 000 €**

Coût total : **3 566 000 €**

Créneau : **1 080 800 €**

Aire covoiturage : **42 200 €**

Carrefour RD 10 : **19 000 €**

Coût total : **1 142 000 €**

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction des routes / Centre technique Routes et Bâtiments d'Ussel

Les services du Centre Technique Routes et Bâtiments d'Ussel mettent en œuvre les politiques définies par le Département dans les domaines de l'entretien, de la gestion des routes départementales, de la mise en œuvre du service hivernal, des études et du suivi des travaux neufs et/ou d'entretien. Cette organisation doit permettre de résoudre l'équation constituée par l'obligation légale pour le Département d'assurer la conservation des équipements, se prémunir contre le risque des défauts d'entretien, et le maintien des services définis par la collectivité. Le tout en corrélation avec les services centraux de la collectivité, afin de garantir la continuité et la nécessaire cohérence fonctionnelle des programmes d'investissement et d'entretien. En outre, les agents conseillent et informent les élus sur les problématiques de voirie communale, de domaine public et sur l'aménagement urbain, auprès des autres collectivités publiques.

4 cantons : 89 Communes

- 1 601 km de Voirie Départementale
- 3 787 000 € d'investissement
- 1 940 000 € de fonctionnement



### ► Les actions & faits marquants 2016

#### • Entretien courant des RD et Viabilité Hivernale

- Travaux d'entretien de la voirie, enduits, point à temps...
- Entretien des espaces verts
- Sécurité des usagers en période hivernale

#### • Procédures et contrôles du CTRB

- Permissions de voirie
- Traitement des articles 2 et 3
- DICT
- Arrêtés de circulation
- Contrôles de lignes de transports scolaires
- Avis sur itinéraires dérogatoires transbois et épreuves sportives

#### • Travaux d'investissement pour la maintenance du réseau

- Grosses réparations de voirie
- Environnement de la route
- Aménagements routiers cantonaux
- Réparation d'ouvrages d'art
- Peintures axiales et rives
- Aménagements de sécurité

### FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2016

- Les travaux de rectification de la RD 982 (liaison avec le Cantal)
- Le passage de la 5<sup>ème</sup> étape du 103<sup>ème</sup> Tour de France cycliste
- Début des travaux - 4<sup>ème</sup> tranche - de la déviation d'Ussel

### EN CHIFFRES

Entretien voirie : **1 382 490 €**

Espaces verts : **21 451 €**

Viabilité hivernale : **536 178 €**

Coût total : **1 940 119 €**

Permission de voirie-DICT : **489**

Arrêtés : **362**

Lignes de transports scolaires contrôlées : **176**

Avis transports bois : **610**

Grosses réparations, sécurité, aménagements routiers et paysagers : **2 284 984 €**

Ouvrages d'art : **198 305 €**

Aménagement de bourg : **191 589 €**

Travaux d'investissement réalisés en régie : **247 219 €**

Coût total : **2 922 097 €**

RD 982 Neuvic : **123 328 €**

Déviations d'Ussel : **740 921 €**

Coût total : **864 249 €**

# COHÉSION TERRITORIALE

## > Direction des routes / Centre Technique Routes et Bâtiments d'Ussel

Mon travail consiste à réaliser, de jour comme de nuit, des missions de surveillance, de veille et d'entretien du réseau routier départemental, ainsi que ses abords, sur un secteur bien défini, et quelquefois dans des conditions difficiles (circulation importante, conditions climatiques inhabituelles...).

Mes principales activités sont d'assurer la sécurité et d'améliorer le confort des usagers de la route. Assurer la sécurité par le biais des interventions telles que le fauchage, le déneigement et le traitement des chaussées en période hivernale, entretenir la signalisation verticale et horizontale pour donner de la visibilité et de la lisibilité à cette dernière, l'entretien de la couche de roulement des chaussées... Procurer un confort aux utilisateurs de routes départementales Corrésiennes notamment par l'entretien des aires de repos, de stationnement (tonte, nettoyage...), ainsi que des dépendances. Qui plus est, cette tâche permet également de donner une "bonne image" de notre territoire. Nous ne sommes pas là uniquement que pour boucher des trous et ramasser ce qui traîne !

Enfin, je tiens à souligner que je tire une certaine fierté d'être présent, d'être aux services des usagers de la route, même si certains nous considèrent comme un obstacle supplémentaire lors de leurs déplacements, d'être avec une équipe soudée, qui offre un service.

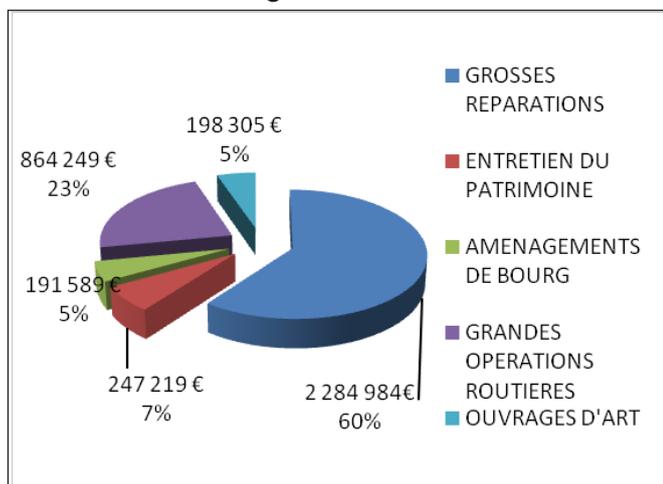
Éric PRADEL  
Adjoint technique



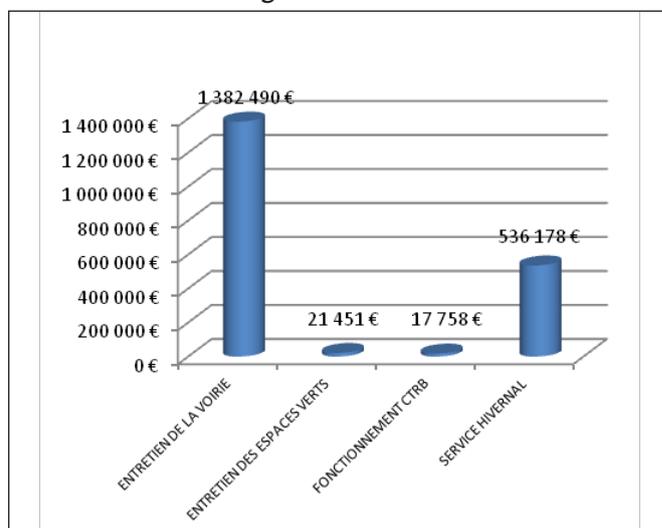
## ► Les finances & ressources humaines

Effectifs du CTRB d'Ussel : 90 agents

Le budget investissement



Le budget fonctionnement



# COHÉSION TERRITORIALE

## La Cellule Très Haut Débit

La Cellule Très Haut débit est en charge des déploiements Haut / Très Haut débit et téléphonie mobile sur le Département. Elle est composée de 2 agents en relation étroite avec la Direction Générale.

Une des missions principales est d'assurer le suivi et la bonne réalisation des travaux de télécommunications mais aussi de proposer des solutions et d'être le relais entre le terrain et les élus départementaux. En parallèle, la cellule oriente et conseille l'ensemble des particuliers / entreprises / élus sur les questions en rapport avec le numérique.

### ► Les actions & faits marquants 2016

à destination du Grand Public

- Phase Pilote du SDAN et travaux de montée en débit
- 5 communes déployées : Palazinges, Jugeals- Nazareth, Lostanges, Chauffour-sur-Vell, Saillac

### ► Les finances

#### Opérations de "Montée en Débit" 2016

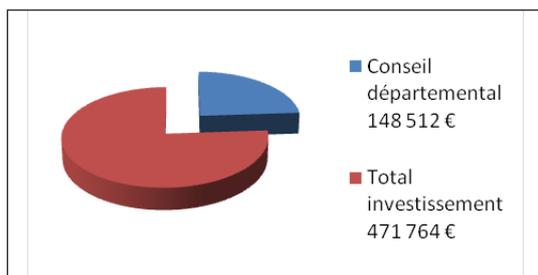


#### EN CHIFFRES

**5** montées en débit en service  
**611** lignes impactées  
**22 km** de fibre déployés



#### Raccordements sites prioritaires



### ► Les actions & faits marquants 2016

Raccordement optique des sites prioritaires

- Raccordement des collèges corréziens : 8 collèges raccordés
- Raccordement THD des entreprises / sites publiques
  - En Agglomérations (AMII) : 26
  - Hors Agglomérations : 3

### ► Les finances & ressources humaines

Cette cellule compte 1 agent.

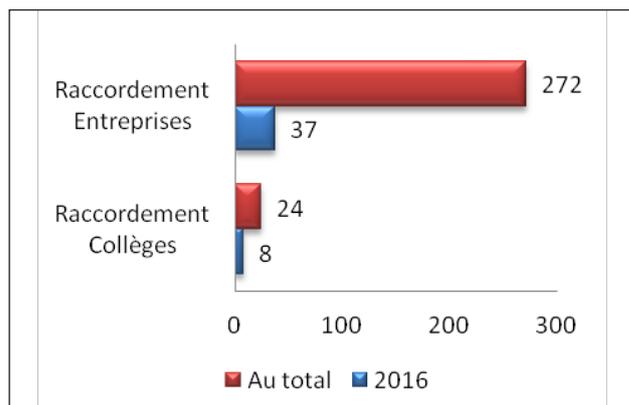
*Nouvellement affectée au sein de la Cellule THD, je suis assez surprise de l'attente des foyers / entreprises concernant l'arrivée d'une solution Internet et de l'effet octroyé lorsqu'une solution est trouvée ou devient disponible après réalisation des travaux. On comprend mieux l'action et le rôle du Conseil départemental en faveur du Très Haut Débit et de la nécessité d'implication des collectivités dans les réseaux Très Haut Débit sans que les zones rurales seraient certainement encore délaissées.*

**Majorie RICHARD,**  
Chargée de projets développement de la fibre optique



#### EN CHIFFRES

**37** raccordements financés  
**100** Mbits de débit dans les collèges



# COHÉSION SOCIALE



# COHÉSION SOCIALE

## > Direction Autonomie et MDPH

La Direction de l'Autonomie et MDPH est chargée de piloter les politiques en faveur des personnes âgées et personnes handicapées afin de garantir à chacune d'elles la possibilité de pouvoir vivre à son domicile ou en établissement, en respectant leurs parcours et choix de vie et leurs possibilités contributives.

Pour les séniors, il s'agit en premier lieu de prévenir la perte d'autonomie et pour les plus fragiles, d'assurer la prise en charge de leur dépendance à domicile ou en établissement.

Pour les personnes handicapées, l'enjeu se situe sur l'expression et la réponse au projet de vie de la personne par la compensation des surcoûts liés à leur handicap ou dans l'accueil dans des établissements adaptés à leurs besoins.



### ► Les actions & faits marquants 2016

● Nouveau dispositif de prise en charge des besoins des personnes âgées en perte d'autonomie : la contrainte financière pesant sur le Département de la Corrèze, combinée à une hausse régulière des demandes des personnes âgées, a amené le Conseil départemental de la Corrèze à mettre en place un plan d'actions des personnes âgées.

A cette occasion, l'APA a été recentrée sur l'accomplissement des actes essentiels, les tarifs des services à domicile ont été revalorisés et notre modèle social sauvé.

**4 634 bénéficiaires de l'APA**

● Nouvelle structuration des dispositifs en faveur du maintien à domicile : la loi ASV du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a renforcé le rôle du Département. En Corrèze, la gouvernance et le pilotage du secteur du maintien à domicile ont été réaffirmés avec notamment :

- la clarification entre prévention/dépendance/soins
- la modernisation de l'aide à domicile

**23 SAAD corréziens concernés**

- Mise en place de la loi ASV : dès mars 2016
  - revalorisation de tous les plafonds des plans d'aide APA
  - réduction de la participation financière (Ticket modérateur) des usagers
  - aide au répit
  - aide en cas d'hospitalisation de l'aidant
  - installation de la Conférence des financeurs

**+ 1 200 000 € de dépenses supplémentaires**

- Renouvellement de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) et installation des nouveaux membres et élection du Président. La CDAPH étant l'instance qui décide de l'ouverture des droits, des attributions des prestations et des orientations au nom de la MDPH.

**11 440 décisions rendues**

- Expérimentation du dispositif "Réponse Accompagnée Pour Tous" : un dispositif visant à prévenir et éviter les ruptures de parcours des personnes handicapées.

**15 situations de suivi particulier**

- Développement des modes d'accueil alternatifs pour les personnes âgées et personnes handicapées : ainsi, l'accueil familial a poursuivi sa professionnalisation avec la dispense de plusieurs formations (premiers secours...) sur 2016.

**43 accueillants familiaux pour 81 places sont ainsi répertoriés en Corrèze**

- Les forfaits autonomie ont été versés à toutes les résidences autonomie au titre de la loi ASV pour le développement des actions de prévention et bien-être. Une action permettant de redynamiser l'accueil de ces résidents.



**EN CHIFFRES**

**10 100** bénéficiaires d'une aide liée à leur perte d'autonomie

# COHÉSION SOCIALE

## ➤ Direction Autonomie et MDPH

Mon travail consiste principalement à assurer le suivi et l'accompagnement administratif et financier des services d'aide à domicile (SAAD).

J'ai donc du m'adapter aux évolutions réglementaires du secteur et travailler à la mise en place du nouveau régime d'autorisation issu de la loi ASV.

A ce titre, je participe régulièrement à des réunions de travail afin d'expliquer et échanger sur ces nouveaux dispositifs.

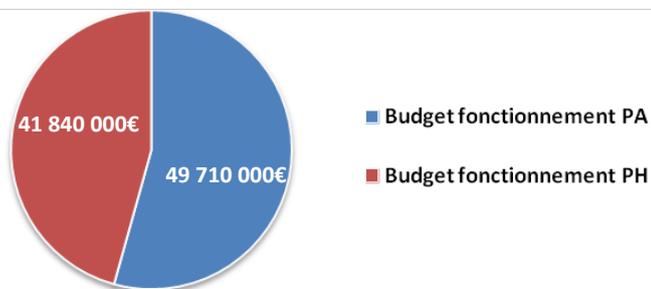
Il s'agit donc, au quotidien, d'un travail rapproché avec l'ensemble des SAAD pour leur apporter conseil et soutien dans la gestion de leurs structures.

Je suis également en contact étroit avec les équipes APA et PCH dans le cadre de nos prestations de maintien à domicile.

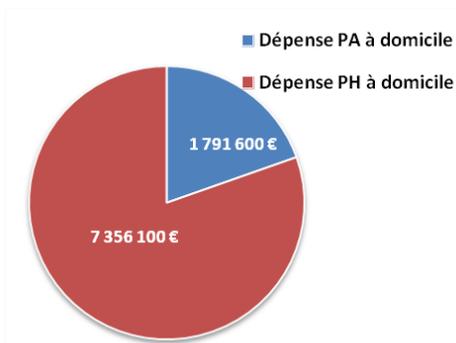
**Nathalie LAGARDE,**  
contrôleur SAAD

## ▶ Les finances & bénéficiaires

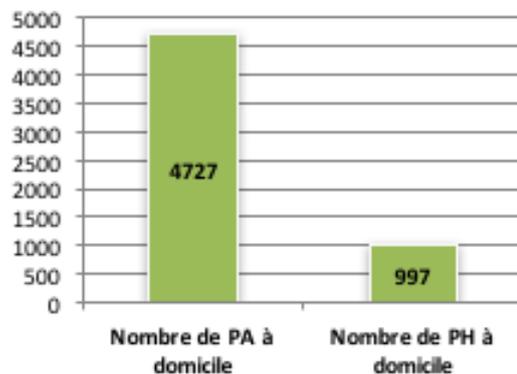
Budget de fonctionnement de l'Autonomie : 91 550 000 €



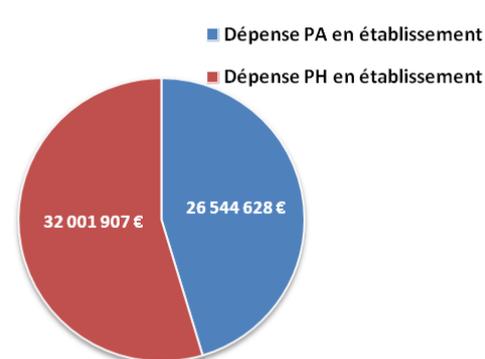
Répartition des dépenses PA/PH à domicile



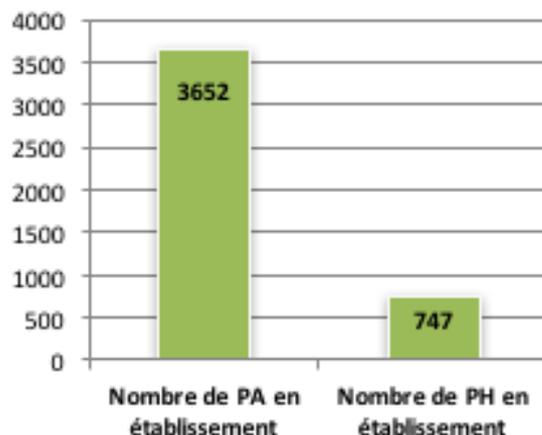
Bénéficiaires



Répartition des dépenses PA/PH en établissement



Bénéficiaires



# COHÉSION SOCIALE

## > Direction Action Sociale, Familles Insertion ASE

La politique de prévention et de protection de l'enfance vise à : apporter un soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs, à leurs familles et aux majeurs âgés de moins de 21 ans ; mener des actions de prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs ; organiser des actions collectives visant à prévenir la marginalisation ; faciliter l'insertion et la promotion sociale des jeunes et des familles ; et pourvoir à l'ensemble des besoins des mineurs confiés au service en collaboration avec leurs familles ou leur représentant légal.



### ► Les actions & faits marquants 2016

● **La Cellule Assistants Familiaux** est en charge du recrutement, de la gestion statutaire, de la formation et de la professionnalisation des assistants familiaux.

Au 31/12/2016 : 183 Assistants Familiaux prenant en charge 301 enfants confiés ainsi que 32 enfants dans le cadre de l'AEMO (Action Éducative en Milieu Ouvert) 375-2 et de l'AED (Action Éducative à Domicile) 222-5.

● **La Cellule Plateforme Orientation Prévention**

Elle est garante de la réception et du traitement des informations préoccupantes sur l'ensemble du département en lien avec tous les professionnels et partenaires concernés. Elle réalise les signalements d'enfants en danger.

- **MNA (Mineurs Non Accompagnés)** : en 2016 une augmentation très sensible de la prise en charge de ces mineurs non accompagnés.

2013 : 5 MNA  
2014 : 19 MNA  
2015 : 14 MNA  
2016 : 22 MNA

- **Adoption** : 2 enfants confiés dans le cadre de l'adoption nationale et 7 enfants en adoption internationale. 1 enfant accueilli dès sa naissance dans le cadre de l'accouchement sous le secret. 43 familles sont titulaires d'un agrément en cours de validité et 16 demandes d'agrément en vue d'adoption déposées contre 11 en 2015.

- **Mesures ad'hoc et tutelles aux biens** :

l'administrateur se charge de mettre en place la défense de mineurs victimes et la gestion des tutelles.

- mesures ad'hoc : 31 contre 42 en 2015

- mesures de tutelles aux biens (gestion de fonds) : 65 dossiers contre 69 en 2015.

- **Accueil parents/enfants** :

27 parents et 33 enfants dont 19 parents et 22 enfants à l'accueil familial du CDE ; 7 parents et 9 enfants à SOLIDARIELLES et un parent et 2 enfants à l'accueil familial du CAE La Providence.

● **Le Pôle Ressources et les Cellules Projet pour l'Enfant** :

- **Le Pôle Ressources** assure le suivi et la gestion du dossier de l'enfant confié ou accompagné par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance

- **Les Cellules PPE** assurent, dans le cadre de mesures de placement, la prise en charge éducative et financière de 358 enfants, qui sont confiés soit par leurs parents dans un cadre administratif soit dans un cadre judiciaire au Président du Conseil départemental. Dans le cadre des mesures éducatives à domicile, telles que l'AEMO sur décision judiciaire et/ou l'AED, sur décision administrative à la demande des parents : 530 mesures.

**433 enfants confiés à l'ASE au 31/12/2016, toutes mesures confondues :**

- 358 enfants accueillis à l'ASE (82,67 % enfants confiés à la suite de mesures administratives ou judiciaires)

- 75 enfants en placement direct financé par le service de l'ASE (17,33 % enfants placés directement par le juge à un tiers ou un établissement) dont :

- mineurs placés auprès d'un établissement : 45

- mineurs placés auprès d'un tiers digne de confiance : 30

# COHÉSION SOCIALE

## > Direction Action Sociale, Familles Insertion ASE

Nombre total d'enfants confiés à l'ASE :

- 1) en famille d'accueil : 288 soit 78,9 %
- 2) en établissement : 61 soit 16,71 %
- 3) en FJT : 4
- 4) en logement personnel : 1
- 5) en accueil à domicile : 2
- 6) en famille d'hébergement : 2

Moyenne d'âge des enfants confiés :

- 1) 71 enfants de - de 6 ans soit 19,83 %
- 2) 79 enfants entre 6 et 11 ans soit 22,06 %
- 3) 184 enfants de 11 à 17 ans soit 51,39 %
- 4) 24 enfants de 18 à 21 ans soit 6,70 %

**530 mesures éducatives à domicile : 237 AED et 293 AEMO**

*Travailleur social enfance au sein de l'Aide Sociale à l'Enfance, ma mission est d'intervenir en amont du placement dans la prévention avec des enfants qui vivent au domicile de leurs parents.*

*Dans un cadre judiciaire ou administratif j'ai une mission de soutien à la parentalité avec l'objectif par la médiation éducative de supprimer tout risque de danger pour l'enfant, j'interviens donc sur les relations parents/enfants dans l'accompagnement des familles.*

*Dans un premier temps, j'ai à évaluer les notions de danger et à mettre en œuvre des actions pour réduire les difficultés. Pour ce faire, j'interviens dans un travail en réseau interne (secteur, PMI, service insertion, service logement) et externe (éducation nationale, PEP, TGI, MECS...).*

*Sur l'année 2016, j'ai exercé 38 mesures d'AEMO et d'AED.*

*J'ai également participé avec le secteur au traitement de deux informations préoccupantes.*

*La collaboration de la famille est toujours recherchée pour des actions coordonnées et plus efficaces dans le cadre judiciaire ou administratif.*

**Luc DUFFOSSE,**  
Travailleur Social Enfance à la MSD de Tujac

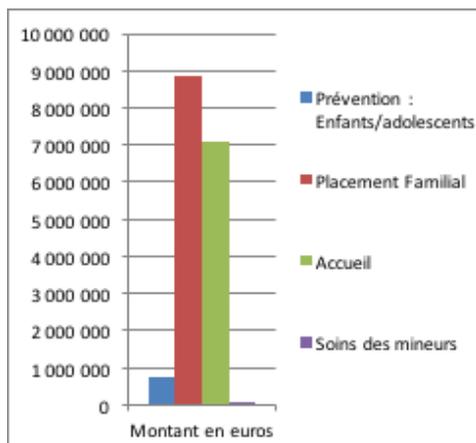


### EN CHIFFRES

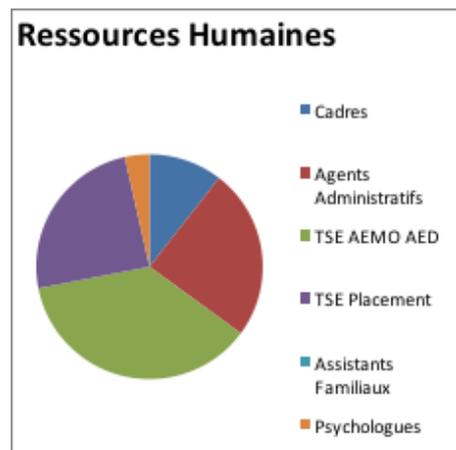
- 433** enfants confiés à l'ASE
- 301** enfants en famille d'accueil
- 989** IP
- 35** CDIP
- 129** signalements d'enfants en danger

## ► Les ressources humaines & finances

Financement



Ressources humaines



# COHÉSION SOCIALE

## > Direction Action Sociale, Familles Insertion / Service PMI Santé

Les actions de Santé, de Protection Maternelle et Infantile (PMI) et de Prévention sont les compétences de santé du Département.

Elles concernent essentiellement la prévention dite primaire, c'est-à-dire celle qui s'attache à prévenir, repérer, dépister la pathologie avant qu'elle ne survienne ou à la prendre en charge le plus précocement possible.

En effet, en matière de santé, intervenir le plus précocement possible, dès le début de la vie, est primordial. La Protection Maternelle et Infantile regroupe un ensemble de mesures médico-sociales destinées à assurer par des actions préventives continues la protection des femmes enceintes, des mères et des enfants jusqu'à l'âge de l'obligation scolaire. Elle intervient, de par ses missions, à des moments clefs comme la grossesse, la naissance, la petite enfance, l'adolescence, et concerne de nombreuses familles du Département.



### ► Les actions & faits marquants 2016

#### ● La mise en place des consultations de puériculture sur tout le territoire

La consultation est assurée par une puéricultrice, c'est un outil de prévention majeur en périnatalité.

C'est un lieu d'écoute, de conseils et d'orientation précoce, elle permet de rassurer les parents et de les valoriser dans leur rôle.

#### ● Dispositif de réservation de places en crèches

Le dispositif s'adresse au public en insertion sociale et professionnelle, ayant un enfant en bas âge et pour lequel il est nécessaire de mobiliser une solution d'accueil immédiat permettant de se rendre à un entretien, de démarrer une formation à très court terme ou d'effectuer une mission dans le cadre d'un intérim.

#### ● Deux Maisons d'Assistants Maternels ont vu le jour sur le Département

MAM de Saint-Aulaire : ouverture le 04/01/2016

MAM de Chirac-Bellevue : ouverture le 01/09/2016

#### ● Référentiel d'harmonisation des pratiques professionnelles

Création d'un référentiel qualité : la diversité des pratiques professionnelles sur les territoires est parfois perçue comme source d'iniquité pour les usagers.

L'élaboration du référentiel qualité a pour objet de concourir à l'harmonisation des pratiques professionnelles de la PMI. Il recense les fiches techniques liées aux activités du service.

*Après une expérience en milieu hospitalier, je me suis orientée vers un autre secteur d'activité : la Protection Maternelle et Infantile où la richesse et la diversité des missions permettent de mobiliser l'ensemble des savoirs en faveur de l'enfant, de ses parents et de sa famille.*

*En PMI, la puéricultrice assure plusieurs missions dont :*

- des actions de prévention et de promotion de la santé de l'enfant de moins de 6 ans par le biais de visites à domicile, de consultations de puériculture, de consultations médicales en partenariat avec le médecin, de bilan en écoles maternelles,
- le soutien et l'accompagnement à la parentalité pour aider les parents à répondre au mieux aux besoins de leur enfant,
- le repérage et l'évaluation des situations d'information préoccupantes
- le suivi et l'accompagnement des assistantes maternelles et familiales.

*Choisir d'être puéricultrice en PMI, c'est exercer un métier passionnant qui s'inscrit dans une histoire: celle de l'enfant et celle du contexte social, politique et culturel dont l'évolution est permanente; c'est travailler avec les enfants et leurs familles en privilégiant leur participation ainsi qu'avec différents professionnels du secteur de l'enfance et de la famille en complémentarité et dans le respect du champ de compétence de chacun.*

**Valérie CHIERE**  
puéricultrice

### EN CHIFFRES

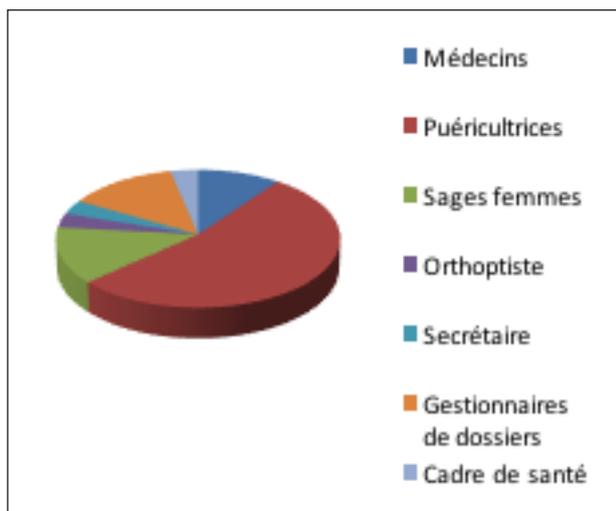
- 650** consultations médicales
- 4 229** enfants vus en consultation
- 1 702** enfants vus en bilan de santé à l'école
- 2 418** visites à domicile - suivi famille
- 312** femmes suivies dans le cadre du suivi prénatal
- 522** enfants vus dans le cadre du dépistage visuel

# COHÉSION SOCIALE

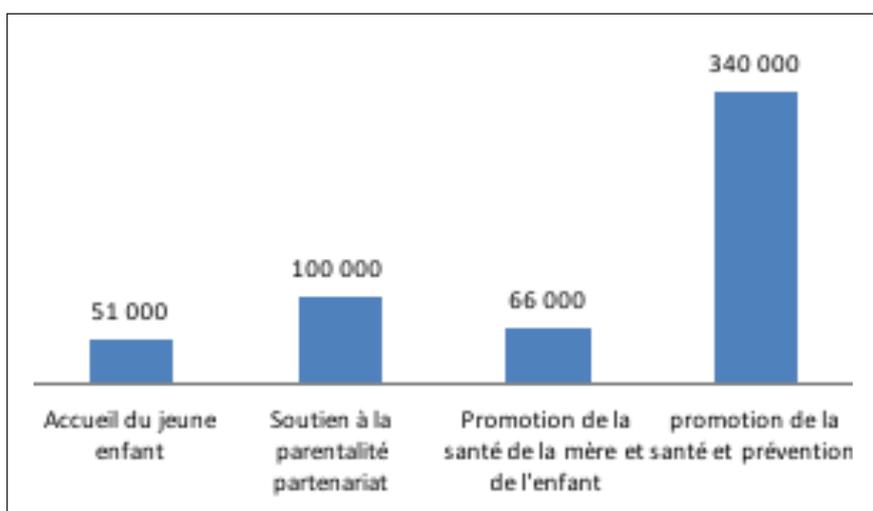
➤ Direction Action Sociale, Familles Insertion / Service PMI Santé

## ▶ Les ressources humaines & finances

Ressources humaines



Financement



# COHÉSION SOCIALE

## > Direction Action Sociale, Familles Insertion / Service Insertion



*Mon poste a vocation à assurer la gestion administrative et le suivi des Commissions de Réorientation et de Suspension du rSa. Je suis également en charge de développer des outils statistiques et des indicateurs mensuels afin d'avoir une vision globale de l'activité du Service Insertion.*

*J'assure aussi une veille informatique afin d'actualiser notre base de données.*

*Enfin, j'interviens en conseil et appui technique auprès de l'équipe gestionnaire de dossiers via des requêtes hebdomadaires de contrôle de saisie de données.*

**Stéphanie MARTINS**  
gestionnaire des dossiers CRSA

### ► Les actions & faits marquants 2016

#### ● Organisation administrative de la gestion du RSA

- Mise en œuvre du droit à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa
- Restructuration du service administratif
- Renforcement de l'engagement de tout nouveau bénéficiaire rSa
- Accompagnement, dans la réalisation de son parcours d'insertion par un référent : au 31/12/2016, taux de contractualisation 71% pour les travailleurs sociaux et 91% pour les référents professionnels.

#### ● Élaboration du Pacte Territorial d'Insertion

Déclinaison du Programme Départemental s'appuyant sur 32 fiches actions construit à partir d'échanges lors de forums territorialisés.

En 2016, réalisation d'un diagnostic territorial des besoins en coordination avec les Maisons de Solidarité Départementale s'appuyant sur 4 démarches concomitantes :

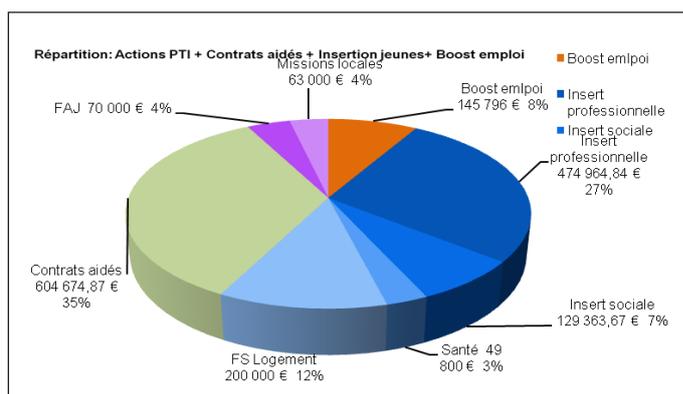
- Analyse des autodiagnostic,
- Etude de la typologie des Contrats d'Engagements Réciproques,
- Recensement des ressources,
- Identification des problématiques auprès des professionnels.

### ► Les ressources humaines & finances

#### ● Ressources humaines

Le Service Emploi-Insertion est composé de 29 agents dont 12 référents professionnels. Ils assurent la gestion administrative et comptable du dispositif, la mise en œuvre des actions d'insertion sociale et professionnelle avec l'ensemble des partenaires et enfin l'accompagnement des bénéficiaires du rSa les plus proches de l'emploi répartis sur chaque territoire.

Répartition financière des actions du Pacte Territorial d'Insertion



#### EN CHIFFRES

Au 31/12/2016 :

**3 342** foyers

**6 893** bénéficiaires

soit une baisse de **8,41%** foyers et **9,18%** bénéficiaires sur un an.

**1 399** bénéficiaires accompagnés par les référents professionnels dont **534** sont sortis pour emploi et /ou formation, soit **55%**



# COHÉSION SOCIALE

> Direction Action Sociale, Familles Insertion / Service MSD Brive Est - Argentat - Meyssac



CMSD d'Argentat

## ► Les actions & faits marquants 2016

### ● Élaboration du PTI

- une participation active des Chefs de Service MSD
- un diagnostic de territoire présenté à l'ensemble des partenaires du territoire
- un forum sur Brive : 60 participants
- un forum sur la Vallée de la Dordogne : 23 participants

### ● Internalisation des MASP

- internalisation en mars 2016 des mesures administratives MASP1 (mesure d'accompagnement social personnalisé)
- renfort de l'équipe par le recrutement d'un CESF en septembre 2016.

### ● Mise en place d'une Action de Mobilisation Sociale sur la Maison de la Solidarité d'Argentat

Déclinaison du Pacte Départemental d'Insertion, 11 volontaires ont pu bénéficier de l'Action Mobilisation Sociale. Cette action a permis à ces personnes de rompre l'isolement, de s'entraider et de créer une dynamique de groupe qui perdure au-delà de l'action : pour exemple, 3 d'entre elles vont se retrouver une fois par semaine pour passer le code en candidat libre. Les professionnels ont pu mieux identifier les compétences et les freins de chacun (fragilités psychologiques, adaptation du projet professionnel à la réalité) et faire en sorte que tous repartent avec une feuille de route.

### ● Meyssac

La MSD de Meyssac a eu à traiter sur l'année 2016 21 Informations Préoccupantes. En 2014 et 2015, sur ce secteur, la moyenne était de 14. Une augmentation de 1/3 sur cette année est constatée.

**3** maisons de la Solidarité :

**1** urbaine et péri urbaine  
Brive Est

**2** rurales : Argentat et Meyssac

**4** maisons du Département :  
Beynat, Beaulieu-sur-Dordogne,  
Saint-Privat et Mercœur

Permanences :

En MSD : **52** mensuelles

Hors MSD : **50** mensuelles



**EN  
CHIFFRES**

Informations Préoccupantes :  
**108** pour **146** mineurs

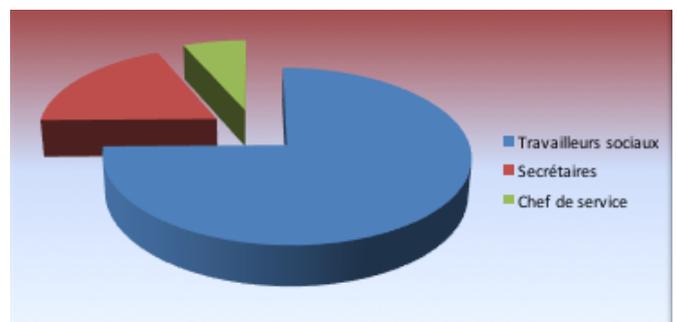
rSa :

Premiers contrats : **66**

Renouvellements : **722**

## ► Les ressources humaines

MSD BRIVE-EST/MEYSSAC/ARGENTAT



*Je suis secrétaire dans une petite MSD en milieu rural et dont les missions concernent 3 secteurs d'intervention. Ce travail comprend d'une part des tâches ordinaires de secrétariat (frappe, prise de rendez-vous, réception et enregistrement du courrier...), d'autre part il comporte des spécificités liées à son implantation sur un secteur déserté par les organismes publics (CAF, CPAM, Pôle Emploi,...). Les 3 assistantes sociales sont régulièrement en déplacement et le public vient facilement à la MSD qui est repérée comme un lieu ressource. De ce fait je suis souvent amenée à recevoir les usagers seule, à les écouter, les rassurer, les orienter, gérer parfois leur agressivité afin de leur apporter une 1ère réponse que ce soit dans le cadre d'un accueil téléphonique ou physique. Le secrétariat est un poste clé. Du fait de ma présence en continue à la MSD, je collecte toutes les informations. Ces dernières doivent être transmises et communiquées à toute l'équipe.*

*Je suis également un relais pour effectuer ou clarifier certaines procédures institutionnelles (courriers, fournitures, téléphone, voitures,...).*

*Ce poste est un support stable pour tous les agents travaillant dans l'équipe.*

**Francine JALINIER**

secrétaire accueil à la MSD de Meyssac

# COHÉSION SOCIALE

> Direction Action Sociale, Familles Insertion / Service MSD Brive Ouest - Juillac

## ► Les actions & faits marquants 2016

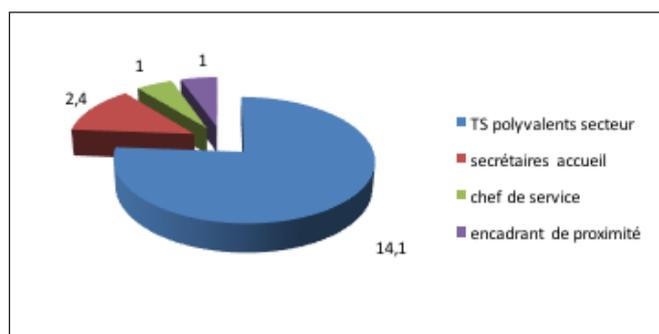
- Élaboration du Pacte Territorial d'Insertion
  - une participation active des Chefs de Service MSD
  - un diagnostic de territoire présenté à l'ensemble des partenaires du territoire
  - un forum sur Brive : plus de 60 participants
- Internalisation des MASP
  - internalisation de la gestion des mesures administratives MASP1 (mesure d'accompagnement social personnalisé) en avril 2016.
  - renfort de l'équipe avec recrutement d'un CESF en septembre.
- Prévention de la Radicalisation : Depuis mars 2016, participation à une réflexion pluri institutionnelle dans le cadre de la Politique de la Ville.
- Action collective sur la commune d'ALLASSAC animée par l'assistant de service social du secteur et le référent professionnel rSa pour l'accès au numérique vecteur de solidarités.



CMSD de Brive-Ouest

## ► Les ressources humaines

Répartition des agents pour les MSD de Brive Ouest - Juillac en ETP



### EN CHIFFRES

Accueil en MSD :

**100** permanences sociales mensuelles dont **12** dans les mairies du territoire

Insertion : au 31/12/16 : **473** foyers bénéficiaires du rSa accompagnés par les **15** travailleurs sociaux de polyvalence du territoire.

Forum territorial PTI **62** partenaires socio-économiques pour le territoire de BRIVE

Protection de l'enfance :

sur **81** informations préoccupantes

**56%** ne relèvent pas d'une situation de danger

**11%** ont donné lieu à une mesure d'aide éducative

**27%** ont fait l'objet d'une transmission au Parquet.

Lutte contre les violences intra familiales, **298** interventions directes auprès de personnes victimes par l'intervenant social Commissariat de Brive mis à disposition par le Conseil départemental (cofinancement FIPD)

*A l'initiative de notre encadrant de proximité, sont organisées des réunions à thème.*

*Elles se déroulent un après-midi tous les deux mois sur la base du volontariat. Elles sont ouvertes à l'ensemble des agents, tous services confondus (Action sociale, PMI, ASE, Insertion)*

*Les thèmes retenus sont transversaux et répondent à des problématiques communes, pour exemple en 2016 : le secret professionnel, les violences intrafamiliales, travailler avec les populations migrantes, la Loi de mars 2016, l'addiction chez les adolescents.*

*Ces temps permettent à chacun d'échanger sur ses connaissances, de partager des outils, des bases théoriques acquises en formations.*

*Cela favorise le travail en pluridisciplinarité, une meilleure connaissance des approches et un positionnement de chacun en fonction de ses missions spécifiques*

**Sophie NAYRAT**

travailleur social de secteur MSD Brive Ouest

# COHÉSION SOCIALE

## > Direction Action Sociale, Familles Insertion / Service MSD Tulle - Uzerche

### ► Les actions & faits marquants 2016

#### ● Élaboration du Pacte Territorial d'Insertion

- une participation active des Chefs de Service MSD.
- un diagnostic de territoire présenté à l'ensemble des partenaires du territoire
- un forum sur TULLE : 53 participants
- un forum sur VEZERE-AUVEZERE: 9 participants

#### ● Internalisation des MASP

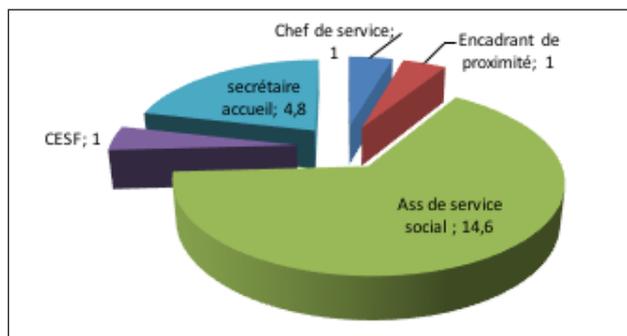
- internalisation de la gestion des mesures administratives MASP1 (mesure d'accompagnement social personnalisé) à compter de mars 2016.
- renfort avec le recrutement d'un CESF en septembre 2016.

#### ● Dynamisation du partenariat avec le CCAS et les associations caritatives de TULLE

Les travailleurs sociaux du CCAS et du Département instruisaient des demandes d'aides financières adressées à plusieurs financeurs potentiels. Constat était fait que les organismes attendaient la décision de financement des autres, avant de se positionner.

### ► Les ressources humaines

Répartition en nombre d'ETP pour les MSD de TULLE et UZERCHE



### EN CHIFFRES

**49** permanences sociales mensuelles et une permanence quotidienne en MSD

Plus de **6 000** personnes accueillies sur l'année

Une moyenne de **72** appels téléphoniques reçus à l'accueil par jour

Un taux de contractualisation rSa de plus de **80%** au 31/12/2016

**106** enfants ont fait l'objet d'une évaluation de leur situation dans le cadre d'une information préoccupante

**5** fiches Incident pour agression, incivilités et/ou menaces dont **2** ayant entraîné des arrêts maladie  $\geq$  30 jours

*J'ai pris mes fonctions d'encadrante de proximité en novembre 2015, lors de la création du poste. Il a fallu dans un premier temps trouver une organisation propre permettant la mise en œuvre de mes missions. La coordination avec le chef de service est essentielle pour que cela fonctionne. Intervenant sur 2 sites, je dois veiller aussi à assurer sur chacun une présence et une disponibilité suffisante et régulière.*

*Mon travail consiste à apporter un appui technique aux travailleurs sociaux de polyvalence et CESF, en collectif ou en individuel, à aider à la prise de recul, à trouver l'approche adaptée, à la décision, à la mobilisation des dispositifs appropriés et des partenaires. C'est également apporter de l'information, être en veille sur les évolutions législatives, avoir un regard sur le respect des procédures. Je rencontre aussi les usagers pour reposer le cadre d'intervention du service ou expliquer une décision.*

*Des échanges réguliers avec mes collègues des autres MSD est nécessaire pour harmoniser nos pratiques et rechercher les évolutions nécessaires pour une meilleure réponse à l'usager.*

*C'est un poste passionnant en soutien des équipes et en proximité des usagers, qui demande écoute, capacités d'analyse, calme et qualités relationnelles.*

**Mélanie STEPHAN**

encadrante de proximité

# COHÉSION SOCIALE

➤ Direction Action Sociale, Familles Insertion / Service MSD Ussel - Bort les Orgues - Meymac - Égletons

## ▶ Les actions & faits marquants 2016

### ● Élaboration du PTI

- une participation active des Chefs de Service MSD
- un diagnostic de territoire présenté à l'ensemble des partenaires du territoire
- un forum à Ussel : 21 participants

### ● Déménagement de la MSD de Meymac dans de nouveaux locaux en septembre 2016

- une accessibilité optimisée pour l'accueil du public
  - aménagement adapté des locaux
  - proximité géographique des infrastructures locales
- un outil de travail performant pour les agents de la MSD

### ● Aménagement d'un nouveau lieu de permanence sur la commune de Marcillac-la-Croisille

### ● Installation du CCAS de la ville d'Égletons à la MSD d'Égletons en janvier 2016

9 permanences mensuelles intégrées dans la MSD d'Égletons

### ● Arrivée d'un Encadrant de Proximité en février 2016

### ● Arrivée sur le territoire de nouvelles familles

- réfugiés, demandeurs d'asile déboutés des CADA
- nécessité d'adaptation des travailleurs sociaux des pratiques et d'une coordination entre les différents intervenants.

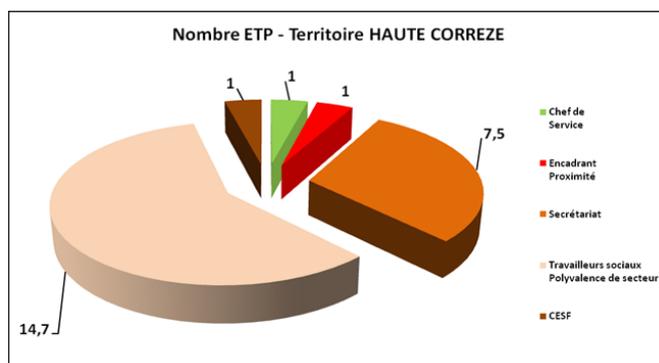
### ● Internalisation des mesures administratives MASP1 en avril

Renfort avec le recrutement d'un CESF en septembre 2016

*Nos nouveaux locaux nous permettent un meilleur accueil des publics et le respect de la confidentialité. La configuration propose un espace d'attente plus convivial et des conditions de travail plus adaptées.*

**Aurélié ROSIER,**  
assistante sociale de secteur

## ▶ Les ressources humaines



CMSD d'Égletons

## EN CHIFFRES

### Permanences du Territoire :

en MSD : **70** mensuelles

hors MSD : **27** mensuelles

MASP : **33** demandes instruites

RSA : **360** bénéficiaires suivis

RIC : **31** sur **3** sites (Ussel, Bort, Égletons)

**170** participants

Informations Préoccupantes : **63** pour **109** mineurs

Réunions Encadrement technique : **89**

# COHÉSION SOCIALE

## > Direction Action Sociale, Familles Insertion / Boost Emploi - Boost Jeunes

En mars 2016, le Département a créé le dispositif BOOST Emploi pour faciliter l'offre et la demande d'emploi sur le département de la Corrèze avec pour priorités: faciliter la mise en relation entre les entreprises et les demandeurs d'emploi bénéficiaires du rSa, l'accès aux offres d'emploi corréziennes et un accompagnement réactif dans la réponse à une annonce.

Le dispositif BOOST Jeunes a été mis en place pour favoriser l'emploi des jeunes Corrèziens.

BOOST JEUNES s'adresse aux 17-30 ans, souhaitant bénéficier d'un suivi renforcé, sous forme de coaching pour accéder à l'autonomie et à l'emploi.

Ce dispositif permet aux jeunes Corrèziens de bénéficier d'un coach pendant une période de 4 mois (accompagnement individuel avec pour objectif de valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et de le placer dans une dynamique positive soutenue pour la réalisation de son projet), mais il peut également bénéficier d'une aide financière de 125 € par mois pendant 4 mois.

### ► Les actions & faits marquants 2016

- Deux plateformes au cœur du dispositif :
  - Une plateforme Internet s'adressant aux demandeurs d'emploi et aux entreprises qui recrutent.
  - Une plateforme téléphonique permettant la mise en relation rapide avec un conseiller pour faciliter l'accès aux offres et accompagner les demandeurs d'emploi dans l'élaboration de CV et mise en relation avec l'employeur.
- Recrutement interne d'un coach jeunes
- Partenariat avec les missions locales (Brive, Tulle et Ussel)
- Formalisation des procédures BOOST JEUNES (charte, règlement des aides financières...).



### EN CHIFFRES

**1 354** comptes utilisateurs créés

**752** annonces déposées

**900** alertes créées

**41 999** alertes envoyées

**1 073** CV créés

**581** CV en ligne

**250** jeunes de **17** à **30** ans suivis par un coach

**175** sorties positives (emploi, formation...)

**31** dossiers d'aides financières

*Après avoir intégré la DASFI en décembre 2015, j'ai été sollicitée pour rejoindre la cellule Boost Emploi fin Mars 2016. Dans une équipe composée de 5 personnes, le chargé d'entreprises, la coach, le community manager et l'opératrice téléphonique, mes missions ont été les suivantes : accueil téléphonique du numéro vert, création et mise en place du logiciel wisy adapté aux besoins du dispositif, organisation et suivi administratifs en lien avec la Direction Générale et référente des employeurs déposateurs d'offres.*

*Cette expérience est enrichissante dans la mesure où l'ensemble du dispositif a dû être créé, pensé et appliqué au sein du Conseil Départemental.*

*C'est un formidable travail d'équipe dans lequel les 5 agents se sont mobilisés et impliqués pour réussir sa mise en place.*

**Jannick REBERT,**  
gestionnaire de dossiers

# COHÉSION SOCIALE

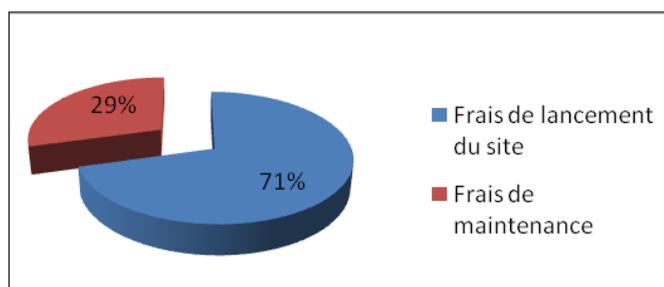
## ➤ Direction Action Sociale, Familles Insertion / Boost Emploi - Boost Jeunes

### ▶ Les finances & ressources humaines

#### ● Les finances

##### BOOST EMPLOI

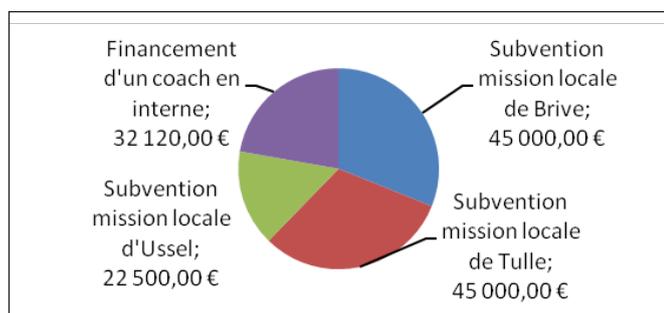
- Frais de lancement du site  
Corrèze BOOST Emploi : **15 000 € HT**
- Frais de maintenance annuel : **6 240 € HT**



#### ● Les ressources humaines

- 1,5 ETP
- 1 ETP un chargé de mission emploi
- 0.5 ETP agent administratif

### ▶ BOOST JEUNES



# COHÉSION SOCIALE

## > Direction Action Sociale, Familles Insertion / Centre Départemental de l'Enfance

Le Centre Départemental de l'Enfance, établissement public non autonome, placé sous l'autorité du Président du Conseil Départemental, intégré au sein de la Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion (DASFI) et créé par arrêté préfectoral du 10 septembre 1976, est la structure d'accueil d'urgence, d'observation et d'orientation du Département.

Situé en centre ville, à TULLE, le Centre Départemental de l'Enfance exerce sa mission dans le cadre de la protection de l'enfance (art L222.5 du CASF).

Le schéma départemental conjoint de protection de l'enfance, positionne le Centre Départemental de l'Enfance sur ses missions historiques d'accueil d'urgence 365 jours par an, 24 heures sur 24, d'où une contrainte de disponibilité éducative permanente.

Le Centre Départemental de l'Enfance accueille deux publics :

- Les mineurs de 3 à 18 ans et des jeunes majeurs (15 places)
- Les familles avec de jeunes enfants et les femmes enceintes (15 places)

### ► Les actions & faits marquants 2016

● Sur l'année 2016, le Centre Départemental de l'Enfance a réalisé 268 accompagnements et 8 217 journées d'hébergement, soit une hausse de l'activité de + 10% par rapport à l'année 2015.

● Le CDE a bénéficié d'un financement, sous forme de dotation globale, en provenance du budget principal de la Collectivité, de 1 610 K€.

● Dans un contexte de désengagement des secteurs sanitaire, médico-social et de l'État, le CDE a été positionné comme seule solution d'accueil, par défaut, pour certains jeunes, d'où des situations complexes pouvant fragiliser les équipes.

*Mon travail consiste à intervenir en tant qu'infirmière au Centre Départemental de l'Enfance.*

*Les résidents de cet établissement, qu'ils soient enfants, jeunes, parents, mères de famille avec de jeunes enfants sont majoritairement accueillis dans l'urgence.*

*Ils sont pour la plupart du temps, en situation de détresse et de grande fragilité, vulnérables et en mauvais état physique. Aussi leur santé doit être une préoccupation prioritaire.*

*Mes missions se déclinent ainsi :*

*Être référente de santé, dans et à l'extérieur de l'établissement, je reçois, à leur demande, les résidents qui ont des problèmes de santé, petits et grands.*

*Pouvoir par le soin, faire tomber les défiances que certains résidents peuvent avoir vis-à-vis de l'institution et les accompagner dans une démarche de collaboration.*

*Préparer et distribuer les traitements médicaux, organiser les visites des médecins référents et les assister aux consultations sur site, prendre des rendez-vous médicaux extérieurs et accompagner les résidents aux consultations.*

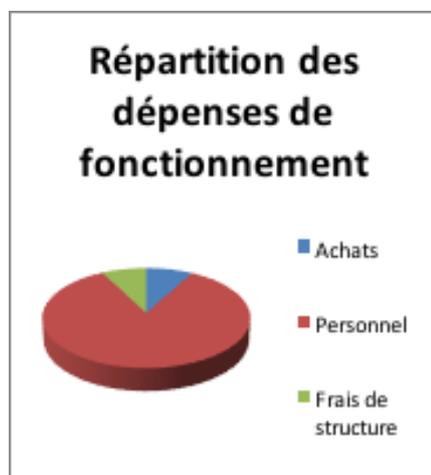
*Assurer le suivi des nourrissons (tétées, vaccinations, surveillance pondérale..) et accompagner l'équipe éducative autour de la prise en charge de la petite enfance.*

*Avoir aussi un rôle d'écoute et de conseils auprès des publics.*

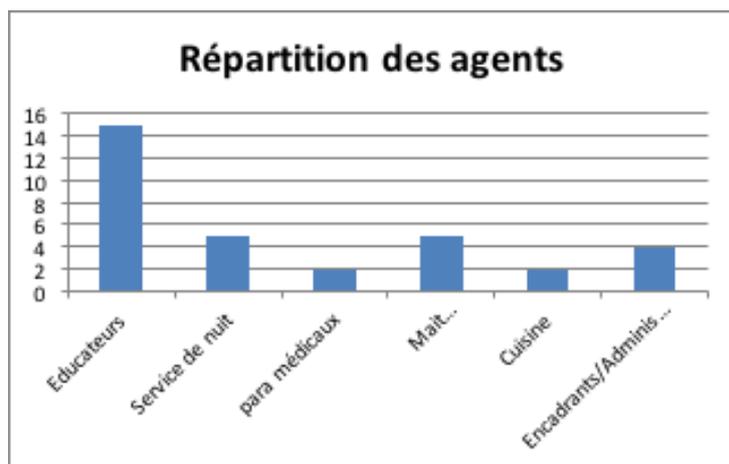
Anita BOURGUEIL,  
infirmière

### ► Les finances & ressources humaines

Finances



Ressources humaines



#### EN CHIFFRES

8 217 journées d'hébergement

268 accompagnements

Un CA de 1 694 K€ en fonctionnement

et de 107 K€ en investissement.

# COHÉSION SOCIALE

## > Direction Jeunesse, Sports et Culture / Service Education Jeunesse

Notre collectivité est en charge de 25 collèges publics et de 5 collèges privés, fréquentés par plus de 10 000 collégiens. Au quotidien, le Conseil Départemental met à disposition des collèges publics plus de 250 agents en charge de l'accueil, l'entretien, la restauration et l'hébergement. 6 agents itinérants du Service Éducation Jeunesse (4 cuisiniers et 2 au service général) permettent d'assurer des remplacements "au pied levé" dans les collèges ayant des absences d'agents imprévues.

### ► Les actions & faits marquants 2016

#### ● Les nouvelles actions réalisées en 2016

- Le Département a souhaité la mise en place d'un guide de fonctionnement des agents techniques dans les collèges, afin de fournir à tous les acteurs un support des règles communes applicables.
- Une étude a été réalisée afin de répartir au plus juste les dotations en personnel de chaque collège.
- Un concours vidéo a été ouvert à tous les jeunes entre 10 et 18 ans. L'objectif était de sensibiliser les jeunes à la notion de Patrimoine, de favoriser le sentiment d'appartenance à une culture commune et de promouvoir la création artistique.

#### ● Le Bio

En 2016, le dispositif BIO a été maintenu auprès des 22 unités de restauration (plus de 6 764 demi-pensionnaires et internes), soit 67 646 opérations Bio. Cela représente une somme de 155 233,15 € d'achats de denrées bio pour les 22 restaurations. Cette expérimentation n'induisant aucun surcoût pour les familles, le différentiel étant pris en charge par la Collectivité, cela a représenté un montant de subvention de 54 217 € qui a été versé aux 22 restaurations.

#### ● Soutien à la Jeunesse et aux familles

En complément des actions précédentes, le service Éducation Jeunesse soutient la jeunesse et les familles dans le quotidien grâce à des aides à la scolarité (restauration, internat, enseignement supérieur), des aides aux voyages et à l'épanouissement (bourses pour classes de découverte, prime d'apprentissage) et divers dispositifs (École Entreprise).

#### ● Le service civique

Le Service Civique a été mis en place par la loi du 10 mars 2015. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans sans condition de diplôme pour la réalisation d'une mission d'intérêt général sur une période de 6 à 12 mois indemnisée 467,34 € net par mois versé par l'État auxquels s'ajoutent 106,38 € versés par la structure d'accueil soit un total de 573,72 €.



### EN CHIFFRES

Rentrée 2016-2017 :

**9 005** collégiens en collèges publics, soit **89** élèves en moins par rapport à la rentrée précédente.

**1 339** élèves en collèges privés, soit **115** élèves de plus par rapport à la rentrée 2015.

Le Conseil Départemental a versé aux **25** collèges publics en 2016 une dotation globale de fonctionnement de **2 696 887 €** et **122 656 €** de dotations complémentaires de fonctionnement.

Pour les collèges privés, l'aide au fonctionnement allouée à ces établissements s'est élevée en 2016 à **801 433 €** (part personnel et matériel).

Les bourses pour classes de découverte ont été attribuées à 130 enfants pour **7 808 €**

L'aide à l'internat a bénéficié à **250** familles pour **75 965,72 €**

L'aide à la restauration scolaire au collège a bénéficié à **2 893** familles pour **398 432,77 €**

Les bourses pour l'enseignement supérieur ont bénéficié à **431** étudiants corréziens. La totalité de cette aide s'élève à **220 400 €**

La prime d'apprentissage a été attribuée à **45** personnes pour une somme totale de **9 180 €**

L'opération école entreprise a bénéficié à plus de **1 000** élèves

### EN CHIFFRES

Le Département a consacré **16 501,13 €** au service civique

**2** jeunes ont effectué une mission de Service civique au Conseil Départemental en 2016 sur des missions d'ambassadeur du Service civique

**54** jeunes ont bénéficié d'une aide individuelle pour leur engagement citoyen

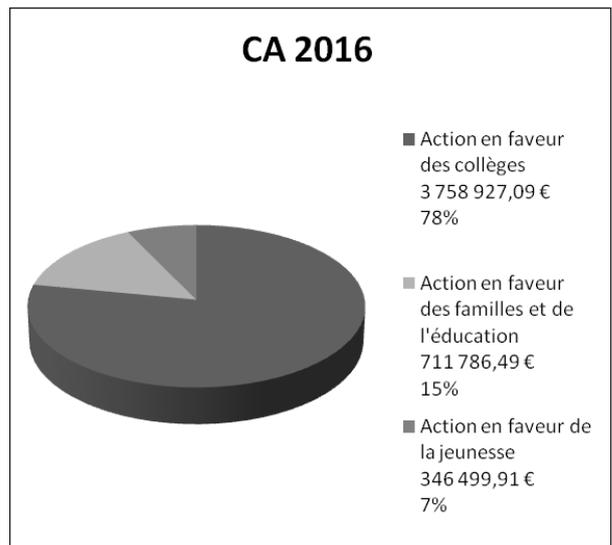
# COHÉSION SOCIALE

➤ Direction Jeunesse, Sports et Culture / Service Education Jeunesse



## ► Les finances & ressources humaines

255 agents départementaux des collèges, 10 agents au Service Éducation Jeunesse à Marbot et 6 agents itinérants.



Les missions sont nombreuses et variées. Mon temps de travail se partage entre le bureau et les visites dans les cuisines des collèges. Veiller à la sécurité alimentaire dans les 22 unités de restauration des collèges est la première d'entre elles et la plus importante. Ce travail s'effectue par un travail d'audit annuel où l'ensemble des procédures et documents sont vérifiés. Les connaissances réglementaires dans ce domaine sont une obligation. Un échange avec les équipes de cuisine permet également de faire progresser la qualité de service afin d'atteindre un haut niveau de sécurité alimentaire dans nos collèges.

Le technicien restauration doit être également un référent, il doit conseiller, proposer par exemple des formations, écouter, fédérer, apporter de la plus-value, permettre aux équipes et autour du chef de cuisine de "tirer" la restauration collective vers le haut.

Le technicien restauration est également en charge de tout le parc matériel des cuisines (fours, sauteuses, chambres froides, vitrines, mais également lave vaisselle, etc.) Avec les chefs de cuisine et les équipes, il identifie les matériels à renouveler, propose des matériels modernes répondant aux attentes des utilisateurs, programme les renouvellements, propose des formations pour une meilleure utilisation (exemple : cuisson basse température de nuit...).

Il veille aussi à la sécurité et aux conditions de travail des agents en restauration collective en essayant d'apporter des solutions, il est une force de proposition. Il doit être un lien entre les Principaux, les adjoints gestionnaires, les agents et également avec la collectivité notamment le Service Éducation Jeunesse et la Direction des Ressources Humaines.

**Jean-François CEAUX**  
technicien restauration

# COHÉSION SOCIALE

## > Direction Jeunesse, Sports et Culture / Service Culture Patrimoine

Le Service Culture et Patrimoine a été créé le 1er octobre 2015. Cette nouvelle organisation est pleinement opérationnelle, elle contribue à l'élaboration de la politique culturelle départementale et accompagne la politique de réhabilitation et d'animation du patrimoine.

### ► Les actions & faits marquants 2016

#### ● Mise en place de la nouvelle politique culturelle départementale

- Cette nouvelle politique témoigne de la volonté de placer les élus départementaux au cœur de la politique culturelle de leur territoire et de faire de la culture un levier de cohésion territoriale.
- La mise en place des actions culturelles des territoires a donné lieu à des temps de rencontres sur les cinq territoires entre l'ensemble des conseillers départementaux et les acteurs culturels des territoires concernés.
- Un certain nombre d'actions culturelles dépasse de par leur rayonnement, leur attractivité, les limites des territoires et sont reconnues comme étant des événements à vocation départementale. En 2016, 25 structures ont été retenues dans cette catégorie.

#### ● La dématérialisation des dossiers de subvention

- Le département de la Corrèze, comme de nombreuses collectivités a souhaité simplifier les démarches administratives avec ses partenaires.
- Ainsi, il a mis en œuvre, en 2016, la dématérialisation du processus d'attribution des subventions qu'il alloue aux associations, de la demande jusqu'à l'instruction et au paiement.
- Il s'agit pour le Conseil Départemental de favoriser la transparence de son action, d'améliorer la relation entre les demandeurs et l'administration, homogénéiser la gestion des demandes de subvention et optimiser les moyens.

#### ● Animation de Sédières

- Exposition "Les couleurs du verre" du 18 juin au 31 octobre (80 œuvres du musée des arts décoratifs).
- 7 apéros concerts
- 7 spectacles "jeune public"
- Quatuor accordéon Sébastien Farge (résidence d'artistes + concert)
- Musique classique "2001, l'Odyssée de la Voix" par la Cie la Tempête
- Week-end musiques actuelles (6 groupes)
- Danse contemporaine : spectacle de la Cie Hervé Koubi dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine.

#### ● Musée Henri Queuille

- L'exposition "De Gaulle sur les murs de France" a été présentée d'avril 2016 à mars 2017.
- 33 affiches retraçaient les événements marquants de la vie politique du Général de Gaulle, depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à mai 1968.

#### ● Patrimoine

- Renfort de l'expertise scientifique et technique apportée aux collectivités territoriales souhaitant engager des opérations de conservation, de restauration et de sécurisation de leur patrimoine.
- Aide scientifique accentuée aux Pays d'Art et d'Histoire, aux associations corréziennes de loi 1901, aux propriétaires de sites patrimoniaux, etc., souhaitant développer leurs animations patrimoniales.
- Journées Européennes du Patrimoine : reconduction de la carte interactive spécifiquement ouverte et consultable pour ces journées (focus sur 180 animations proposées et illustrées).
- Les bulles de sons : écriture de 3 parcours audio théâtralisés (3 capsules sonores) relatant de façon originale l'histoire de Bernard de Ventadour, du château de Sédières et de l'Hôtel Département Marbot.

### EN CHIFFRES

**376** dossiers de demandes de subvention instruits

Montant total des aides : **1 537 431 €**

**5** territoires de projets pour la Culture

Financement du Schéma Départemental des Enseignements

Artistiques : **401 940 €** (11 structures)

**17** conventions de partenariat d'un montant supérieur à **23 000€** ont été signées pour un montant total de **1 043 300 €**

**754** élèves ont bénéficié du dispositif des échanges internationaux

**1 189** enfants ont participé aux ateliers d'éducation artistique

**11 371** visiteurs au Domaine de Sédières dont **7 346** pour l'exposition

**2 354** visiteurs au Musée de la Résistance (+13% par rapport à 2015)

# COHÉSION SOCIALE

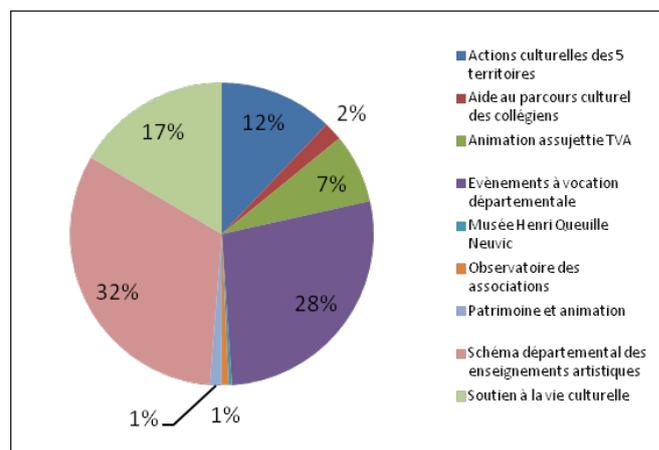
## > Direction Jeunesse, Sports et Culture / Service Culture Patrimoine



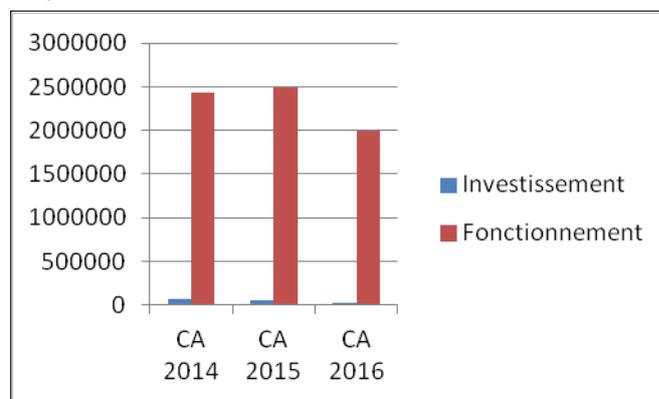
### ► Les finances & ressources humaines

7 agents, soit 6,80 Équivalents temps plein (ETP) travaillent au Service Culture et Patrimoine.

#### Activités



#### Dépenses



*Mon travail consiste à assurer la gestion administrative et financière de dossiers de subvention à caractère culturel, de leur réception jusqu'à l'exécution comptable des décisions.*

*Afin de permettre aux élus d'étudier toutes les demandes instruites, nous réalisons avec mes collègues des dossiers d'aide à la décision destinés à la Commission Permanente ou au Conseil départemental.*

*Ces dossiers récapitulent les demandes par territoire et précisent l'objet, le budget prévisionnel avec les financements publics et privés et la subvention sollicitée au Conseil départemental. Ces outils permettent de piloter, d'évaluer et de décider de manière éclairée la politique culturelle.*

*De plus, j'ai régulièrement l'occasion d'échanger avec les représentants des associations pour répondre à leurs sollicitations sur la procédure, les critères et le suivi de leur demande.*

*Ce lien étroit avec les associations s'est renforcé depuis la mise en place en août 2016 de la dématérialisation des dossiers de demandes de subvention pour l'année 2017.*

**Catherine CHAPUT,**  
gestionnaire de dossiers

# COHÉSION SOCIALE

## > Direction Jeunesse, Sports et Culture / Cellule Sports

La Cellule des Sports est composée de 4 agents chargés notamment :

- de définir et de mener la politique sportive départementale,
- d'instruire les dossiers de demande de subvention déposés par les acteurs du Mouvement sportif ou par des collectivités,
- de renseigner et d'informer le public,
- de créer et de mener des projets en partenariat avec les collectivités, l'État ou bien encore des associations.

### ► Les actions & faits marquants 2016

● Passage à la dématérialisation du dépôt des dossiers de demande de subvention (400 associations concernées).

● 2016 a vu la création d'une nouvelle opération "Corrèze Destination Trails". Dans ce cadre, 4 épreuves de trail, ayant un rayonnement national, présentant un niveau sportif et une fréquentation indéniable et engendrant des retombées touristiques et économiques sur leur territoire, ont pu bénéficier d'une aide renforcée de notre part : la Tulle-Brive Nature, le Millevaches Monédières Raidlight Trail (Bugeat-Treignac), l'Aquaterra (Bort-les-Orgues) et X-Trail Corrèze Dordogne (Xaintrie et la Vallée de la Dordogne).

Il faudra noter que ces 4 trails constituent les "locomotives" de notre opération mais cette dernière doit également bénéficier à la discipline ainsi qu'à l'ensemble des organisations corréziennes. Ainsi par exemple, 2016 a également vu la création de la 1ère base dédiée à la pratique (parcours permanents) labellisée par la Fédération Française d'Athlétisme "Uni'vert Trail", sur le secteur de Bugeat-Treignac-Chamberet-Veix, et nous assurerons également sa promotion dans ce cadre.

Cette promotion des trails corréziens passe notamment par :

- la présence d'un stand "Corrèze Destination Trails" sur des salons thématiques (en 2016 : ceux de l'Ultra-Trail du Mont-Blanc, des Templiers à Millau et de la SaintéLyon),
- la conception et l'impression de supports de promotion (flyers, affiches...),
- l'achat d'encarts publicitaires dans la presse spécialisée,
- la mise en place d'un Challenge "Corrèze Destination Trails"...

● Relance de la CDESI

Le Conseil Départemental a réaffirmé l'importance de la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI) au sein de sa politique sportive et la nécessité d'impulser une nouvelle dynamique de fonctionnement au sein de la commission.

Au regard du bilan dressé depuis sa création, le Département a souhaité ainsi apporter quelques modifications structurelles qui ont permis de mobiliser plus facilement le quorum et de recréer une dynamique s'appuyant sur des membres concernés et impliqués.

### EN CHIFFRES

Budget global consacré aux Sports : **1 719 500 €**  
dont

**184 650 €** en faveur de **53** Comités Départementaux,

**128 250 €** afin de soutenir **43** Grands Événements Sportifs,

**145 334 €** au bénéfice des clubs, de tous niveaux

**42** sportifs de haut niveau soutenus pour un total de **28 850 €**,

**31 038 €** consacrés à l'entretien et au balisage des itinéraires de randonnée du PDIPR,

**90 969 €** au bénéfice du fonctionnement des **7** Stations Sports Nature que compte la Corrèze.

*J'ai pris cette mission en 2016, qui consiste à organiser avec 19 communes du Département les Balades qui se déroulent tout au long de l'été. Pour cela je rencontre le Maire de la commune candidate pour lui présenter le concept et organiser avec les associations la Balade.*

*Organiser une Balade éphémère, établir un parcours et en faire le repérage, vérifier la sécurité, mettre en place des animations pour les "Baladeurs", découvrir l'histoire, le patrimoine de la commune, mon rôle est aussi d'encadrer, de faire les photos pour le compte Face-Book "Balades en Corrèze" que j'anime. Mission agréable faite de contacts aussi bien auprès des Elus que des 2 000 personnes qui nous accompagnent chaque année.*

**Sylvia GIRIN**  
"Pilote" des Balades en Corrèze

# COHÉSION SOCIALE

## > Musée du Président Jacques Chirac

Le Musée du Président Jacques Chirac est consacré à l'histoire de notre temps et à la découverte des cultures du monde. Il présente les cadeaux reçus par le Président de la République dans l'exercice de ses fonctions et offerts au Conseil Départemental de la Corrèze. Cette collection de cadeaux protocolaires évoque les relations diplomatiques entre la France et les États du monde entier. Ils témoignent de la volonté des États de créer les conditions d'un dialogue, afin de préserver la paix dans le monde.



## ► Les actions & faits marquants 2016

### ● MEDIATION

Le musée se donne pour mission d'être accessible à tous à travers la médiation. Pour cela le musée dispose d'un atelier, espace d'animation. Cet espace vient nourrir la dimension pédagogique du musée, lieu de découverte et de rencontres, c'est un atelier d'actions éducatives et culturelles pour l'accueil des scolaires et de tous les enfants.

Deux nouveaux thèmes d'ateliers sont désormais disponibles : un atelier à destination des personnes déficientes visuelles et un atelier pédagogique pour les scolaires sur le thème des masques de l'Opéra de Pékin. Les ateliers pédagogiques ont été enrichis et renouvelés : l'objet "talisman", la calligraphie et l'art optique avec Vasarely.

Deux quizz ont vu le jour pour accompagner les familles et les scolaires lors de leur visite du musée : "Le fonctionnement des institutions" et "A la découverte du Japon".

### ● PRÊTS D'OBJETS

Grâce aux prêts de ses collections, le musée participe à la vie culturelle d'autres établissements. Le muséum d'Auxerre a présenté dans son exposition "Poissons" le rare Coelacanthe des Comores.

Le musée du Quai Branly-Jacques Chirac a emprunté trois pièces des collections pour l'exposition "Jacques Chirac ou le dialogue des cultures". Le Mémorial Charles de Gaulle, à Colombey-les-Deux-Eglises a emprunté cinq pièces pour une exposition consacrée aux premières dames de France.

Le centre mondial pour la Paix à Verdun, le musée d'Aquitaine à Bordeaux, le musée de la Résistance à Limoges et le musée Henry Queuille à Neuvic ont eux aussi bénéficié de prêts de collections.

### ● EXPO DOSSIER

Le musée a présenté "Le Cimetière marin" consacré aux gravures d'Abram Krol illustrant le célèbre poème de Paul Valéry publié en 1920. Les 24 gravures accompagnent chacune un sizain.

Cette exposition propose un livret reprenant l'ensemble des gravures et un jeu-découverte est offert au jeune public dans le cadre de la visite scolaire ou familiale. L'exposition dossier offre un éclairage sur les thématiques liées à la collection et s'attache à montrer quelques-uns des 3 500 cadeaux en réserve non visitable.

### ● REOUVERTURE DU RESTAURANT du musée

Le restaurant du musée accueille les visiteurs du 1<sup>er</sup> mars au 30 novembre, aux jours et heures d'ouverture du musée. Il propose une cuisine de type régional, basée sur des filières courtes ainsi qu'une boutique de produits régionaux.

## EN CHIFFRES

**19 402** c'est la fréquentation du musée sur **9** mois

**1 109** scolaires ont visité le musée

**1 152** visiteurs sont venus dans le cadre des Journées Européennes du patrimoine

**656** enfants des écoles primaires ont participé à la manifestation Coquelicot

**760** objets ont été contrôlés en exposition permanente et en réserve visitable

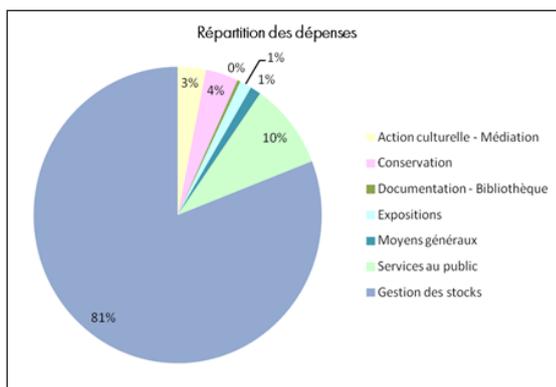
# COHÉSION SOCIALE

## > Musée du Président Jacques Chirac

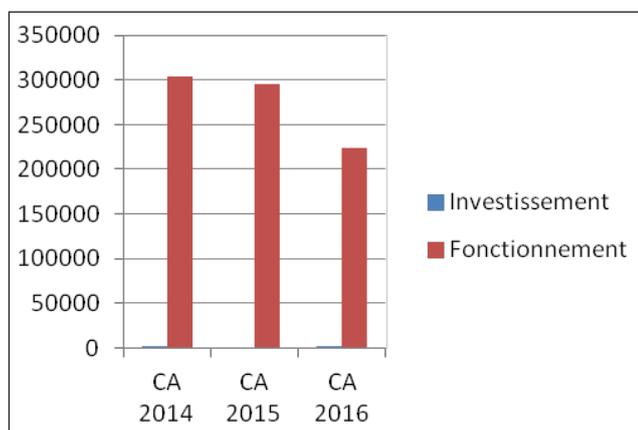
### ► Les finances & ressources humaines

4 agents temps plein assurent l'ouverture du musée, la gestion des collections.

Répartition des dépenses



Investissement/fonctionnement



*Ma demande de mobilité pour le musée a été acceptée en mars 2016. J'ai intégré une petite équipe très polyvalente et dynamique. J'ai découvert un lieu plein de prestige et chargé en histoire en même temps que le métier de "chargé d'accueil et de surveillance du patrimoine".*

*J'occupe un poste aux multiples facettes dont les fonctions principales concernent : l'accueil du public, la gestion de la boutique et de la billetterie, la médiation (visites guidées et ateliers pédagogiques), la régie de recettes et d'avances du musée.*

**Caroline MALAQUIS**  
chargée d'accueil et de surveillance



# COHÉSION SOCIALE

## > Direction des Archives Départementales

La collecte, la conservation, la valorisation et la transmission des sources de la mémoire collective sont une des missions obligatoires du Conseil départemental, exercée par les Archives départementales.

Fin 2016, les Archives départementales conservaient plus de 15 850 linéaires (ml) de documents sur support papier et plus de trois To de données électroniques (essentiellement des images numérisées).



### EN CHIFFRES

Versements d'archives publiques : **170,34 ml**

Éliminations : **3 209 ml**

Documents communiqués : **8 228**

Nombre de pages vues sur internet : **39 841 808**

## ► Les actions & faits marquants 2016

● Une exposition Jane Duverne, styliste de mode, 1925-1949, a été réalisée en partenariat avec les élèves de la section Métiers de la mode du lycée Danton (Brive-la-Gaillarde). Présentée de juin à septembre aux Archives départementales à Tulle, elle a attiré 410 visiteurs. Elle sera itinérante dans le département à partir de 2017.

● L'ADDIAM a versé en vrac plus de 10 m<sup>3</sup> d'archives. Après classement et description de l'ensemble des documents, le fonds représente maintenant 28 mètres linéaires.

● Suite à des programmes de formations et de visites des services producteurs, ceux-ci savent mieux traiter leurs arriérés de documents. 3 209 mètres linéaires ont ainsi été éliminés en application de la réglementation en vigueur, soit plus du double de 2015.

*Le contrôle des archives contemporaines est une mission qui s'exerce auprès de l'ensemble des administrations présentes dans notre département (justice, préfecture, DDT, DDCCSP...), des collectivités territoriales (communes, regroupements de communes, Conseil départemental) et des établissements publics. Il permet de déterminer le cycle de vie d'un document (durée d'utilisation administrative puis versement aux archives ou élimination). Ce contrôle s'exerce aussi bien sur des documents papiers, que sur des documents nativement informatiques.*

*Mes fonctions sont complétées par des actions de formations, par des visites sur le terrain pour vérifier les conditions matérielles de conservation, et parfois, par des opérations de sauvetage quand l'urgence impose un enlèvement précipité d'archives considérées en danger.*

*Comme tous mes collègues, j'accompagne aussi les usagers qui recherchent un document, que ce soit dans un but historique ou pour faire valoir des droits.*

**Patrick VIGNAUD**

responsable des archives modernes et contemporaines

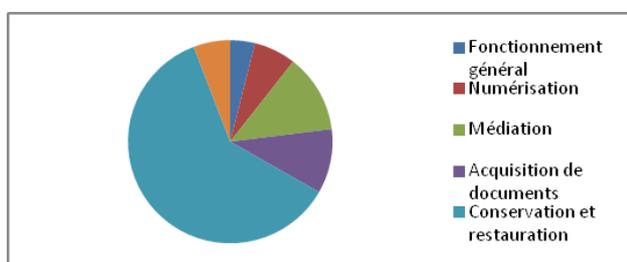
# COHÉSION SOCIALE

## ➤ Direction des Archives Départementales

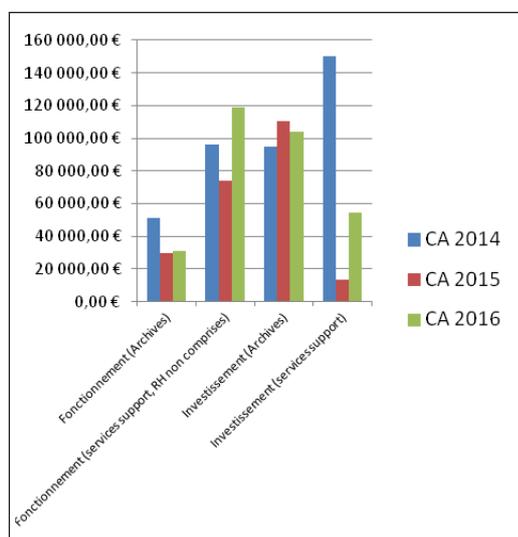
### ► Les finances & ressources humaines

20 agents correspondant à 18,90 ETP, dont deux agents mis à disposition par le Ministère de la Culture et de la Communication.

Répartition des dépenses par objectif



Comparaison des dépenses par type



# COHÉSION SOCIALE

## > Bibliothèque Départementale de Prêt

La Bibliothèque Départementale de Prêt de la Corrèze a été créée en 1967. Alors service extérieur de l'Etat, elle s'appelait Bibliothèque Centrale de Prêt. Comme ses semblables, elle est devenue service départemental en 1987. La lecture publique reste une des compétences obligatoires du Département.

A côté de ses missions traditionnelles de prêt de documents aux bibliothèques situées dans des communes de moins de 10 000 habitants, la BDP intervient également dans les domaines suivants :

- Formation en direction des personnels bénévoles et des salariés des bibliothèques de son réseau.
- Animations culturelles en lien avec les bibliothèques du département.
- Expertise conseil auprès des élus et du personnel des bibliothèques de son réseau en matière de construction et d'aménagement des locaux, de gestion, d'équipement en mobilier professionnel et de services informatiques à destination des usagers.
- Évaluation du réseau de la lecture publique de la Corrèze



## ► Les actions & faits marquants 2016

- Reconduction des principaux dispositifs du Plan départemental de développement de la lecture et des bibliothèques 2015-2019 fixant, notamment, les conditions pour pouvoir bénéficier des services de la BDP et des aides financières du Département.
- Mise en place de Médiathèque numérique, plateforme de vidéo à la demande en streaming et en téléchargement. Service proposé par Arte et UniversCiné.
- Travaux de modernisation des locaux de la BDP portant sur le remplacement du système de chauffage, la mise en conformité des installations, la réfection de la toiture, la mise en accessibilité des parties recevant du public et la création d'issues de secours.

*La bonne coordination entre le service bâtiments et les référents de la BDP a permis de mener à bien les travaux de modernisation sans trop déranger ni le travail de l'équipe, ni la qualité des services rendus aux bibliothèques du réseau. Aujourd'hui, nous pouvons à nouveau travailler dans de bonnes conditions.*

**Fabien MINIER**  
chauffeur magasinier

### EN CHIFFRES

**123** bibliothèques desservies  
**43** dépôts scolaires  
**186 578** documents déposés  
**35 139** documents réservés  
et livrés par navette

# COHÉSION SOCIALE

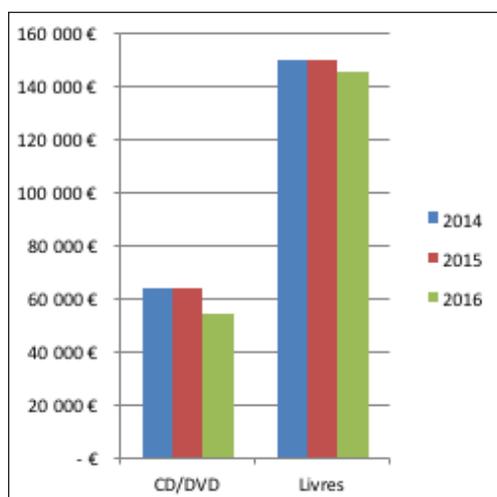
## ➤ Bibliothèque Départementale de Prêt

### ▶ Les finances & ressources humaines

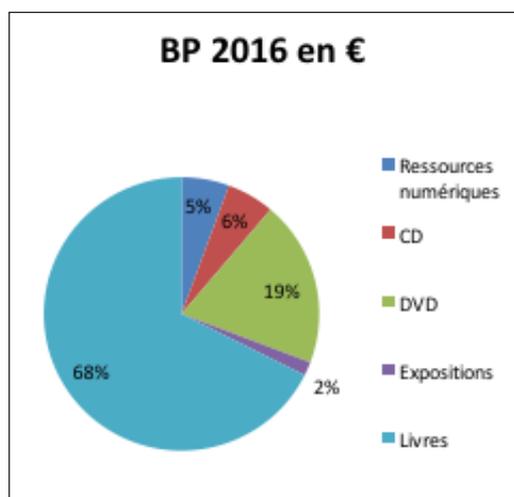
La BDP, c'est aussi :

- 18 personnes au service du réseau de la lecture publique de la Corrèze
- Un budget pour les acquisitions de documents de 201 346 € annuels qui ont permis d'acquérir 9 147 livres, 32 ebooks, 1 000 DVD, 684 CD, 53 jeux vidéos et 3 mallettes-exposition.

Les budgets d'acquisition par type de documents acquis en %



L'évolution des budgets d'acquisition 2014-2016 en €



# COHÉSION SOCIALE

## ➤ Service des Transports

### Le transport scolaire

La mission est d'assurer à l'ensemble des élèves corréziens un transport optimisé et sécurisé.

Les objectifs sont :

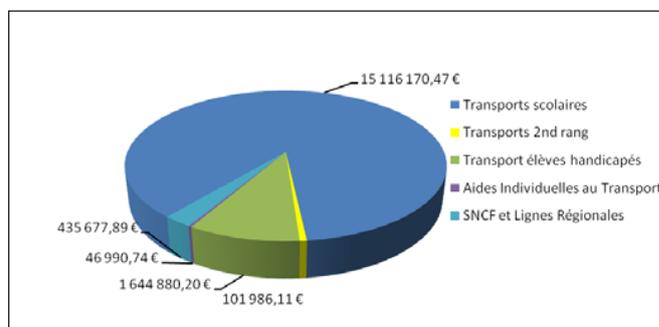
- d'optimiser le réseau, tout en maîtrisant la dépense
- de veiller à la sécurisation des points d'arrêts
- d'améliorer le temps de trajet des élèves



## ► Les finances & ressources humaines

8 agents œuvrent dans le domaine du transport corrézien.

Budget HT transports scolaires 2016



## ► Les actions & faits marquants 2016

- Gestion "fine" des lots avec le souci :
  - d'offrir un niveau de service élevé et de qualité à l'ensemble des élèves corréziens
  - de rechercher des pistes d'économie

### EN CHIFFRES

**14 513** enfants ont bénéficié d'une prise en charge du Département

# COHÉSION SOCIALE

## > Service des Transports

### Les Transports routiers de voyageurs

La mission consiste à mettre en place un dispositif répondant aux besoins de mobilité des citoyens et des territoires.

Les objectifs sont de :

- promouvoir et valoriser les transports collectifs adaptés aux territoires en prenant en compte les attentes des usagers ;
- favoriser l'intermodalité et privilégier les changements de pratique de déplacements

### ► Les actions

● Travail sur le réseau des Lignes Régulières (LR) et Lignes Scolaires Ouvertes (LSO).

● Tous transports confondus, l'activité principale pour 2016 : le transfert de la compétence Transport à la Région.

La loi NOTRe (Loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République) prévoit que le transfert de la compétence Transports à la Région doit s'opérer au 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour les services non urbains de voyageurs et au 1<sup>er</sup> septembre 2017 pour les services scolaires.

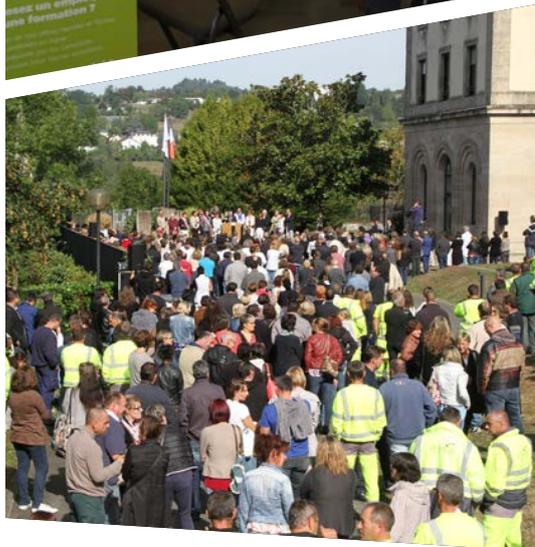
Le service des Transports a donc préparé ce transfert tout au long de l'année 2016, ceci en transversalité principalement avec la Direction des Finances du Département.

Ce travail a essentiellement porté sur :

- le recueil des données concernant le transfert
- la transmission de données à la Région (financières, techniques, ressources humaines, marchés publics...)
- la rédaction de conventions



# ADMINISTRATION



# ADMINISTRATION

## > Direction des Finances

La Direction des Finances participe à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie budgétaire et financière de la collectivité.

Elle est chargée de la programmation, de l'élaboration de la mise en œuvre et du suivi de la politique budgétaire et financière de la collectivité.

Elle est le garant de la fiabilité et de la sécurité des procédures budgétaires et comptables, de la préparation jusqu'à l'exécution.

Elle pilote la réalisation d'analyses financières et fiscales prospectives et propose des stratégies de pilotage.

Elle assure la gestion de la dette, des garanties d'emprunts, du suivi de la fiscalité et des ressources.

La Direction des Finances réalise des analyses et/ou des études financières.

Elle constitue une aide au pilotage interne et au contrôle externe des satellites.

Elle contribue à l'évaluation et à la conception des procédures.

Elle réalise des études conjoncturelles d'aide à la décision stratégique et d'analyse des coûts.

Elle assure la tarification des Établissements et Services Sociaux et Médico-sociaux (ESSMS) et fixe les dotations.

Elle effectue la veille juridique relative aux évolutions réglementaires et les met en application.

Elle veille à l'efficacité de la fonction « Finance ».

### ► Les actions & faits marquants 2016

- Application de la loi NOTRe : travaux et simulations menés dans le cadre de la préparation du transfert de la compétence "transports" avec la négociation du transfert via la CLERCT (Commission Locale d'Évaluation des Recettes et des Charges Transférées) ; arrêt des aides économiques ; réflexion sur les structures satellites
- L'établissement du projet de direction : synthèse des priorités de la direction fléchant les moyens dont dispose la direction pour y arriver.
- Association de la direction des finances à la cellule ingénierie financière dédiée au projet numérique 100% fibre.
- Loi ASV (loi d'Adaptation de la Société au Vieillessement) = réforme impactant la gestion de la tarification des ESSMS.
- Lancement des chantiers de dématérialisation (subventions et factures).
- Rédaction de règlements et de procédures pour une harmonisation des modes de fonctionnement au sein de la collectivité (règlement financier, procédure subventions aux associations...).



### EN CHIFFRES

Épargne brute : **40,3 M€**

Produit de l'emprunt : **25 M€**

Désendettement : **- 4,8 M€**

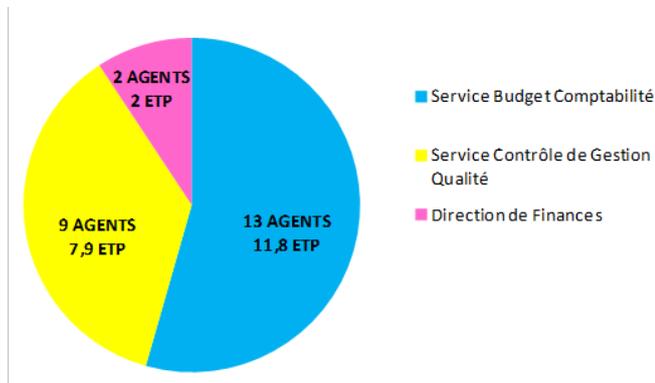
Encours de la dette : **355,5 M€**

Dépenses d'Équipement : **37,1 M€**

# ADMINISTRATION

## ► Les finances & ressources humaines

Nombre d'agents affectés  
à la Direction des Finances du CD19



Résultat 2016  
du Budget Principal du CD19

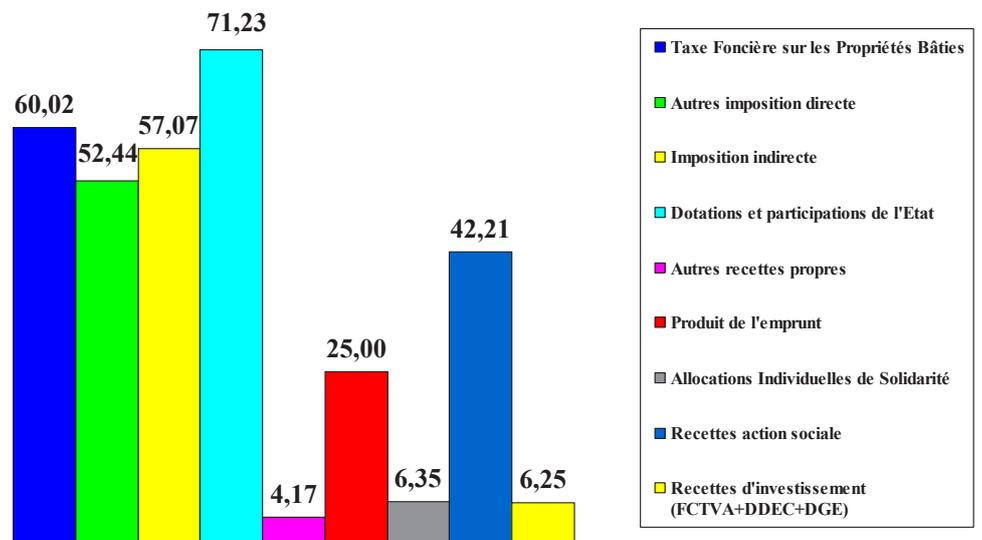
**Le résultat de clôture est le suivant :**

solde cumulé de fonctionnement	23 248 516 €
besoin de financement en investissement	4 139 228 €
résultat de fonctionnement à reporter	19 109 288 €

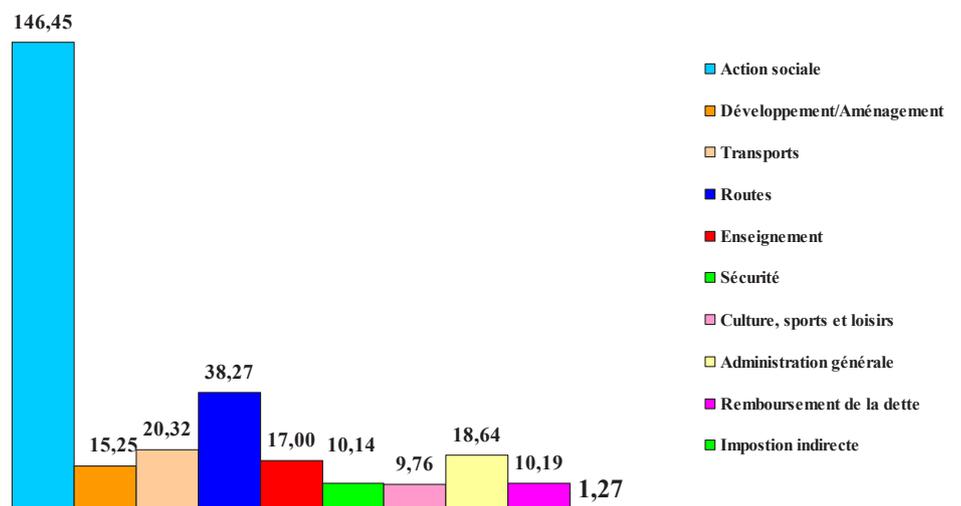
		BP 2016 (en €)	CA 2016 (en €)
Dépenses de fonctionnement	ordre	45 609 100,00 €	33 981 449,22 €
	réel	258 982 108,40 €	250 478 751,86 €
<b>S/Total D de Fonctionnement</b>		<b>304 591 208,40 €</b>	<b>284 460 201,08 €</b>
Dépenses d'investissement	ordre	7 450 000,00 €	5 558 379,23 €
	réel	81 072 503,24 €	66 827 299,87 €
<b>S/Total R d' Investissement</b>		<b>88 522 503,24 €</b>	<b>72 385 679,10 €</b>
<b>TOTAL DEPENSES</b>		<b>393 113 711,64 €</b>	<b>356 845 880,18 €</b>
Recettes de fonctionnement	ordre	7 450 000,00 €	5 289 009,32 €
	réel	297 141 208,40 €	291 122 828,73 €
<b>S/Total R de Fonctionnement</b>		<b>304 591 208,40 €</b>	<b>296 411 838,05 €</b>
Recettes d'investissement	ordre	45 609 100,00 €	34 250 819,13 €
	réel	42 913 403,24 €	43 663 226,69 €
<b>S/Total R d' Investissement</b>		<b>88 522 503,24 €</b>	<b>77 914 045,82 €</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>393 113 711,64 €</b>	<b>374 325 883,87 €</b>

[Hors emprunt revolving en investissement c/ 16449 = 30 659 000 € en dépenses et recettes réelles]

Les grandes masses de recettes en 2016  
en millions d'euros



Les grandes masses de dépenses en 2016  
en millions d'euros



# ADMINISTRATION

## > Direction des Finances / Service Budget Comptabilité

Le Service Budget Comptabilité a en charge la préparation, l'exécution et la réalisation budgétaire et comptable du budget principal et la supervision des 3 Budgets Annexes.

Il assure un suivi et une veille journalière en matière de qualité comptable via le contrôle des engagements et des mandatemments.

Le service Budget Comptabilité assure également le paramétrage fonctionnel du logiciel financier de la collectivité. Il mène également pour l'ensemble de la collectivité départementale les missions de gestion de la dette et de la trésorerie et veille au bon encaissement des recettes dont 84% sont gérés au sein du service.

A travers l'ensemble de ses missions, il assure une fonction d'appui de conseil auprès de l'ensemble des référents financiers et gestionnaires de la collectivité.

### ► Les actions & faits marquants 2016

- Rédaction d'un règlement budgétaire et financier
- Mise en place d'un règlement des garanties d'emprunt
- Mise en ligne des subventions aux associations
- Rédaction d'une procédure interne pour les subventions aux associations
- Vote du Compte Administratif lors de la même séance que celle du Budget Primitif
- Une seule Décision Modificative dans l'année courant novembre
- Animation du réseau des référents financiers
- Prêts à taux zéro auprès de la Caisse des Dépôts pour un montant de 3,8 M€
- Centralisation des déclarations de TVA pour le budget principal
- Réduction de l'ouverture des crédits de trésorerie (12 M€ au lieu de 22 M€)
- Aide/conseil en matière de dette à plusieurs collectivités.

Logiciel financier  
Grand Angle

Profils	Utilisateurs au 31/12/2016
Référents financiers	42
Exécution budgétaire	151
Module I-dossier	65
Module Marchés	74
Consultation	252



### EN CHIFFRES

Nombre de liquidations 2016 = **74 857**

Nombre de jours de formations dispensés sur le logiciel financier = **35,5** jours pour **60** agents du CD19

Nombre de tiers créés = **1 739**

Création de **99** natures analytiques

Création de liens nature analytique/nature comptable = **320**

*Le Compte Administratif, pour lequel j'interviens dans le pilotage du résultat avant de participer à la réalisation du rapport de présentation pour la séance plénière, consolide en quelque sorte l'efficience demandée à l'ensemble de la collectivité départementale. Le pilotage du résultat, qui est une tâche partagée, positionne le service comme acteur à part entière des efforts de gestion, en devenant garant de l'équilibre du Budget Primitif voté à la même réunion de l'Assemblée, budget néanmoins soumis en premier lieu aux aléas des Lois de Finance successives.*

*La gestion active de la dette et de la trésorerie que je supervise a un double objectif : d'une part, optimiser les charges financières qui ont une incidence sur la chaîne de l'épargne et, d'autre part, guider le programme de désendettement du Département.*

*Depuis 2016, le service Budget - Comptabilité peut être amené occasionnellement à avoir un regard financier sur d'autres collectivités via, par exemple, des remontées de questionnement par l'intermédiaire des Chefs de projet Territoire (renégociation d'emprunts, choix de taux sur des prêts multi-périodes...).*

**Dominique MALEYRE,**  
Adjoint au Chef du Service Budget-Comptabilité

# ADMINISTRATION

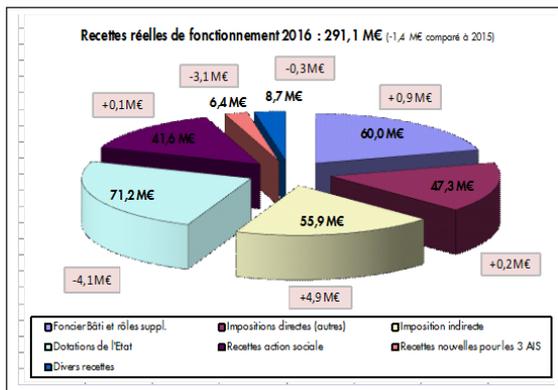
## > Direction des Finances / Service Budget Comptabilité

### ► Les finances & ressources humaines

13 agents soit 11,8 Équivalents Temps Plein sont les garants du respect des règles budgétaires et comptables

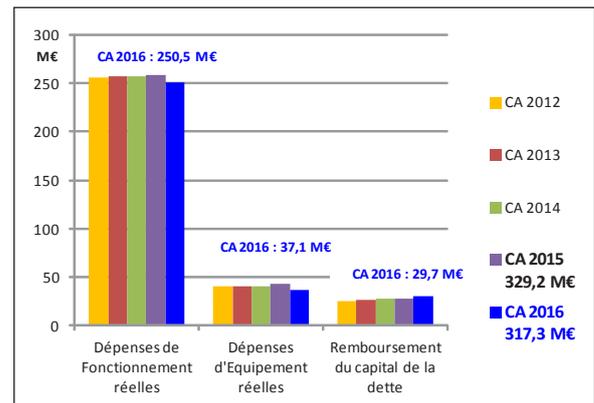
#### Comparaison 2016/2015 des recettes réelles de fonctionnement

84% de ces recettes sont gérées directement par le service Budget-Comptabilité



#### Dépenses sur les 5 derniers exercices

Zoom sur les dépenses (fonctionnement et investissement)



#### Nombre de Rejets

REJETS PAIERE 2016	Mandats	Titres	TOTAL REJETS
Total Budget Principal	28	8	36
Total Budgets Annexes	45	2	47
<b>Total</b>	<b>73</b>	<b>10</b>	<b>83</b>

#### La chaîne comptable dématérialisée

##### Nombre d'engagements

DPT	CDE	PRD	LDA	TOTAL 2016
9 960	782	6 186	1 056	17 984

Respects des règles comptables

#### Intérêts Moratoires

DPT CORREZE BUDGET PRINCIPAL	656,69 €
CENTRE DPTAL DE L'ENFANCE	0,00
LABORATOIRE DEPTAL ANALYSES	0,00
PARC ROUTIER DEPARTEMENTAL	0,00
<b>TOTAL 2016</b>	<b>656,69 €</b>

#### Nombre de mandats et titres validés

BUDGET PRINCIPAL	MANDATS	27 947
	TITRES	25 767
<b>TOTAL</b>		<b>53 714</b>
PARC ROUTIER DEPARTEMENTAL	MANDATS	5 848
	TITRES	1 712
<b>TOTAL</b>		<b>7 560</b>
LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES	MANDATS	1 845
	TITRES	10 066
<b>TOTAL</b>		<b>11 911</b>
CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE	MANDATS	1 607
	TITRES	65
<b>TOTAL</b>		<b>1 672</b>
TOTAL GENERAL	MANDATS	37 247
	TITRES	37 610
<b>TOTAL 2016</b>		<b>74 857</b>

#### Observations Paierie

MANDATS / TITRES	2015	2016
<b>DIRECTIONS FONCTIONNELLES</b>	<b>19</b>	<b>6</b>
<b>POLE COHESION SOCIALE</b>	<b>51</b>	<b>8</b>
Dont CDE (budget annexe)	2	0
<b>POLE COHESION TERRITORIALE</b>	<b>56</b>	<b>18</b>
Dont PRD (budget annexe)	11	2
Dont LDA (budget annexe)	4	1
<b>TOTAL</b>	<b>126</b>	<b>32</b>

#### Nombre de bordereaux signés

Entité	Nombre de bordereaux visés dans l-parapheur				
	DPT	LDA	CDE	PRD	TOTAL
TOTAL 2016	6661	449	310	482	7902

# ADMINISTRATION

## > Direction des Finances / Service Contrôle de Gestion Qualité

Le Service Contrôle de Gestion Qualité, est composé de 9 agents (soit 7,9 ETP) structurés en 2 équipes :

- l'équipe "tarification des ESSMS (Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux)" composée de 3 chargés tarification et d'un chargé de contractualisation en charge de la tarification et de la fixation de dotations, du suivi et de l'analyse budgétaire, comptable et financière des établissements et services sociaux et médico-sociaux (personnes âgées, handicap et enfance), des dialogues de gestion avec les établissements, de la contractualisation (mise en place de nouveaux CPOM), de la veille juridique relative aux évolutions réglementaires en matière tarifaire ainsi que des autorisations.

- l'équipe "Missions, audits" composée d'un conseiller en organisation, d'un contrôleur de gestion et d'un coordinateur budgétaire et comptable à mi-temps, chargés de mener différentes missions organisationnelles ou d'études de coûts, en transversal, sur demande de la direction générale ou des directions. Ses interventions prennent la forme d'études, d'analyses, d'accompagnement et de préconisations/aide à la décision mais également d'aide au pilotage.

### ► Les actions & faits marquants 2016

- Une réglementation sur le champ médico-social en forte évolution sur le plan budgétaire et financier ainsi que sur le plan juridique avec la généralisation des CPOM (Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens) et des EPRD (États de Prévisions des Recettes et des Dépenses) qui demandent un travail important en termes d'analyse et d'anticipation.
- Mise en place et suivi d'indicateurs pour les ESSMS.
- Des missions qui concernent l'ensemble des directions nécessitant un travail collaboratif et transversal.
- Lancement de la mission relative à la mise en place du référentiel de coûts Routes et développement de la notion d'accompagnement.

*Depuis 18 mois, j'ai eu l'occasion de travailler avec des collègues des services routes, habitat, éducation jeunesse, RH mais aussi plus récemment actions sociales, autonomie... Des missions transverses diverses et variées nous invitent à partager des problématiques, travailler des solutions et des actions d'optimisation pour améliorer la qualité de nos organisations et surtout celle du service public rendu par notre collectivité.*

*Chaque jour, j'espère être une ressource support ponctuelle mais complémentaire, utile, sur laquelle peuvent s'appuyer les services en termes d'apport de méthodes, de réflexions communes sur nos modes opératoires, nos suivis..., c'est comme cela que j'appréhende le rôle qui m'est confié au sein du service contrôle de gestion qualité.*

**Catherine BROUSSOUX,**  
Conseiller en organisation



### EN CHIFFRES

Nombre de liquidations 2016 = **74 857**

Nombre de jours de formations dispensés sur le logiciel financier = **35,5** jours pour **60** agents du CD19

Nombre de tiers créés = **1 739**

Création de **99** natures analytiques

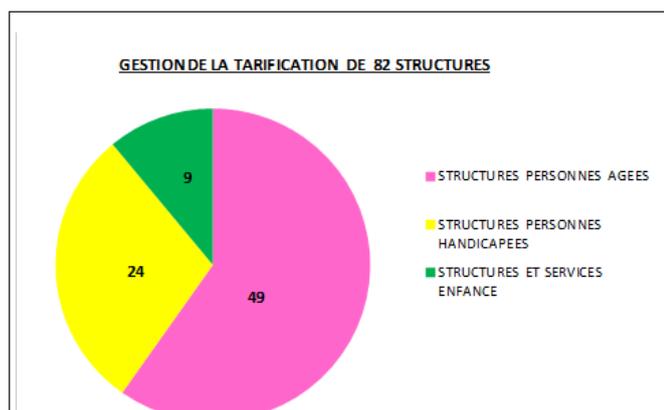
Création de liens nature analytique/nature comptable = **320**

# ADMINISTRATION

## > Direction des Finances / Service Contrôle de Gestion Qualité

### ► Les finances & ressources humaines

#### TARIFICATION DE 82 STRUCTURES



#### Prix de Journée Moyen en établissements

##### Prix de journée moyen en établissements pour personnes handicapées

	prix de journée 2016 moyen
FO - internat	183,33 €
FO - accueil de jour	93,63 €
FAM	178,63 €
FH	116,76 €
SARH - internat	154,20 €
SAVS	580,62 €
SAMSAH	552,93 €

##### Prix de journée moyen en établissements enfance

	prix de journée 2016 moyen
Suivis à domicile	36,63 €
Suivis en famille	135,30 €
Suivis en collectif	137,27 €

##### Prix de journée moyen en établissements pour personnes âgées (EHPAD)

E.H.P.A.D.	Année 2016					Tarif à la charge du résident
	Tarif hébergement	Tarif Dépendance			Moins de 60 ans	
MOYENNE	55,45 €	GIR 1-2 20,67 €	GIR 3-4 13,13 €	GIR 5-6 5,51 €	16,30 €	60,96

# ADMINISTRATION

## > Direction des Ressources Humaines

La Direction des Ressources Humaines, en étroite collaboration avec la Direction Générale des Services est chargée de proposer, élaborer, et mettre en œuvre les orientations stratégiques de la collectivité en matière de ressources humaines.

Dans ce cadre :

- elle apporte des conseils aux élus et à la direction générale en matière d'organisation et de gestion des ressources humaines ;
- elle assure une expertise en matière de gestion administrative et statutaire des agents, d'organisation du travail, d'emploi et de formation ;
- elle garantit la gestion des emplois, des effectifs et des compétences, tout en assurant la maîtrise de la masse salariale ;
- elle contribue au dialogue social en préparant les négociations avec les partenaires sociaux ;
- elle assure la gestion de la prévention en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail.

## ► Les actions & faits marquants 2016

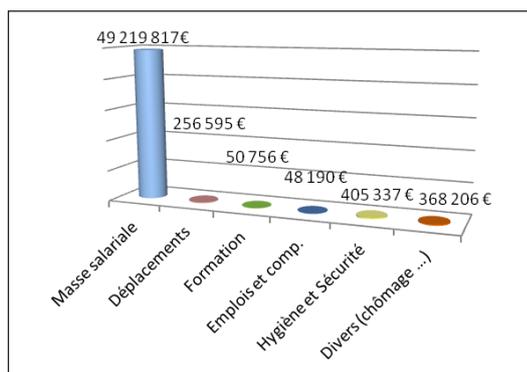
- Diagnostic et plan d'actions pour la prévention de l'absentéisme (mise en place d'une politique de contrôle, accompagnement du retour des agents en CLM/CLD...)
- Étude sur le temps de travail des agents de la Collectivité.
- Nombreuses évolutions réglementaires : PPCR (Parcours professionnels, carrières et rémunérations), entretien professionnel, rapport sur l'égalité professionnelle femmes / hommes...
- Mise en place de la mutualisation des compétences.
- Lancement de groupes de travail sur :
  - le RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) : diagnostic de l'existant en matière de régime indemnitaire, présentation de la nouvelle réglementation,
  - la cartographie des métiers : identification des différents métiers existants au sein de la Collectivité et mise en adéquation des fiches métiers avec les missions exercées par les agents.

*Au-delà des missions courantes de la cellule pilotage, à savoir la gestion budgétaire, le pilotage de projets transversaux, le déploiement et l'analyse d'indicateurs et l'optimisation des procédures, l'étude de la cartographie des métiers a été un dossier particulièrement enrichissant cette année. En effet, ma participation aux groupes de travail relatifs à l'élaboration des fiches métiers, projet piloté par le service emplois et compétences, m'a permis d'aller à la rencontre de nos collègues et de découvrir l'ensemble des missions qu'ils exercent. Ce travail très dense et passionnant m'a amenée à porter un regard nouveau sur les compétences de la Collectivité et à mieux comprendre son fonctionnement et les articulations interservices.*

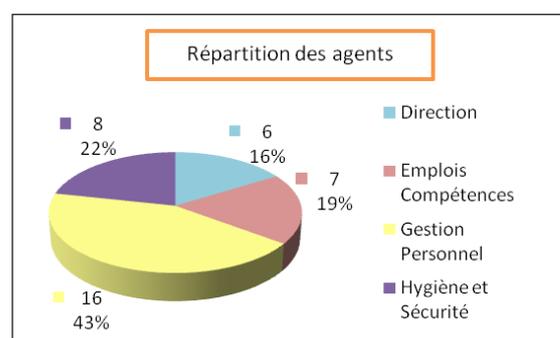
Gaëlle BENAZECH,  
Cellule pilotage

## ► Les finances & ressources humaines

Budget 2016 réalisé en dépenses : 50 348 905,32 €



Répartition de l'effectif au 31/12/2016 :  
37 agents et 35,90 ETP



# ADMINISTRATION

## > Direction des Ressources Humaines / Service Emploi et Compétences

Le Service Emploi et Compétences met en œuvre la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences. A ce titre, il est chargé du recrutement, de la mobilité interne, des formations et des entretiens professionnels des agents au sein de la collectivité.

Il est également l'interlocuteur en matière de stages, d'emplois saisonniers, et d'apprentissage.

Il est garant du tableau des emplois et du respect des procédures en matière de recrutement.

### ► Les actions & faits marquants 2016

#### ● Mise en œuvre de l'entretien professionnel

Des groupes de travail ont permis de confirmer le contenu de la grille d'entretien professionnel et de proposer pour en faciliter l'usage :

- un guide méthodologique évaluateurs
- une plaquette d'information des agents

Une formation de l'ensemble des cadres a été organisée (132 agents cadres évaluateurs formés).

#### ● Mise en place de la mutualisation

Dans le cadre de l'organisation du travail et d'une juste répartition des tâches et des effectifs, une nouvelle modalité d'intervention a été mise en œuvre : la mutualisation des agents afin d'apporter la souplesse requise. Ainsi, un agent peut désormais, pour une période fixée et sur des missions clairement identifiées dans le cadre d'une lettre de mission, venir en renfort d'un service connaissant des difficultés ponctuelles ou un surcroît d'activité.

#### ● Développement de l'apprentissage

Objectif : recruter six apprentis sur l'année scolaire 2016-2017.

Six autres suivront pour l'année scolaire 2017-2018.

Il s'agit d'offrir à des jeunes la possibilité de se former et de tendre vers une qualification en bénéficiant d'une formation alternée dans l'emploi.

*Je suis notamment chargé de veiller au suivi des formations sécurité pour l'ensemble des agents, au respect des habilitations sur les postes techniques. J'ai également en charge le réseau des formateurs internes (incendie, conduite d'engin, travaux en hauteur...).*

*Dans le cadre du développement du dispositif apprentissage porté par la collectivité et de la préparation de mon départ en retraite en novembre 2017, il a été décidé que j'accompagnerais un apprenti issu d'une formation Hygiène Sécurité Environnement.*

*J'ai donc pu participer au choix du candidat et j'ai été désigné comme maître d'apprentissage de Thomas MEYSSIGNAC depuis septembre 2016.*

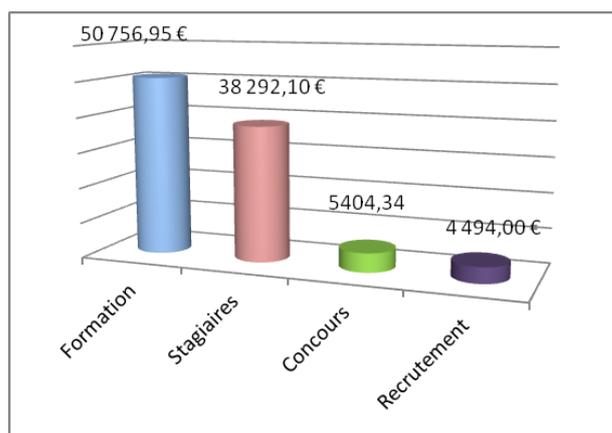
*Je l'accompagne dans son cursus de formation, ce qui m'amène à rencontrer régulièrement ses enseignants. Je participe à son immersion au sein des services et à son évaluation pour le conduire à l'obtention de la licence professionnelle et lui permettre peut-être de me succéder au terme de son apprentissage.*

**Daniel CHAUZEIX,**

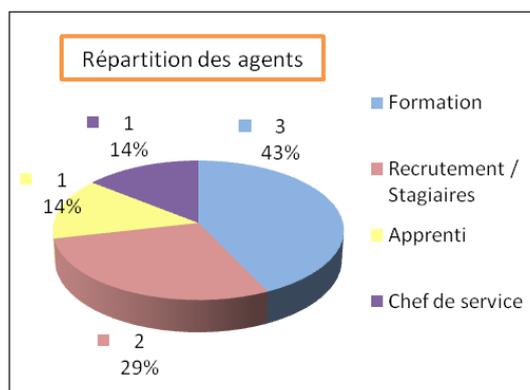
Gestionnaire de dossiers RH - Formation

### ► Les finances & ressources humaines

Budget 2016 réalisé en dépenses : 98 947,39 €



Répartition de l'effectif au 31/12/2016 :  
6 agents + 1 apprenti



### EN CHIFFRES

Formation : **3 739** jours réalisés dont **2 919** au titre de formations de perfectionnement, **434** au titre de préparations aux concours et examens

Recrutement : plus de **800** demandes d'emploi, essentiellement des candidatures spontanées (**745** dont **114** demandes d'emploi saisonniers)

**95** recrutements concrétisés, dont **60** mobilités internes, **30** recrutements directs et **5** mutations

Stagiaires : **224** demandes de stages

Mutualisation : **5** agents - **64** jours

Apprentissage : **5** en place au 31/12/2016

# ADMINISTRATION

## > Direction des Ressources Humaines / Service Gestion du Personnel

Le Service Gestion du Personnel est aujourd'hui organisé en 4 cellules :

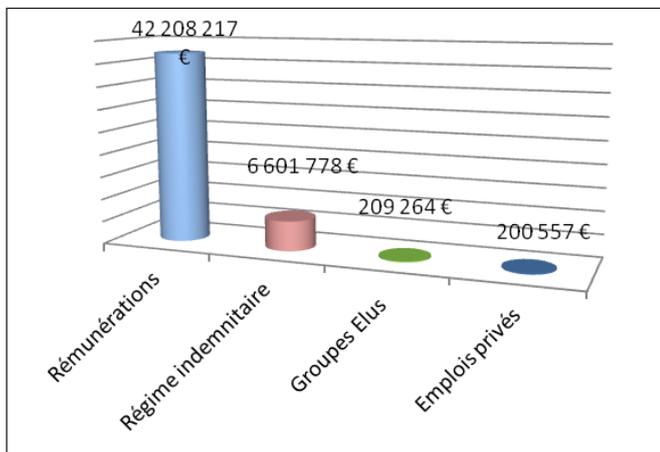
- **Gestion carrières** : prise en charge de l'ensemble des questions administratives liées à la gestion du personnel, de la mise en œuvre du recrutement à l'indemnisation chômage.
- **Gestion paye** : gestion des rémunérations des agents et des indemnités des conseillers départementaux : calcul des payes, déclarations sociales...
- **Gestion des temps de travail** : prise en charge de l'ensemble des activités liées au temps de travail, congés statutaires, autorisations d'absence, à l'indisponibilité physique hors accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi qu'au suivi des décharges syndicales.
- **Retraite** : accompagnement et information des agents proches de la retraite, dans le cadre de la préparation de leur fin d'activité professionnelle.

### ► Les actions & faits marquants 2016

- Application des dispositions relatives au protocole PPCR : transfert primes/points, cadence unique d'avancement d'échelon, reclassement toutes catégories
- Organisation et préparation des Commissions Administratives Paritaires : 2 CAP en 2016
- État des lieux sur l'absentéisme, le temps de travail et le temps d'absence dans la collectivité

### ► Les finances & ressources humaines

Budget 2016 réalisé en dépenses : 49 219 817,60 €

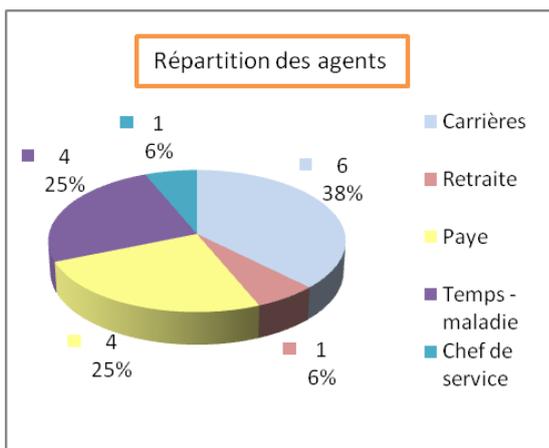


#### EN CHIFFRES

**1 240** actes administratifs relatifs au reclassement

**118** promotions et avancements de grade

Répartition de l'effectif au 31/12/2016 : 16 agents



*Une année dense et particulièrement enrichissante liée notamment à la parution de nombreuses évolutions réglementaires et aux études conduites. Travail réalisé avec l'appui d'une équipe soudée, réactive et dynamique.*

**Pascale MERMET,**  
Chef de service

# ADMINISTRATION

## > Direction des Ressources Humaines / Cellule Hygiène et Sécurité

La Cellule Hygiène et Sécurité a en charge :

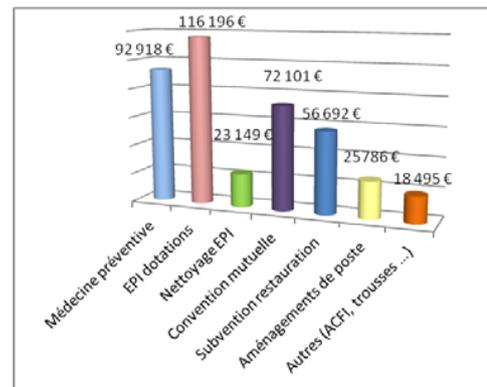
- Commande des titres de transport pour les déplacements professionnels élus et agents
- Gestion des frais de déplacement des agents et élus, remboursement des frais d'abonnement transport, gestion de la participation employeur pour les mutuelles, paiement de la subvention employeur auprès du titulaire du marché de la restauration collective (marché public), gestion des conventions avec les autres restaurants et tickets d'accès
- Gestion des visites médicales (marché public), des produits pharmaceutiques, la vaccination
- Gestion des contrats de télétravail,
- Gestion des dossiers de la commission de réforme, des aménagements de postes, dossiers FIPHFP, déclaration annuelle pour l'obligation d'emploi
- Commande des équipements de protection individuelle, vêtements de travail, chaussures de sécurité (marchés publics), nettoyage des vêtements (marché public)
- Traitement des dossiers d'accidents du travail, maladies professionnelles, les fiches incidents
- Actions de prévention - Analyse des risques professionnels (document unique)
- Analyse des accidents
- Comité d'hygiène et de sécurité
- Accompagnement et suivi social des agents de la Collectivité.

### ► Les actions & faits marquants 2016

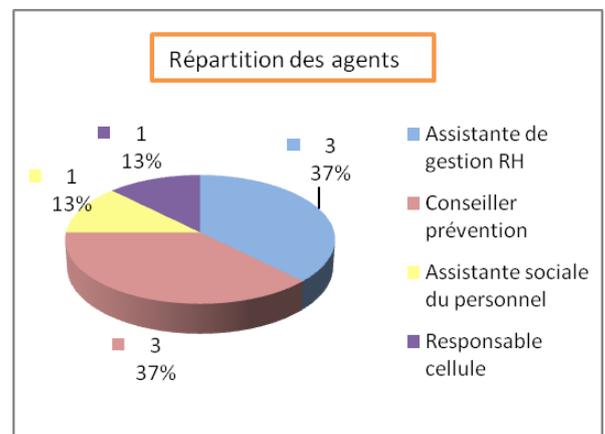
- Actions de sensibilisation aux risques psychosociaux pour les encadrants
- 55 visites "document unique"
- 64 dossiers d'aménagements de postes
- Inventaire des produits chimiques - élimination des produits périmés et inutilisés et mise en ligne des fiches de données sécurité
- Diffusion du flyer "Handicap" - de l'affiche "Charte qualité de l'accueil" et "Prévention des phénomènes d'agression au travail"
- Conventionnement sur la mission d'inspection en matière d'hygiène et de sécurité avec le CDG

### ► Les finances & ressources humaines

Budget 2016 réalisé en dépenses : 405 337, 84 €



Répartition de l'effectif au 31/12/2016 : 8 agents



Des actions ont été conduites avec les membres du CHSCT en faveur de l'intégration et de l'insertion des personnes reconnues "travailleur handicapé", pour leur assurer une meilleure information, un accompagnement et sensibiliser leurs collègues sur les problématiques rencontrées. Un flyer d'information handicap : "Ça Handi long - Coupons court aux idées reçues" a été élaboré et diffusé sur Tarentin.

De même, 2 fiches action "Prévention handicap" ont été proposées et validées en CHSCT : "Parcours maintien dans l'emploi agent apte avec réserves", "Préparer le retour à l'emploi". Ces fiches à usage interne structurent notamment les conditions d'intervention des différents acteurs impliqués autour de l'agent concerné. Un travail partenarial et transverse particulièrement enrichissant sur les plans humain et technique.

**Béatrice PEREIRA**

Technicien sécurité, conseiller en prévention, référent RPS et handicap



**EN CHIFFRES**

**723** visites médicales périodiques

**61** dossiers accidents du travail / **99** jours d'arrêt

**22** télétravailleurs

# ADMINISTRATION

## > Direction des Affaires Générales et des Assemblées

La 1<sup>ère</sup> mission de la Direction des Affaires Générales et des Assemblées est de mettre à disposition des élus les documents juridiquement sécurisés et harmonisés nécessaires aux tenues des séances plénières du Conseil Départemental et des réunions de la Commission Permanente.

La Direction est également responsable de l'arrivée et du départ du courrier, et de l'organisation du Service Intérieur, service chargé entre autres d'une partie de la logistique (garage, gestion des salles...) et de l'accueil à Marbot.

Entre également dans les compétences de la Direction, la gestion administrative du Domaine de Sédières et des 6 Maisons du Département et des Services Au Public.

La Cellule Documentation relève également de la Direction des Affaires Générales et des Assemblées.

## ► Les actions & faits marquants 2016

● **L'organisation des Assemblées** est la mission initiale de la Direction avec :

- la préparation et l'intégration de tous les rapports, les délibérations/décisions et les débats votés en Conseil Départemental/Commission Permanente dans les outils de gestion de la Collectivité (Gédélibération, i-gda, Intranet, Internet, K-Box...);
- la dématérialisation (convocations, dossiers CD/CP, diaporamas, notes de synthèse...), la reprographie et le suivi de ces documents (contrôle de légalité, Archives Départementales et Nationales, Elus, services...);
- les Commissions préliminaires se réunissant avant chaque séance plénière :
  - la Commission de la Cohésion Sociale
  - la Commission de la Cohésion Territoriale
  - la Commission des Affaires Générales ;
- la préparation et l'édition des débats des séances CD du Recueil des Actes Administratifs du Département (RAAD) comprenant les rapports, délibérations/décisions et les arrêtés à caractère réglementaire.



*Mes missions consistent à centraliser, harmoniser, préparer et intégrer les rapports, délibérations/décisions des services de la Collectivité et les débats des séances plénières du Conseil Départemental dans les outils de gestion de l'Institution Départementale, ainsi que la dématérialisation, la reprographie et le suivi de tous les documents. J'ai également en charge la gestion de l'application "représentation des élus au sein des organismes extérieurs" et son suivi.*

*Le travail est passionnant car il me permet de collaborer avec les différents acteurs de la Collectivité (Direction Générale, élus et collègues) dans tous les domaines qui ont trait au Conseil Départemental.*

**Isabelle BORDAS,**  
Assistante de direction

## EN CHIFFRES

- 8** réunions de la Commission Permanente
- 4** séances plénières du CD
- 442** rapports, autant de délibérations/ décisions et **276** annexes
- 96** dossiers de travail CP et autant en CD
- 1 160** documents (rapports, délibérations, décisions, contrats, conventions...) transmis par procédure dématérialisée au contrôle de légalité
- 4** comptes-rendus intégraux de séances plénières
- 16** RAAD transférés sur le site Internet et **56** envoyés à la Préfecture, la Bibliothèque Nationale de France, les Archives Dptales et les services du CD

# ADMINISTRATION

## > Direction des Affaires Générales et des Assemblées

● **La Cellule Courrier** gère le courrier de la Collectivité ; assure le traitement des courriers "départ", l'affranchissement, et veille au bon fonctionnement des directions sur le logiciel Post-Office (enregistrement du courrier) permettant d'harmoniser les pratiques de toutes les directions et de sécuriser l'enregistrement de tous les courriers reçus.



- **La Cellule Documentation** : 3 agents
  - Fonds documentaire mis à la disposition des agents de la Collectivité : un fonds "documentation générale" et un fonds "presse".
  - Diffusion de l'information par différents types :
    - Le bulletin signalétique
    - Le panorama de presse numérique
    - Les différents catalogues
    - La circulation des revues
    - La diffusion des sommaires par messagerie
    - Le dossier documentaire
    - Le prêt documentaire
    - Le relais BDP (Bibliothèque Départementale de Prêt).

### EN CHIFFRES

**140 900** courriers et **5 602** recommandés reçus  
**793** documents chronopost/coliposte et  
**660** fax réceptionnés  
**831** sacoches des sites extérieurs reçues/remises

**222 784** lettres affranchies  
**40** documents chronopost/coliposte expédiés  
**872** sacoches des sites extérieurs envoyées

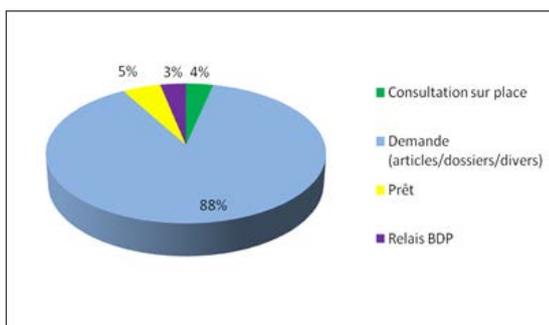
### EN CHIFFRES

**45 000 €** crédits ressources documentaires  
**1 790** documents du bulletin signalétique présentés au lecteur

Panorama de presse numérique :  
**266** destinataires / jour  
**7 452** nouveaux articles en 2016  
**11** nouveaux ouvrages catalogués en 2016  
**972** articles numérisés et  
**47** dossiers documentaires thématiques transmis par messagerie aux agents  
**94** ouvrages et périodiques empruntés par les agents

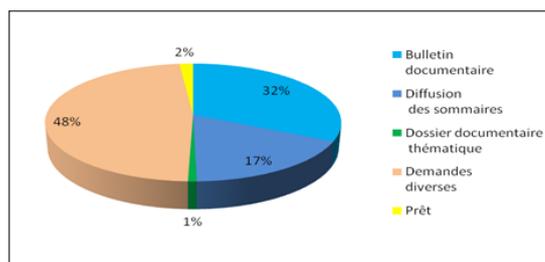
Bilan des consultations

Consultation sur place	Demande (articles/dossiers/divers)	Demande (articles/dossiers/divers)	Relais BDP
66	1 644	93	62



Bilan des documents transmis aux agents

Bulletin documentaire	Diffusion des sommaires	Dossier documentaire thématique	Demande diverses	Prêt
1 784	972	47	2 654	94



# ADMINISTRATION

## > Direction des Affaires Générales et des Assemblées

### ► Le Domaine de Sédières

En 2016, le Domaine de Sédières a connu une saison estivale particulièrement bien fréquentée grâce à une météorologie favorable et surtout à des animations et une exposition de très grande qualité.

Les apéros concerts, imaginés par l'équipe du Château, ont été réalisés en totale autonomie.

Sédières 2016 c'est l'accueil restauration, les visites du Château, mais aussi, en complément de la programmation culturelle relevant de la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, une série d'activités au bénéfice des associations sportives et culturelles telles que les Foulées Gourmandes, Raid Bike, journées course d'orientation, Résidence d'artistes, visites scolaires, chasse au trésor...

Les 3 agents pendant la période estivale et une vingtaine de saisonniers ont fait vivre et rayonner le Domaine de Sédières au profit des Corrèziens et des touristes.

### ► Les Maisons Du Département et des Services au Public (MDDSAP)

Les missions assurées par les agents d'accueil des MDDSAP de Beaulieu, Beynat, Eygurande, Mercœur, Saint-Privat et Sornac, et auprès des usagers sont les suivantes :

- un primo accueil : accueil, information et orientation de 1<sup>er</sup> niveau
- un accompagnement des usagers dans l'utilisation des services en ligne du Conseil Départemental et des partenaires
- une facilitation administrative en délivrant une aide à la constitution des dossiers
- une facilitation de la mise en relation entre les usagers et les partenaires (aide à la prise de rendez-vous téléphonique ou physique avec un conseiller partenaire)
- un lien avec le référent des partenaires lorsque que la situation est complexe
- une organisation des plannings d'occupation des bureaux et salles de réunions mis à disposition des différents organismes partenaires,
- une mise à disposition du public de la documentation relative à l'offre de service du Département et des partenaires.

### EN CHIFFRES

**3** agents sur le site en période estivale et une vingtaine de saisonniers

**7 346** personnes ont visité l'exposition "les couleurs du verre" et **1 559** entrées gratuites



### EN CHIFFRES

Près de **23 000** personnes accueillies

**1 300** associations ont bénéficié des salles de réunion (plus de **3 000** participants)

**20 000** demandes d'usagers traités et résolues et plus de **30** partenaires différents

**35** partenaires effectuent des permanences dans les locaux MDDSAP en plus des nombreuses permanences effectuées par les services du Département

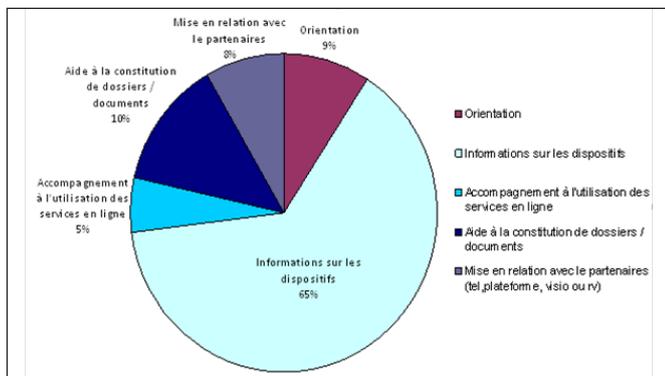
**1 730** demandes d'usagers traitées et résolues sur les dispositifs des partenaires nationaux

**2 500** personnes ont utilisé les espaces numériques

# ADMINISTRATION

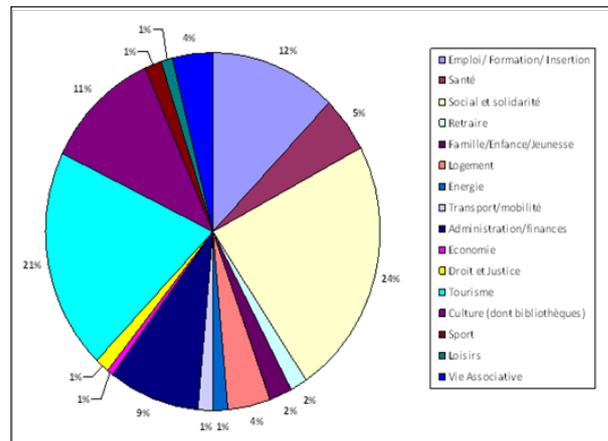
## > Direction des Affaires Générales et des Assemblées

### Demandes résolues par les agents d'accueil



A noter que même si le pourcentage d'accompagnement des usagers dans les services en ligne semble faible (5 %), il connaît une croissance spectaculaire par rapport à 2015.

### Répartition des demandes des usagers par thématique



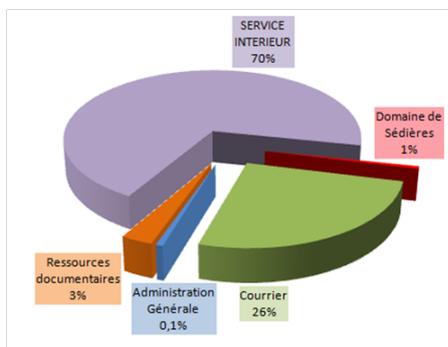
Chaque Maison Du Département et des Services Au Public dispose :

- d'un agent d'accueil dédié et formé sur les dispositifs du Conseil Départemental et des partenaires afin d'apporter une réponse adaptée aux demandes des usagers,
- de bâtiments accessibles PMR et d'équipements adaptés mis à disposition du public et des partenaires (espace multimédia, salle de réunion, bureaux de permanence, photocopieur, fax, scanner).

## ► Les finances & ressources humaines

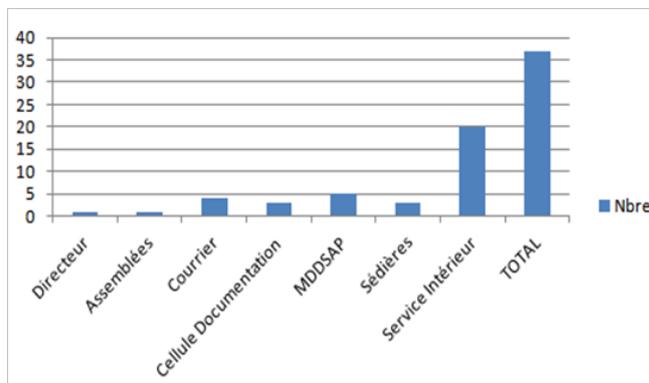
### REPARTITION FINANCIERE DE LA DIRECTION

Dépenses : 1 051 160 €



Recettes : 9 000 €

### MOYENS HUMAINS AU 31/12/2016 : 36 AGENTS



# ADMINISTRATION

## > Direction des Affaires Générales et des Assemblées / Service Intérieur

Le Service Intérieur est un service fonctionnel à la disposition de l'ensemble des services de la collectivité. Il assure une offre de services quotidienne très diversifiée avec une qualité du service au profit des utilisateurs et usagers. La polyvalence des agents du Service Intérieur permet la réalisation de missions spécifiques pour répondre aux besoins de fonctionnement de la collectivité départementale.

La gestion de la flotte automobile des véhicules légers, mise à disposition des services, représente une activité soutenue pour parvenir à une optimisation de leur utilisation. Le marché des fournitures administratives se décline en 4 lots nécessitant une gestion rigoureuse et une anticipation, pour répondre à l'attente quotidienne des services. Les petites interventions de manutentions, au bénéfice des services sur l'ensemble des sites, imposent une organisation minutieuse qui nécessite une réactivité et des compétences diversifiées. L'accueil du public sur les différents bâtiments de l'Hôtel du département oblige les agents d'accueil à disposer de compétences transversales nécessaires pour une qualité de services aux usagers, services et élus.

### ► Les actions & faits marquants 2016

Ses principales missions sont d'assurer :

- l'accueil téléphonique
- l'accueil des usagers sur l'Hôtel du Département "Marbot"
- la gestion des salles de réunions
- l'aménagement des salles mises à disposition
- les déplacements du Président et des élus
- l'organisation et la logistique des événements, manifestations cérémonies, vœux,...
- la réalisation des petites interventions d'entretien ou manutentions sur l'ensemble des sites du département
- le travail de reprographie pour l'ensemble des services
- la gestion de la flotte Automobile
- la gestion centralisée des fournitures administratives
- l'exécution du marché de gardiennage du site
- l'exécution du marché de nettoyage du site
- une veille et une action en matière de sécurité et incendie.

En 2016, il est à noter une nouvelle organisation de :

- la gestion des salles mises à disposition des services et partenaires extérieurs,
- la programmation des missions quotidiennes avec une évolution du logiciel planitech
- la gestion des fournitures administratives.

En outre, un travail a été conduit pour améliorer l'accueil et l'information du public au Conseil Départemental.

Pour ce faire, un répertoire des services détaillé et actualisé très régulièrement est mis à disposition des agents d'accueil qui renseignent 60 000 usagers.



### EN CHIFFRES

- 49 000** appels traités
- 9 000** personnes accueillies
- 2 330** réservations de salles de réunions
- 1 980** interventions auprès des services
- 2 000 000** kilomètres parcourus
- 210** interventions liées aux cérémonies et manifestations
- 1 440 000** copies réalisées en 2016

# ADMINISTRATION

## > Direction des Affaires Générales et des Assemblées / Service Intérieur

### ► Les finances & ressources humaines

Le budget relatif aux dépenses de l'activité du service intérieur en 2016 s'élève à 735 303 €.

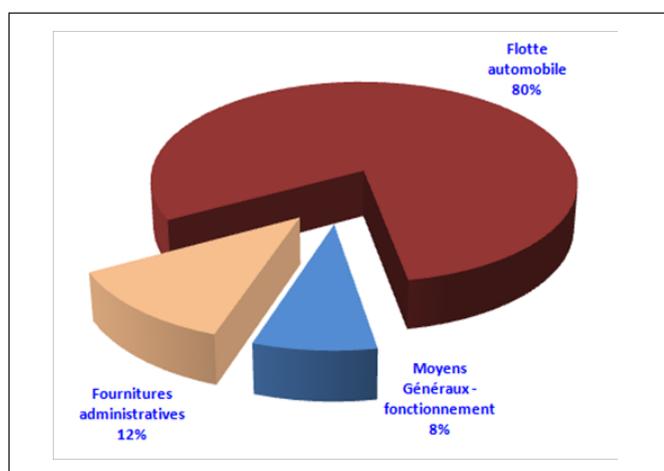
La multiplicité des bons de commandes et le traitement des factures parvenues au service, ont généré 684 mandatements.

Les moyens humains dédiés à l'activité du service représentent 20 postes répartis sur 4 cellules.

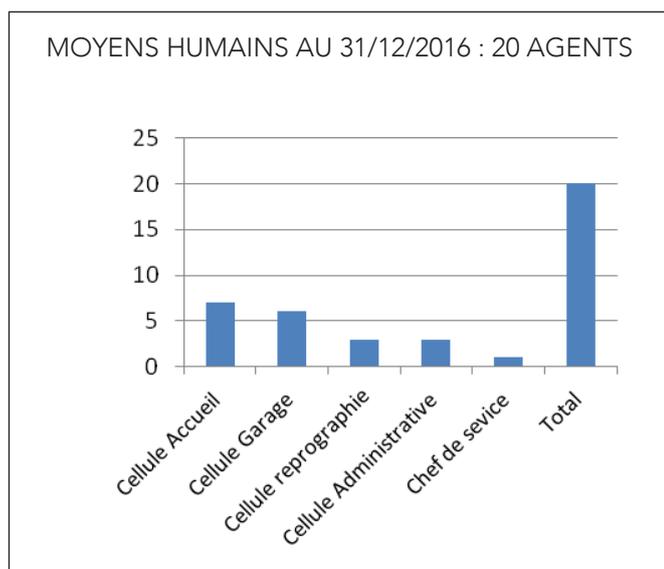
*La qualité de l'accueil est un objectif affirmé de l'exécutif départemental en 2016. Cet objectif m'a permis de replacer le mot "qualité" et la réalité de ce qu'elle implique dans les missions d'accueil. En effet, il est important de satisfaire l'utilisateur. Les chargés d'accueil sont une vitrine de la Collectivité ; ce sont aussi les premiers interlocuteurs des usagers qui conditionnent le premier contact avec les services. Animée tout au long de cette année 2016 par cette volonté, c'est pour moi fort motivant de placer la qualité, au cœur de l'équipe des agents d'accueil.*

**Joëlle AVOND,**  
responsable de la cellule accueil

REPARTITION FINANCIERE PAR ACTIVITE



MOYENS HUMAINS AU 31/12/2016 : 20 AGENTS



# ADMINISTRATION

## > Cellule Prospective Veille et Europe

La cellule Prospective Veille et Europe est composée de 4 agents qui ont pour mission d'optimiser la mobilisation des financements de projets, notamment dans le cadre des programmes européens et du financement participatif (FP). La cellule opère une veille et un suivi des dispositifs et appels à projets régionaux, interrégionaux et européens. En lien étroit avec les Chefs de projets développement, les services de la collectivité, voire les réseaux sociaux pour le FP aussi appelé "Crowdfunding", elle repère les besoins et apporte un appui technique aux porteurs de projets.

### ► Les actions & faits marquants 2016

#### ● FONDS EUROPEENS

##### 1. Le Fonds Social Européen (FSE)

Depuis 2015, sur la base d'une gouvernance partagée avec la CABB au sein du GIP Corrèze Europe, le Département s'est engagé dans une démarche de mobilisation active du FSE, via la gestion déléguée de l'enveloppe de subvention globale dédiée à la Corrèze (3,5 M€ pour la période 2015-2017).

Le FSE intervient en cofinancement d'actions sur le domaine de la politique de la ville, portée par la CABB, et de la politique d'insertion sociale et professionnelle, déployée par le Département.

Au cours de l'année 2016, le FSE a été mobilisé à hauteur de 1,9 M€ pour le territoire de la Corrèze correspondant à 10 nouvelles opérations programmées, dont 1 M€ pour des opérations d'insertion portées en propre par le Conseil départemental.

##### 2. Les autres fonds européens

Avec la fusion des régions, les programmes FEDER (Fonds européen de développement régional) et FEADER (Fonds européen agricole de développement rural) sont, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, gérés par la région Nouvelle Aquitaine. L'année a été fortement impactée par la réorganisation des services régionaux et l'harmonisation des dispositifs.

A l'échelle du Massif Central, territoire porteur d'un programme FEDER, la fusion des régions et les travaux de la Loi Montagne du 28 décembre 2016, ont retardé la diffusion d'appels à projets (Itinérance, accueil, numérique...) dans l'attente de nouvelles orientations et modalités de gouvernance.

La cellule a œuvré avec les Chefs de projets développement et les réseaux région et massif pour faciliter l'émergence de projets, dans l'anticipation de l'opérationnalité des dispositifs et appels à projets.

#### ● COUP DE POUCE "Financement participatif"

Le dispositif "Coup de Pouce Corrèze" considère, que la finance participative constitue un levier pour le développement des territoires, en accroissant le nombre de projets financés, grâce à la mobilisation des Corrèziens (porteurs de projets, épargnants, responsables institutionnels, professionnels). Il peut ainsi soutenir toute initiative, qu'il s'agisse de projets ayant une dimension entrepreneuriale, ainsi que tous les projets pouvant relever du patrimoine, du tourisme, de l'habitat...

Les axes de travail :

1. Mobilisation des réseaux économiques et acteurs professionnels pour une vulgarisation de la pratique de la finance participative.
2. Sensibilisation, repérage des porteurs de projets ; adaptation de l'accompagnement.
3. Communication : Refonte du portail, création des supports de communication et stratégie de communication digitale.

L'activité crowdfunding en Corrèze démontre la capacité du dispositif à :

- apporter une plus-value indéniable en termes d'activité et de volumes financiers mobilisés
- mobiliser l'épargne locale



#### EN CHIFFRES

- 10** rencontres professionnelles/
- 105** participants
- 14** ateliers "petits déj" de sensibilisation/
- 160** participants
- 127** porteurs de projets accueillis en rendez-vous
- 57** campagnes (soit 2,5 fois plus qu'en 2015)
- 32** collectes réussies
- 635 300 €** levés
- 3 280** contributeurs

*La mobilisation des réseaux professionnels et l'organisation du Forum de la finance participative sur la fin de l'année 2015, ont permis de créer une réelle mobilisation de l'ensemble de l'écosystème, des responsables institutionnels aux professionnels de l'appui aux initiatives, du développement des territoires, du financement au grand public autour de ce sujet.*

*Les effets de cette animation ont commencé à être lisibles dès le début de l'année 2016.*

*Le champ des possibles en financement participatif est très vaste et permet de pouvoir aborder une préparation de campagne de collecte avec beaucoup de créativité.*

*2 principaux enseignements peuvent être tirés de l'année 2016:*

- L'importance de l'accompagnement et le temps indispensable de la préparation d'une campagne
- La nécessité de poursuivre les efforts de lisibilité des projets en renforçant les canaux de communication

**Valérie MARIN,**

Chargée de mission Financement Participatif

# ADMINISTRATION

## > Direction de la Communication

En 2016, la Direction de la Communication a été au cœur de nombreuses opérations menées par le Département. L'organisation du village Corrèze lors de l'étape du Tour de France qui a traversé le département en juillet a été un intense moment d'activité pour le service.

La Direction de la Communication a également accompagné les projets de plateforme de financement participatif et l'opération Corrèze Boost Emploi et a apporté ses compétences techniques pour l'organisation de l'exposition Jane Duverne avec les Archives départementales.

### ► Les actions & faits marquants 2016

● **Le Mag 19** a été réalisé par les agents de la collectivité avec l'appui et sous le contrôle de la direction. Corrèze Magazine conserve un rythme trimestriel. Le site Internet de la collectivité (avec ses sites connexes, dont Tarentin) a nécessité, comme le Magazine, un travail de reportage, de rédaction, de mise en page et/ou de mise en ligne. La page Facebook dédiée au Département est mise à jour très régulièrement.

● **Tous les travaux de PAO** sont ainsi désormais concentrés dans la direction pour une meilleure cohésion et uniformité des différents supports de communication. Outre les campagnes institutionnelles, les infographistes ont pris en charge la communication de Sédières, du Musée Jacques CHIRAC à Sarran, du Musée Henri-Queuille à Neuvic. La présence du Département a également été renforcée au Salon de l'habitat de Brive et Tulle et à la Foire du livre à Brive, où le Conseil départemental était à nouveau présent avec des animations autour du terroir, sans oublier Brive festival, le Kenny festival et la Tulle-Brive Nature...

● **Les sites web** liés au Département ont également été actualisés. Pour relayer l'information institutionnelle, une newsletter a été envoyée régulièrement.

● **La Cellule Très Haut débit** est en charge des déploiements Haut / Très Haut débit dans le cadre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN) et téléphonie mobile sur le Département. Une des missions principales est d'assurer le suivi et la bonne réalisation des travaux de télécommunications mais aussi de proposer des solutions et d'être le relais entre le terrain et les élus départementaux. En parallèle, la cellule oriente et conseille l'ensemble des particuliers / entreprises / élus sur les questions en rapport avec le numérique.

● **Le numérique** a également concerné les collèges et la participation de la Direction à l'élaboration de la Filière Éducative Numérique qui s'est articulée autour d'une étude qualitative et quantitative sur les usages numériques des collèges.

Cette étude a servi de base de travail au programme : « 100 % des collèges corréziens connectés », dont l'objectif pour l'ensemble des collèges est le raccordement au THD, la mise en place de réseau wifi, l'aménagement de salles informatiques, le remplacement des serveurs

pédagogiques et la dotation de matériels mobiles à l'attention des élèves et professeurs de 5<sup>ème</sup>.

Au-delà des outils et des usages pédagogiques, la Direction réfléchit à la construction d'un Espace Numérique de Travail (ENT) : plateforme de services, "lieu" d'échanges, de travail et de partage entre les établissements, les élèves, les familles et les collectivités.

● **La cellule audiovisuelle**, dont les travaux sont régulièrement mis en ligne sur le site Internet, a été sollicitée pour réaliser des reportages divers et nombreux. La politique de la collectivité a ainsi été illustrée au travers de nombreux sujets : emploi, routes, fibre optique, culture, sport, etc.

● **Parmi les autres actions notables** : la gestion de tous les marchés d'impression par la direction de la communication, le traitement de près de 800 demandes de soutien aux associations à travers une dotation en objets promotionnels, l'organisation de la journée E-reporters...

### ► Les finances & ressources humaines

Les effectifs de la Direction : 14 personnes.



#### EN CHIFFRES

Diffusion du Corrèze magazine : **125 000** exemplaires par numéro

Objets promotionnels : **800** demandes par an

*Notre direction a été mise à contribution pour l'organisation et l'implantation du village corrézien à Neuvic d'Ussel lors du passage du Tour de France 2016, le 6 juillet.*

*2 000 personnes ont été les témoins privilégiés de la plus grande course cycliste du monde et ont découvert les atouts et les savoir-faire de la Corrèze pour notre plus grand bonheur.*

**Bernard DUBOIS,**  
Chargé de communication

# ADMINISTRATION

## > Chefs de Projets Développement

C'est une cellule de 6 agents directement rattachée à la Direction Générale des Services.

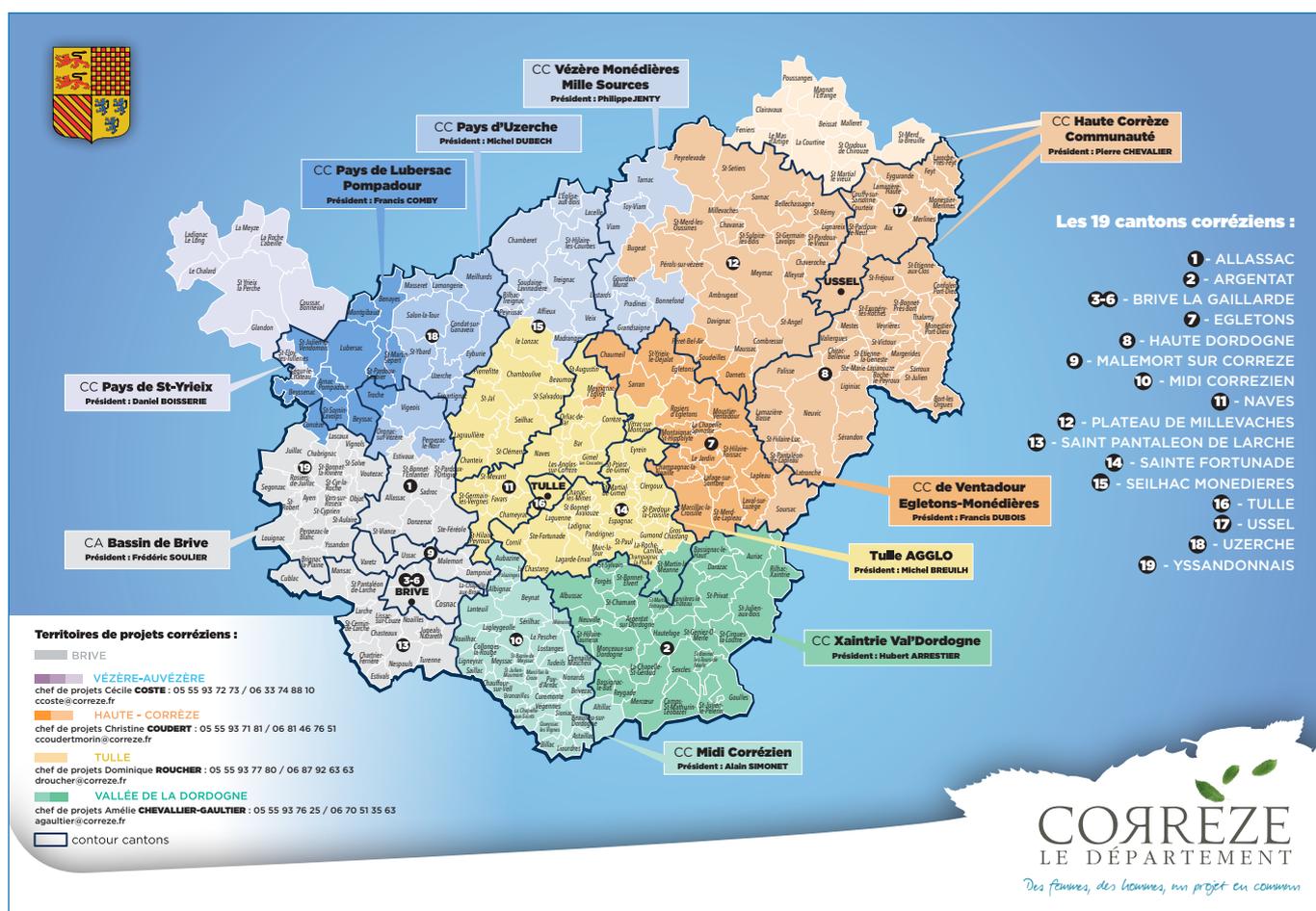
Sa mission principale : l'accompagnement et l'ingénierie de projets.

Les Chefs de projets ont un rôle de facilitateur et d'ensemblier, ils interviennent à la demande des collectivités ou de porteurs de projets privés sur l'ensemble du territoire Corrèzien et sur des thématiques variées.

Par la mobilisation des compétences internes et/ou externes, mais aussi en mobilisant, si les projets le nécessitent, nos structures satellites telles que Corrèze Ingénierie, Corrèze Équipement, l'Agence départementale de tourisme.

L'intérêt, pour le territoire, est d'avoir une approche globale, et d'en assurer la coordination, pour faire aboutir, dans les meilleures conditions techniques, financières, et dans les meilleurs délais, les projets.

L'objectif, pour le Département, est d'assurer une mission de solidarité territoriale au profit du développement équilibré de l'ensemble du territoire départemental.



# ADMINISTRATION

## > Chefs de Projets Développement



*C'est un travail de terrain ; notre rôle est de faciliter la préparation, la réalisation et la gestion des projets de chacun de nos territoires.*

*Un objectif clair : la réussite du projet.*

*"Sur un même projet et selon les thématiques concernées, nous avons la possibilité de mobiliser l'ensemble des compétences du Conseil Départemental. Si l'on a besoin, on va rechercher des compétences extérieures : bureau d'études, banques, experts, partenaires consulaires...".*

*Ce travail d'ingénierie et de coordination vise à mettre le porteur de projet dans les meilleures conditions financières et techniques et à lui assurer les meilleurs délais de réalisation.*

*Il s'agit d'avoir une approche globale afin de privilégier la cohérence de la construction du projet.*

**Christine COUDERT**

Chef de projet - Territoire HAUTE-CORREZE

## ► Les actions & faits marquants 2016

Le chef de projet a plusieurs missions transversales, que ce soit en interne ou en externe :

- Accompagnement des collectivités territoriales dans leurs démarches de structuration, telle que la création et la montée en compétences des Communautés de Communes (exemple : accompagnement à la création de la CC Vézère-Monédières-Millesources) et la mise en place de PETR (Pôle d'Équilibre Territorial Rural) ;
- Accompagnement sur des projets complexes, dans des thématiques aussi variées que l'économie, le tourisme, l'environnement, la santé, la culture, les sports nature... pour les collectivités, mais aussi pour les privés ;
- Ingénierie globale et assistance technique auprès des EPCI et communes pour les aider dans la définition de leurs besoins, le montage de leurs projets et la recherche de financements ;
- Participation active aux différents schémas et autres documents auprès de la collectivité (forum Pacte Territorial d'Insertion, schéma accessibilité...) et à la déclinaison opérationnelle des politiques départementales sur le territoire.



### EN CHIFFRES

**4 juillet 2016** : signature des conventions "guichet unique" entre le Département, les Chambres Consulaires et les territoires de projets

**16 décembre 2016** : signature des accords-cadres pour **4** territoires

# ADMINISTRATION

## > Agence de Développement et de Réservation Touristique / Mission Tourisme

### Contribuer au développement du tourisme en Corrèze

Le tourisme reste une compétence partagée entre l'échelon local, départemental et régional. L'action du Département de la Corrèze en la matière est définie dans le cadre du schéma départemental de développement du tourisme et des loisirs 2015/2018. Sa mise en œuvre est pilotée, en concertation avec les acteurs de terrain et les territoires, par l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques "Corrèze Tourisme" à laquelle le Département a, conformément à ses statuts, confié cette mission.

### ► Les actions & faits marquants 2016

#### Actions de qualification de l'offre touristique

- Si la loi NOTRe a contraint le Département à limiter en 2016 son accompagnement financier aux seuls projets touristiques portés par les collectivités, il n'en a pas point poursuivi son appui à des démarches de qualification auprès des prestataires touristiques.
- Corrèze Tourisme a été reconnue par la Direction Générale des Entreprises comme relais local de la marque Qualité Tourisme auprès des lieux de visites et des prestataires d'activités de loisirs.
- L'Agence œuvre également pour la qualification des hébergements touristiques au travers du classement des meublés et de la coordination de la qualification Chambres d'hôtes Référence® qui a été mise en place en 2016 en partenariat avec les offices de tourisme. Structuration et promotion de filières thématiques.

#### Structuration et promotion des filières thématiques

- Pour compenser le manque de notoriété de la destination, le Département a fait le choix de développer une stratégie de niches pour aller conquérir des clients qui ont une affinité avec une thématique de voyage ou un mode de séjour particulier. C'est le cas par exemple, pour les familles, la randonnée, la pêche et le cyclo-tourisme, où une structuration complète de ces filières s'opère en Corrèze.
- L'action du département porte autant sur la structuration de l'offre (labellisation d'hébergements pêche ou cyclo, numérisation et/ou création d'itinéraires avec l'aide d'experts de la filière, valorisation de parcours pêche créés par la Fédération départementale de la pêche...) que le développement d'actions de promotion (aide au positionnement marketing de grands itinéraires, création de site internet, partenariats de diffusion avec start-up, salons spécialisés, relation presse...).



#### EN CHIFFRES

- 6** structures marquées Qualité Tourisme,
- 42** meublés de tourisme classés,
- 36** chambres d'hôtes qualifiées
- 20** audits familles réalisés.

Plus de **100** prestataires différents mobilisés dans les filières affinitaires

Numérisation complète de tous les circuits de randonnées inscrits au PDIPR et des grands itinéraires

Numérisation de **50** circuits vélo et VTT

**47 500** visiteurs uniques sur le site web Corrèze Rando et **200 000** pages vues

Contre-valeur Publicitaire des relations presse menées estimées sur ces filières

à plus de **3 M€**

# ADMINISTRATION

## > Agence de Développement et de Réservation Touristique / Mission Tourisme

### Des actions de promotion différenciées selon les marchés

▶ Sur le marché français, le Département a misé sur une promotion essentiellement numérique. Un gros effort a été porté sur les évolutions du site internet [www.correzetourisme.com](http://www.correzetourisme.com) qui a vu sa fréquentation augmenter de 40% en un an.

Par ailleurs, un effort majeur a été porté sur les réseaux sociaux via notamment la page Facebook de Corrèze Tourisme qui est une des plus performantes de l'Hexagone.

▶ Sur les marchés internationaux, une stratégie d'alliance avec d'autres territoires a été privilégiée. Ainsi, le Département de la Corrèze s'est engagé dans le contrat destination "Vallée de la Dordogne" (Corrèze, Lot, Dordogne) qui se focalise sur le marché britannique. Dans ce cadre, plusieurs actions originales de promotion ont été menées en 2016 : préparation d'un site internet, création d'une plateforme de marque, actions sur les réseaux sociaux, relation presse.

### Améliorer la performance des prestataires touristiques

▶ Il est indispensable d'accompagner la mise en marché des entreprises touristiques car des prestataires performants c'est l'assurance d'avoir une destination performante. Il a donc été demandé à l'Agence de développement touristique de développer une batterie de nouveaux services en direction des entreprises touristiques : coaching marketing, audit de site internet, outil de commercialisation en ligne. Une convention a également été signée avec Cybercorrèze afin que l'accompagnement des prestataires touristiques soit le plus complet possible.



### EN CHIFFRES

**600 000** visiteurs sur les dispositifs internet de Corrèze Tourisme

**50 000** fans pour la page Facebook Corrèze Tourisme

**400 000** vues pour les vidéos réalisées en 2016

**57 000** fans pour la page Facebook "Welcome to Dordogne Valley"

**10** blogueurs anglais influents accueillis en 2016

**10** audits de site internet

**7** accompagnements marketing menés en entreprise

**200 000 €** de chiffre d'affaires générés via l'outil de réservation en ligne Résadirect

**600 000 €** de volume d'affaires générés par le service groupe

*Depuis 2016, Corrèze Tourisme propose aux professionnels du tourisme un accompagnement marketing complet aux hébergements touristiques de grande capacité. Nous intervenons en entreprise et analysons avec l'exploitant de nombreux sujets : l'évolution du chiffre d'affaires et de la fréquentation, l'offre et l'organisation interne, la politique tarifaire, le positionnement, les outils de communication et les réseaux de distribution... Ce travail permet de proposer au chef d'entreprise des pistes d'actions concrètes d'amélioration à mener à plus ou moins long terme pour être plus performant. C'est un travail passionnant et gratifiant : 85% des prestataires accompagnés nous déclarent que ce service leur a permis d'augmenter leur chiffre d'affaires.*

**Nathalie MANIERE**

Chargée de mission ingénierie touristique

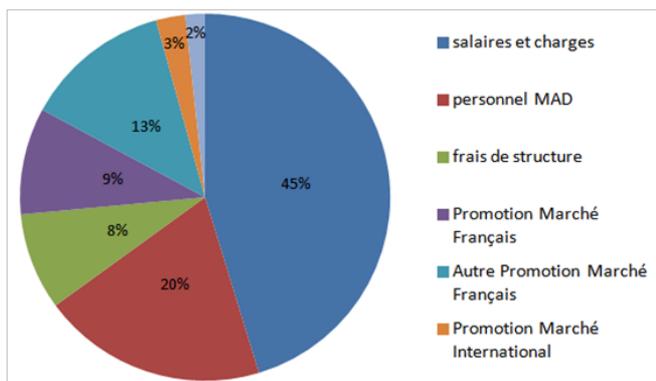
# ADMINISTRATION

## > Agence de Développement et de Réservation Touristique / Mission Tourisme

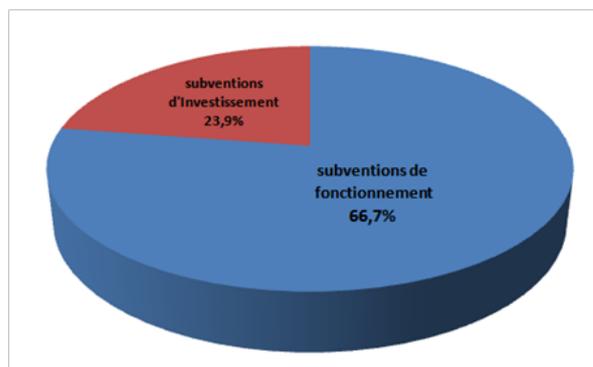
### ► Les finances & ressources humaines

Les effectifs de l'Agence : 22 personnes.

Répartition des dépenses de Corrèze Tourisme sur un budget réalisé de 1 170 000 €



CA 2016 : DOTATIONS TOURISME



### EN CHIFFRES

- Salaires et charges : **530 000 €** (45%)
- Personnel mis à disposition : **230 000 €** (19%)
- Frais de structure : **100 000 €** (8,5%)
- Promotion filières affinitaires marché France : **110 000 €** (9,5%)
- Autres action de promotion marché France : **150 000 €** (13%)
- Action de promotion marchés internationaux : **30 000 €** (3%)
- Actions d'ingénierie : **20 000 €** (2%)



### EN CHIFFRES

- Investissement : **391 977 €**
- Fonctionnement : **1 344 067 €**

Retrouvez l'ensemble des publications du  
Département de la Corrèze sur  
**[www.correze.fr](http://www.correze.fr)**

Hôtel du Département Marbot  
9, rue René et Emile Fage  
BP199 - 19005 Tulle Cedex  
Tél. 05 55 93 70 00  
Fax 05 55 93 70 82



**CORREZE**  
LE DÉPARTEMENT